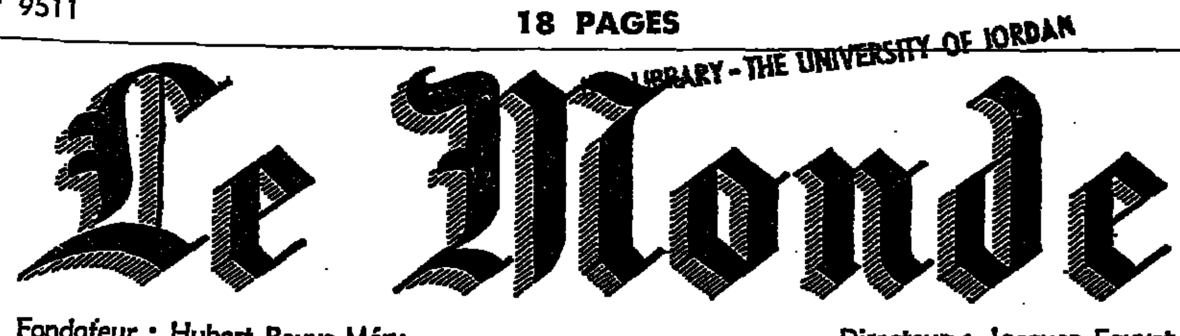
● TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9511 — 18 PAGES — MERCREDI 20 AOUT 1975



Des Français rapatriés témoignent sur la situation au Vietnam du Sud

LIRE PAGE 5

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 6

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

PAR CRAINTE DE RANIMER L'INFLATION

Le plan allemand de relance reste modeste

A USAGE INTERNE

Comme sœur Anne, de nombreux pays européens, tout particulièrement la France, attendaient qu'une reprise économique en Allemagne fédérale vînt rétablir leur état de santé. Au fil des mois, alors que la situation outre-Rhin continuait d'être plus proche de la léthargie que du réveil, les espoirs se sont amenuisés, sans toutefois complètement disparaître.

Certes, Bonn vient d'annoncer un programme de relance, mais ce n'est pas ce plan qui peut dispenser ses partenaires d'un effort national de redressement.

Le plan allemand apparait en effet à usage interne : il s'agit de permettre aux secteurs de la construction de « passer l'hiver », alors que le chômage menace le tiers des salariés de l'industrie du bâtiment et des travaux publics. Cinq milliards de deutschemarks, soit 8 % seulement du déficit des finances publiques de la R.F.A. pour cette année, seront consacrés à cette fin. Le but est de diminuer le nombre des sans-emploi, actuellement supérieur au million (4,5 % de la population active), en ranimant une production industrielle qui a diminué de plus de 14 % en un an.

Peu d'illusions doivent désormais être nourries à Paris et à Londres au sujet d'un éventuel électro-choc en provenance de Bonn. Les responsables allemands, notamment le ministre de l'économie, M. Friderichs, ont d'ailleurs tenu à mettre en garde leur propre opinion publique contre des espérances excessives, soulignant par avance, durant l'été, la faible portée et l'effet limité des futures mesures. Il n'est pas question de relancer la consommation intérieure, comme pouvaient le souhaiter d'autres gouvernements qui en attendaient une reprise de leurs exportations en Allemagne.

Le souci de Bonn demeure d'éviter tout risque de flambée des prix et de garder à l'économie allemande sa marge de sécurité par rapport aux autres pays. L'inflation annuelle en R.F.A. est actuellement la moitié et le quart respectivement de celle que l'on enregistre en France et en Grande-Bretagne. Mais le chancelier Schmidt reste prudent, au point d'affirmer, de façon quelque peu surprenante : « Je crains que la reprise économique ne soit plus forte que prévu et ne nous oblige à changer de politique conjoncturelle. »

L'assurance des autorités allemandes contraste avec les hésitations et les louvoiements d'autres gouvernements. Leur confiance vient d'être confortée par le rapport des cinq « sages », lequel prévoit pour 1976 une croissance économique de 6 %. Eux aussi soulignent que la demande des ménages doit rester dans des limites raisonnables ; la volonté de relancer ne doit pas, disent-ils, empêcher le gouvernement d'être « toujours ambitieux dans son objectif de stabilité ». En fait, compte tenu de la très forte épargne accumulée cette année par les Allemands et de l'énorme déficit des finances publiques (quelque 100 milliards de francs), les responsables de Bonn s'efforcent de garder serrés les leviers de commande, afin d'éviter l'an prochain un emballement de leur machine.

La maitrise conjoncturelle dont semblent faire preuve les dirigeants allemands — aidés, il est vrai, par la modération des syndicats — est sans doute un produit difficilement exportable. Bonn ne cherche pas pour autant à faire cavalier seul ; le chancelier Schmidt a pu, sans tromperie, exprimer, lors de ses récentes rencontres avec le président Ford et M. Giscard d'Estaing, son souci d'une coordination plus étroite des politiques économiques des grands pays, afin de lutter contre la récession mondiale.

Mais cette harmonisation implique elle-même que chaque pays élabore son propre plan de redressement. Faute de pouvoir conjuguer « aide-toi, l'Allemagne t'aidera », chaque capitale européenne est obligée d'articuler son programme de reprise sur sa demande intérieure.

Il prévoit surtout des crédits pour la construction

Le ministre bavarois de l'économie a révélé lundi 18 août le plan de relance allemand, que le gouvernement de Bonn discutera dans dix jours seulement. Les modestes 5 milliards de D.M. qu'il prévoit (8,5 milliards de francs) seront consacrés à la construction et aux travaux publics pour éviter une aggravation du chômage dans ces secteurs.

Les experts de M. Schmidt s'attendent qu'après une récession de 3 % cette année, la production allemande progresse l'an prochain de 6 %. Cela ne suffira pas, selon eux, à rétablir le plein emploi (il y faudrait une croissance de 9 %) ; mais la crainte de ranimer l'inflation incite Bonn à ne pas faire davantage.

De notre correspondant

Bonn. — Deux surprises ont marqué lundi le débat permanent sur l'évolution de la situation économique en République fédérale. La première est venue de M. Jaumann, ministre bavarois de l'économie, qui a donné connaissance du programme gouvernemental de relance, à l'issue d'une conférence des responsables de l'économie des Länder ; M. Friderichs, ministre fédéral de l'économie, qui se tenait à ses côtés, paraissait quelque peu gêné par l'indiscrétion de son collègue. Il s'est empressé d'ajouter que les éléments très précis indiqués par M. Jaumann ne constituaient qu'une base de discussion pour le gouvernement. Il a cherché à écarter l'impression que cette publication prématurée constituait une pression indirecte sur ses collègues. Ce n'est en effet que le mercredi 20 août que le chancelier Schmidt doit recevoir MM. Apel et Friderichs pour tenter de concilier les positions divergentes de ses deux ministres ; le gouvernement discutera de ce programme conjoncturel les 27 et 28 août.

D'après les chiffres cités par M. Jaumann, le plan du gouvernement comprend 5 milliards de deutschemarks de dépenses supplémentaires, essentiellement destinés aux industries du bâtiment et des travaux publics. Depuis quelque temps déjà on savait à Bonn que le plan de relance se réduisait en fait à « un programme permettant à la construction de passer l'hiver » (le Monde du 14 août). Les investissements directs de l'Etat fédéral s'élèveront à 1,2 milliard de D.M., ceux des Länder à 400 millions ; 400 millions seront en outre mis à la disposition de l'Office fédéral du travail pour encourager la création d'emplois, 800 millions seront consacrés à la construction de logements et 1 450 millions à l'amélioration des infrastructures. Un milliard de deutschemarks supplémentaire sera versé au Fonds spécial d'investissement.

La seconde surprise, c'est l'optimisme dont fait preuve le conseil des experts, constitué par cinq professeurs d'économie politique chargés, deux fois par an, de donner un avis « scientifique » au gouvernement.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR LE JOUR

Clairvoyance

M. Chirac voit le bout du tunnel. C'est le propre d'un bon pilote d'avoir les yeux de la foi. Ainsi Christophe Colomb voyait le bout de la mer. Il est normal aussi que les équipages soient ou moins clairvoyants ou plus sceptiques.

Mais entre les deux cas la différence est considérable. Pour Christophe Colomb, même si l'Amérique n'était pas venue, il y avait toujours de l'eau pour naviguer, alors que pour M. Chirac, même si le bout du tunnel arrive, nous ne sommes pas du tout certain qu'il y aura encore des rails pour rouler.

ROBERT ESCARPIT.

La crise portugaise et ses prolongements africains

Au cours d'une manifestation près de Porto un militant communiste est tué par des soldats

La tension monte au Portugal. On redoutait de nouvelles violences, ce mardi 19 août à Porto, où M. Alvaro Cunhal devait prendre la parole au cours d'un grand meeting communiste.

Lundi soir, au nord de Porto, à Ponte-de-Lima, un militant communiste a été tué au cours d'un assaut contre la permanence de son parti. Selon des informations concordantes, il aurait été atteint par un tir de soldats appelés pour rétablir l'ordre. C'est le premier membre du parti communiste tué dans un affrontement depuis le début de la crise.

Pour protester contre « l'escalade de la violence réactionnaire dans le Nord », l'intersyndicale, largement contrôlée par le P.C.P., a confirmé, ce mardi, son ordre de grève générale d'une demi-heure sur l'ensemble du territoire.

Une centaine de personnes ont été blessées au cours des incidents de Ponte-de-Lima. C'était jour de foire dans la localité lundi. Des groupes se sont dirigés vers le siège du P.C.P. en criant des insultes. Les militants ont riposté en tirant au fusil de chasse puis en lançant des cocktails Molotov. La foule a réussi à mettre le feu au local et l'évacuation des membres du P.C.P. a été difficile. Les manifestants ont encore tenté d'attaquer la caserne des pompiers.

Lundi soir, à Almada, dans la banlieue de Lisbonne, le général Vasco Gonçalves, premier ministre contesté par de larges secteurs du M.F.A., a défendu son gouvernement avec passion devant cinq mille personnes, au cours d'un meeting. Le premier ministre aurait l'intention de poursuivre sa « campagne d'explication » dans la rue. Il risque cependant de perdre un nouveau soutien si le général Eurico Corvacho, commandant la région nord, était effectivement limogé.

De leur côté, les amis du major Melo Antunes ont terminé la rédaction d'un programme économique qu'ils ont transmis au triumvirat. De Rio de Janeiro, où il vit en exil, l'ex général Spinola a lancé un appel à la « libération » du Portugal.

(Lire nos informations pages 2 et 3.)

Le général Gonçalves entame une campagne de justifications

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Un discours fleuve dans une tournaise : le général Vasco Gonçalves avait choisi son décor pour passer à l'attaque. Dans un lycée d'Almada, au milieu d'une foule en liesse et toute entière acquise à sa cause, il a, deux heures durant, lancé les traits les plus acérés pour fustiger ses ennemis et régler ses comptes.

Attaqué, pourchassé, traqué par une opposition grandissante, il a traversé le Tage pour reprendre des forces dans cette « ceinture rouge » de la capitale, où il savait trouver le soutien vibrant « de ceux qui font la révolution ». Abandonnant l'atmosphère confinée des couloirs sombres et des bureaux désuets de Sao-Bento, il a voulu mettre à nu la vanité de ceux qui inoquent contre lui la volonté du peuple.

Le pari, il est vrai, n'était pas trop risqué. L'intersyndicale, les commissions de travailleurs et de quartier qui l'avaient invité à Almada, n'ont eu aucun mal à remplir une salle de cinq à six mille places.

Une heure avant l'arrivée du premier ministre, le ton est déjà donné. Des gradins aux parterres, on chante la rengaine qui est devenue le signe de ralliement de tous les partisans du « camarade premier ministre » : « Courage, compagnon Vasco, nous serons ta muraille d'acier ».

Lancée au lendemain des premières attaques de M. Mario Soares, la chanson est aussi un mot d'ordre que l'on retrouve en autocollant, sur les chemises et les chapeaux. Aux murs, le slogan sert de légende à la dernière affiche du cinquième bureau, dont le graphisme naïf dessine la silhouette du général entre un paysan et un soldat. Trois mots dominent leurs têtes : « M.F.A. - Vasco - Peuple ! ».

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 3.)

Du socialisme « par en haut » au socialisme « des conseils »

par ROGER GARAUDY

Le Portugal est aujourd'hui menacé d'une contre-révolution animée par les nostalgiques du fascisme salazarien. La C.I.A. américaine (les aidant, comme autrefois les fascistes chiliens) fait passer hommes et armes par toutes les frontières d'Espagne.

Les pogromes anticommunistes du Nord, attisés par certains prélats, comme Mgr Da Silva, qui furent les propagandistes les plus efficaces de la dictature et du colonialisme portugais, montrent que la contre-révolution, comme la chouannerie de 93 en France, peut trouver une base de masse dans les éléments les plus arriérés de la paysannerie. Comme, d'ailleurs, dans la bourgeoisie et l'armée.

Comment en est-on arrivé là un an et demi après la grande espérance née de la chute du fascisme ? C'est un problème qui concerne tous ceux qui, en France et en Europe, veulent aller au socialisme. Les leçons de l'expérience portugaise, après celles du Chili, peuvent être déterminantes pour leur stratégie et leur tactique, pour la réflexion sur la signification du socialisme.

Au Portugal, le mouvement n'a pas commencé à la base : le fascisme a été abattu par un groupe d'officiers. La guerre colonialiste en Afrique, vouée à la faillite comme toutes les guerres colonialistes de notre époque, a conduit certains militaires à mettre en cause le pouvoir civil. Un livre retentissant du général Spinola, en 1974, mit en lumière les critiques de l'armée contre un système politique qui, dans le pays le plus pauvre d'Europe, consacrait la moitié de son budget à une guerre sans issue, et ne se maintenait, à l'intérieur, que par une répression féroce.

Le groupe d'officiers qui, le 25 avril 1974, chassa Caetano et son équipe est loin d'être homogène : seule leur est commune la colère contre un pouvoir qui les contraignait à poursuivre une guerre perdue d'avance. Les plus lucides ont pris conscience de ce qui faisait la force de leurs adversaires les guérilleros d'Angola, du Mozambique et de la Guinée : la confiance et l'appui des masses populaires, alors que le régime portugais ne reposait que sur la répression et la terreur. Ces officiers constituèrent l'aile marchante des forces armées.

Le coup d'Etat militaire renversant le fascisme, un vaste mouvement populaire, réprimé depuis quarante ans, se développa dans tout le pays, occupant les usines et des terres d'anciens patrons ou de gros propriétaires, qui étaient les soutiens du fascisme, organisant spontanément, avec les moyens du bord, un contrôle ouvrier, des coopératives, des comités de quartier, des comités de soldats et de marins.

Malgré la spontanéité, le désordre de l'improvisation, l'inexpérience politique découlant de quarante ans de dictature, un peuple s'orientait à tâtons vers la démocratie et le socialisme. Pas de doctrine, mais une confuse espérance commune. Les militants communistes (trois mille à peine au sortir de la clandestinité) y jouissaient d'un immense prestige en raison du courage dont ils avaient fait preuve face à la répression sauvage du fascisme ; des prêtres résistants (malgré la hiérarchie), dont plusieurs sortaient des prisons comme les communistes, participaient, avec de nombreux catholiques, au mouvement, avec la volonté de changer la politique de leur pays et de témoigner pour une Eglise rénovée ; des socialistes, des libéraux, revenus d'un long exil, toute cette masse en mouvement contribua à radicaliser une grande partie de l'armée, de telle sorte que les tentatives du général Spinola pour arrêter la marche au socialisme furent brisées.

Le reflux, c'est-à-dire les premières ruptures avec les masses, commença lorsque les trois principales forces politiques : le M.F.A., le parti communiste, le parti socialiste, prétendirent, chacune à leur manière, s'emparer du mouvement et le diriger « d'en haut », en fonction de « modèles » d'importation qui ne correspondaient pas aux conditions propres au Portugal.

Des militaires qui rêvaient d'un socialisme paternaliste (vaguement « péruvien ») s'improvisèrent pédagogues de la révolution dans leurs séances de « dynamisation culturelle » pour inculquer les slogans venus d'en haut. Des communistes, comme Alvaro Cunhal (dont l'intégrité et le courage personnels sont hors de cause), étaient incapables de concevoir le socialisme en dehors des schémas soviétiques. Des socialistes identifiaient le socialisme avec l'électoralisme et le réformisme de la social-démocratie allemande.

(Lire la suite page 2.)

Le différend entre le P.C.F. et M. Jean Daniel

« JOURNALISME ET POLITIQUE »

par Pierre Viansson-Ponté

(Lire page 3.)

En Angola les mouvements nationalistes s'affrontent pour le contrôle du littoral

Les combats entre mouvements nationalistes s'étendent en Angola où depuis le dimanche 17 août, les troupes du F.N.L.A., alliées par endroits aux forces de l'UNITA, tentent d'empêcher le M.P.L.A. de s'emparer des ports situés au sud de Luanda. Les combats ont pour enjeu le contrôle des régions méridionales du pays.

De notre envoyé spécial

Luanda. — Lobito, deuxième port de l'Angola, est le point de départ d'une voie ferrée qui dessert aussi bien le Zaïre que la Zambie. Luso se trouve sur la même ligne, plus haut, à 300 kilomètres de la frontière zaïroise. Dans ces deux villes, le M.P.L.A. se bat maintenant pour défendre des positions conquises depuis peu. Avec ses victoires parfois sans lendemain, ses grandes offensives qui se diluent d'elles-mêmes et sa débauche de violence, la guerre civile angolaise donne déjà l'impression de prendre son temps. Un processus bien connu s'engage : faute d'un accord ou d'un modus vivendi international, des Etats extérieurs vont être de plus en plus tentés d'aider l'allié ou le protégé local à rétablir l'équilibre dès qu'il sera compromis.

Pour l'instant, la guerre demeure insaisissable. Les adversaires sont faibles. Ni les uns ni les autres n'avaient réussi à ébranler la santé d'une économie coloniale prospère le 25 avril 1974, quand le coup d'Etat de Lisbonne a abattu l'empire portugais. Chacun dispose d'une base ethnique. Le F.N.L.A. dans le nord, le M.P.L.A. dans le centre et l'Unita dans le sud. Mais la guerre qu'ils se font, depuis le début de l'année, est avant tout défensive : on attaque le plus souvent pour gagner un peu de temps et consolider ses arrières.

Le mouvement amorcé en mai à Luanda par le M.P.L.A. et qui a abouti début août lui a permis de chasser ses adversaires de la capitale, de s'assurer le contrôle de l'axe central Luanda - Henrique-de-Carvalho et de contrôler plusieurs positions sur la côte, notamment le port de Lobito et la ville voisine de Benguela. Il s'agit maintenant pour lui de défendre cet acquis politico-militaire qui lui permet d'affirmer qu'il représente davantage qu'une ethnie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

UN PEINTRE DU NORD AU SOLEIL

André Masson à Aix-en-Provence

Voilà bientôt trente ans qu'André Masson prend ses quartiers d'été au Tholonet. Cette année, c'est une partie de son œuvre — cent vingt et une peintures, dessins et gravures — qui est installée au musée Granet, dont la façade de pierre ocre jouxte l'église sur une *petite place*.

Juste retour des choses : c'est peut-être au contact de la douceur du paysage aixois qu'André Masson doit d'avoir arrondi les angles d'une peinture qui s'était, chez lui, très tôt, réglée sur les registres de l'expression déchirée et tourmentée, où un graphisme acéré coupe comme une lame de rasoir. Lecteur passionné de Nietzsche, André Masson a toujours été un peintre du Nord, avec quelque chose de wagnérien, étrangement héroïque et torturé à la fois, cherchant d'instinct le contact des poètes du fantastique, comme Lautréamont. En peinture, ses frères sont Delacroix et le Greco. Il a toujours peint l'orage sur fond de viscères agités. Des viscères qui, avec le temps, sont devenus ornementaux, et dont le foisonnement infini fait pourtant apparaître l'intelligence d'un trait d'une absolue maîtrise.

Son œuvre avait donc ses tropismes : appréciée dans les civilisations du Nord, où l'on a une prédilection pour un art convulsif, elle recevait un accueil réservé dans les sphères latines. Pour tout dire, Masson avait pris l'habitude *d'être mieux compris à l'étranger* qu'en France. Mais, depuis quelques années, l'œuvre de ce peintre majeur du surréalisme est replacée sur l'avant-scène de l'histoire de la peinture contemporaine.

Et si l'on fait le décompte des antériorités dans les découvertes de l'art contemporain, on trouve Masson à l'origine de cette « écriture automatique » dont Jackson Pollock à New-York allait faire la base d'une renaissance de la peinture new-yorkaise abstraite et lyrique.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 13.)

EUROPE

Grèce

Impressions d'audience

Athènes. — A la fin d'une journée, voici quatre pages de notes. Quatre flashes jetés sur Athènes en ce mois d'août 1975. *Le rapprochement fortuit vaut* sans doute toutes les exégèses.

● *10 heures, prison de Korydallos.* — Le procès du coup d'Etat du 21 avril 1967. C'est d'abord, depuis vingt jours, une redondance de proclamations solennelles, une litanie de *« grands principes »* militaires. Cette semaine, on arrive au terme de ce procès méticuleux et vaguement compassé.

Courtois, le président appelle un à un les « messieurs » accusés de haute trahison et de rébellion armée. Rassemblés au centre de la salle d'audience, tous sont en civil, cravatés avec la raideur un peu balourde des militaires en complet veston. Au premier rang, amaigris, l'œil charbonneux et la nuque raide, les *« trois colonels »* (Papadopoulos, Pattakos, Makarezos) sont figés dans leur mutisme de *« chefs responsables »*. Comme la majorité des inculpés, ils ne parleront pas. Ni de ce qu'ils savent sur les complots, ni de la C.I.A., ni de leurs obligés d'hier. C'est la règle du jeu. *Pendant les semaines* qui ont précédé le procès, plusieurs d'entre eux, dit-on à Athènes, ont vécu dans la hantise d'être assassinés ou emprisonnés par un service secret étranger.

Mais sur les vingt généraux ou colonels, neuf autres accepteront tout de même de plaider, avec plus ou moins de bonheur, leur cause « historique ». La scène est identique et les mots se ressemblent. Demi-soldes sincères, comploteurs ambitieux, tous sont *« fiers d'avoir répondu toujours à l'appel de la patrie »*. Ils ont tous cru nécessaire, en 1967, de sauver le pays du *« péril communiste »*. La révolution nationale à laquelle ils ont adhéré à l'époque a peut-être été déviée de sa route mais tous sont aujourd'hui *« en paix avec leur conscience »*. Les plus maladroits s'embrouillent dans le minutage de leur emploi du temps, au matin du 21 avril. Le président du tribunal, précis et inquisiteur, bouscule parfois leur superbe. *« Comment, vous, M. Spandidakis, chef d'état-major de l'armée, vous nous dites que vous avez perdu votre sang-froid ! »* Mais l'échange de répliques est toujours plus ou moins codé. Sur les bancs de la presse, dans le public, chacun sait parfaitement dans quel complot il faut ranger tel ou tel des accu-

De notre envoyé spécial

sés : celui des généraux, celui du roi, des colonels...

Entre gens de bonne compagnie on ne transgresse pourtant pas certaines convenances. Ici, la droite grecque, un œil sur les réactions de l'armée : l'autre braqué vers la gauche juge précautionneusement des officiers supérieurs, que seule la presse — dehors — traite quotidiennement de *« barbares »* ou de *« gangsters »*. Pour quelques-uns, les peines seront sans *doute sévères, mais appliquées* sans haine ni vulgarité.

● *12 heures, tribunal militaire du Pirée.* — Changement *de décor*, c'est l'autre face de *la « révolution » grecque*. Le procès des tortures de la police militaire, c'est un scénario de *« thriller »* américain. Une sorte de règlement de comptes entre professionnels. On descend ici dans les bas-fonds du régime déchu, grouillant de haine obtuse et d'imbécillité sanglante. Voici le poing armé des colonels *« patriotes »*.

Les trente-deux tortionnaires *de l'E.S.A. (police militaire)*, c'est, pour la plupart, des visages de *mafiosi*, de tueurs à gages. Pendant plusieurs années, dans ces locaux, près de l'ambassade américaine d'Athènes, l'E.S.A., cette petite armée de vingt mille hommes dévoués au général Dimitri Ioannidis, a torturé, traqué, matraqué les adversaires du régime militaire. Et surtout, plus que tout autre, des officiers de la résistance. Une centaine de témoins sont convoqués au procès. Dans la petite salle du tribunal, l'atmosphère est électrique, brutale. De temps en temps, des empoignades entre témoins et accusés *bousculent le déroulement des* auditions. Celles-ci représentent une morne litanie d'horreur et de *« descriptions »* techniques. Rien ne parvient cependant à arracher les accusés à une *morgue* ricanante qui scandalise les Grecs. Pas même, lundi, le témoignage de Mme Moustaklis, femme d'un commandant de la marine hostile à la dictature. Timide, la voix blanche, elle traîne jusqu'à la barre son mari, qui, après quarante-huit jours de tortures, n'est plus qu'une épave hébétée, hémiplégique, et incapable de parler. Qu'ajouter de plus ? Un mot : ce procès des hommes de la dictature pose, à Athènes, un problème de droit inattendu. Rien, dans la législation pénale grecque, n'est prévu concernant la torture. Le parlement s'apprête à examiner un projet de loi destiné à combler cette lacune.

● *20 heures, Kiffissia.* — Dominant Athènes, à 15 kilomètres du centre, mi-petite ville d'eau, mi-quartier résidentiel, Kiffissia est une fête de lauriers-roses, de jardins suspendus et de cascades. Les plus belles villas de l'*establishment* athénien — armateurs, députés, industriels... — rivalisent de grâce fleurie. On dîne dans l'une d'elles avec quelques membres de la bonne société royaliste ou simplement, pour quelques-uns d'entre eux, *« nostalgiques »*. Sur la terrasse la soirée est lourde de parfums et le buffet bien garni. Les rires des dames ponctuent une conversation languissante sur les *« procès »*.

Réflexion recueillie au vol : *« C'est si triste tout ça ! La Grèce devient un pays de Soviets. Mais l'armée va bouger bientôt, vous verrez. »*

La discothèque ne manque pas de ressource. Au dessert on s'offrira — pour rire — l'*Internationale* en stéréophonie. Puis, au téléphone, un des invités écoutera gravement une voix venue *d'Athènes qui l'informe que « des événements encourageants »* se déroulent au Portugal.

● *23 heures, stade Palathinaïkon.* — Mikis Théodorakis, le chœur national français et les percussions de Strasbourg donnent un concert monstre en plein air. Trente mille personnes s'installent sur les gradins dans une odeur d'orangeade, de galettes frites et de brochettes. Les projecteurs dessinent des cercles blancs sur les pelouses du stade où se rassemblent musiciens et choristes. Des jeunes gens passent et repassent dans les gradins pour vendre des images militaires qui parlent du Chili, du Portugal et de l'Espagne.

L'ensemble de Théodorakis achève, dans un grand silence, un poème symphonique écrit sur un texte de Pablo Neruda. Puis, face à la foule qui explose soudain, il attaque les premières mesures de chansons populaires interdites avant-hier par le *dictateur. Le stade entier se* lève et frappe la mesure pour une sorte de célébration irréfléchie et explosive, la célébration d'une joie retrouvée. Tout d'un coup c'est Gavroche multiplié par trente mille. C'est peut-être, enfin, la Grèce.

J.-Cl. GUILLEBAUD.

Espagne

LA FOULE ACCLAME L'ARMÉE LORS DES OBSÈQUES D'UN POLICIER

Madrid (*A.F.P., Reuter, U.P.I.*). — Près de deux mille personnes ont manifesté le lundi 18 août, dans les rues de Madrid à l'issue des obsèques d'un officier de police abattu l'avant-veille par des membres du Front révolutionnaire anti-fasciste et patriotique (FRAP, extrême gauche).

La foule a acclamé le nom du général Carlos Iniesta Cano, ancien chef de la garde civile, connu pour ses sympathies avec l'extrême droite, et scandé le slogan « *Le pouvoir à l'armée !* » Trois ministres, dont le général Francisco Coloma Gallegos, ministre des armées, des policiers et des représentants des trois armes, ont assisté à la cérémonie.

Cependant, le prince Juan Carlos, successeur désigné du général Franco, est arrivé le 18 août à La Corogne, venant de Majorque où il passait ses vacances. Il s'est immédiatement rendu au Pazo de Meiras, où il a déjeuné avec le chef de l'Etat. Selon l'agence Europa Press, le prince séjournera à La Corogne jusqu'à mercredi, date à laquelle il doit présider la clôture de la réunion du Conseil économique syndical de Galice, en présence du chef du gouvernement, M. Carlos Arias Navarro, et de neuf ministres.

Allemagne fédérale

SPECTACULAIRE ÉVASION EN HÉLICOPTÈRE

Traunstein (*A.F.P., A.P., Reuter.*) — Un pilote américain, M. Barry Meeker, a pu faire gagner la R.F.A. à deux hommes et à une jeune fille de quatorze ans, citoyens est-allemands qu'il était venu chercher en hélicoptère en territoire tchécoslovaque. Parti de Munich dimanche 17 août, à bord d'un hélicoptère de location, en compagnie d'un apatride, M. Meeker survola le territoire autrichien puis se posa en territoire tchécoslovaque sur les rives *de la Vltava, où l'attendaient* les deux hommes, une femme et la jeune fille.

Au moment de l'embarquement, les gardes frontières, alertés, commencèrent à tirer, blessant la jeune fille et le pilote. L'hélicoptère *décolla alors, laissant* sur place la femme et l'apatride, qui était sorti de l'appareil pour surveiller l'embarquement.

Bien que l'hélicoptère ait été touché par les balles des gardes frontières, il put se poser dans la petite ville de Traunstein en Bavière.

Ce n'est pas la première fuite aérienne de ressortissants de la R.D.A. en R.F.A., mais c'est la première opération montée à partir de l'Allemagne fédérale. Jusqu'à présent, les fugitifs s'étaient emparés d'appareils est-allemands pour gagner l'Ouest.

M. Debré et le « statu quo » européen

M. Ernst Weisenfeld, correspondant à Paris de la télévision allemande (première chaîne), nous écrit à propos de l'article de M. Michel Debré « France-Allemagne » (le Monde *daté 6-7 août*) :

Par sa clarté et sa rigueur intellectuelle, M. Debré a certainement enrichi la discussion franco-allemande. Ce qu'il écrit ne m'a aucunement surpris ou choqué. Sauf une phrase : « *Notre espoir, pour longtemps, est dans le maintien prolongé, durable, de la situation actuelle en Europe* (...). »

L'ancien premier ministre du général de Gaulle serait donc pour Yalta ? Il aurait été heureux, le 21 août 1968, que l'ordre régnât à Prague grâce aux chars *soviétiques et que rien ne puisse* plus affecter le même ordre chez les voisins ? Les appels du général de Gaulle à la « *personnalité nationale des pays satellisés* » ou sa vision d'une « *Europe de l'Atlantique à l'Oural* », d'une « *Europe entière avec une Allemagne entière* », tout cela et une multitude d'autres citations auraient pour M. Michel Debré la valeur d'une vue de l'esprit ? Je ne cherche pas du tout la polémique avec l'auteur d'un exposé empreint d'une grande sincérité. Je préfère penser que la phrase qui m'a choqué a simplement dépassé sa pensée.

Egypte

● M. KAMAL ABOUL MAGD, ministre égyptien de l'information, a été relevé de ses fonctions, qui ont été confiées au ministre de la culture, M. Youssef Sebaï

Guinée

● RADIO-CONAKRY a donné, lundi 18 août, lecture d'une lettre d'un groupe de « militants de la Révolution démocratique africaine » en Europe, informant le président Sékou Touré des préparatifs d'une « *nouvelle agression* » contre la Guinée des opposants au régime, appuyée par des *milieux français et allemands* ». — (*Reuter.*)

À travers le monde

Pologne

● ROMPANT UN SILENCE DE DEUX SEMAINES, la presse, la radio et la télévision polonaises ont largement commenté samedi les accords germano-polonais conclus le 2 août à Helsinki par le chancelier Schmidt et M. Gierek, chef du parti ouvrier polonais, et paraphés le 6 août à Bonn. Les journaux ont cité en particulier le chiffre de cent vingt mille à cent vingt-cinq mille Polonais d'origine allemande qui, dans les quatre années à venir, doivent être autorisés à quitter le pays. — (*A.F.P.*)

LA SITUATION

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA APPELLE SES CONCITOYENS A S'UNIR POUR « LIBÉRER ET RECONSTRUIRE » LE PAYS.

Rio-de-Janeiro (*A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.*). — Dans une lettre ouverte adressée de Rio-de-Janeiro, où il vit en exil, le président de la République portugaise, l'ex-général Spinola a lancé, le 18 août, un appel à ses concitoyens « *pour qu'ils s'unissent dans un mouvement démocratique de libération et de reconstruction du Portugal* ».

L'ancien chef d'Etat affirme que « *le cours actuel de la politique dans le pays est inconciliable avec la démocratie* », et que le Portugal « *se désintègre dans l'anarchie et dans le chaos moral, social et économique* ».

Il rappelle qu'il avait « *averti les Portugais des conséquences de la politique de terre brûlée menée par un groupe de traîtres pour construire un Etat communiste sur les ruines d'un Portugal détruit* ».

L'ex-général Spinola accuse le président Costa Gomes « *de tenter de gagner du temps dans une manœuvre politique où [il joue] avec différentes factions qui diffèrent simplement sur la question de savoir si les objectifs du programme communiste originel du Mouvement des forces armées doivent être réalisés lentement ou rapidement* », alors que le peuple a « *démontré qu'il ne veut pas du communisme, que ce soit lentement ou rapidement* ».

Favorable au premier ministre

Le général Eurico Corvacho, commandant la région nord, pourrait être limogé

Lisbonne (*A.F.P., Reuter*). — Le général Vasco Gonçalves, premier ministre portugais, pourrait perdre l'un de ses partisans les plus inconditionnels au sein des forces armées, le général Eurico Corvacho, commandant de la région militaire du Nord, dont le quotidien *Jornal Novo*, annonçait lundi 18 août qu'il songerait à quitter son poste.

Le départ du général Corvacho, au moment où l'on parle d'un rapprochement entre le général Otelo de Carvalho et le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, ferait définitivement pencher la balance au détriment du premier ministre, au sein des forces armées.

Contrairement aux commandants des régions du Sud et du Centre, les généraux Pedro Pezarat Correia et Franco Charais, le général Corvacho n'a pas signé le « document des neuf », patronné par le major Melo Antunes.

Jornal Novo croit aussi savoir que le général Fabiao, qui ne s'était guère manifesté, sur le plan politique, jusqu'à maintenant, et que l'on considérait comme proche des positions modérées du président Costa Gomes, aurait reconnu la nécessité d'une clarification politique, en particulier après sa visite à Porto en compagnie du général de Carvalho.

Selon certaines informations, les garnisons de trois villes du Nord se seraient placées en état d'alerte sans en avoir avisé le commandement régional, dont le chef est le général Eurico Corvacho. Les garnisons qui se sont placées d'elles-mêmes en état d'alerte sont la 9e brigade de fusiliers, basée à Viana-Do-Castelo, le régiment de Bragance, à la frontière espagnole, et le régiment d'infanterie de Braga. C'est la 9e brigade qui est intervenue, lundi soir, à Ponte-de-Lima, contre la permanence du parti communiste.

En tout cas, un rapprochement Otelo-Fabiao porterait un coup définitif aux espoirs que le premier ministre pouvait encore nourrir à l'égard de l'armée de terre (l'ensemble des forces aériennes lui est considérée comme hostile).

En outre, les délégués de la région militaire du Sud, qui se réunissent mardi, devraient manifester leur appui massif au général Pezarat Correia et, en sa personne, aux « neuf ». Ainsi, il semble finalement que l'équilibre militaire, qui a permis jusqu'à maintenant de maintenir un *statu quo*, approche de son point de rupture.

LE CHANCELIER SCHMIDT : Tout faire pour ne pas perdre le Portugal...

(*De notre correspondant.*)

Bonn. — Au cours d'un entretien accordé à M. Melvin Laird, ancien ministre américain de la défense et actuellement membre du comité de rédaction du *Readers' Digest*, le chancelier Schmidt met en garde les membres de l'alliance atlantique contre « *une perte du Portugal* ». Sa déclaration est publiée dans le dernier numéro de la revue.

« *Les efforts pour assurer la détente*, déclare le chancelier, *ne doivent pas entamer notre volonté de tout faire pour assurer la défense de nos intérêts vitaux. Les pays tiers doivent savoir que les membres de l'alliance atlantique ne laisseront pas un vide se créer sur le flanc sud-ouest de l'organisation.* »

Le chancelier se déclare par ailleurs inquiet de l'armement croissant de l'Union soviétique. D'un côté, on ne doit pas abandonner les efforts de détente, mais il ne faut pas sous-estimer le danger constitué par la puissance militaire soviétique. — D. Vt.

LA « PRAVDA » : Les socialistes ont rameuté les forces réactionnaires.

Moscou (Reuter). — La « Pravda » a accusé, le 19 août, les dirigeants socialistes portugais et ceux du parti populaire démocratique de vouloir mettre fin à l'alliance entre le peuple et l'armée et d'ébranler l'unité du M.F.A.

« Qu'ils le veuillent ou non, les dirigeants du parti socialiste, qui ont brandi le drapeau de l'anticommunisme et déclaré la guerre aux forces véritablement progressistes, rameutent toutes les forces réactionnaires du Portugal », écrit la « Pravda ». « Les socialistes portugais comptent, poursuit le commentateur, sur le soutien de l'alliance atlantique. »

« Les méthodes employées par la réaction au Portugal rappellent ce qui s'est passé au Chili à la veille du coup d'Etat fasciste », conclut la « Pravda ».

● *M. Ford a déclaré, le mardi 19 août*, qu'une solution devait être trouvée à a crise « *sans pressions extérieures* » et exprimé l'espoir que la majorité favorable à une solution démocratique l'emportera

UNE PHOTO... DEUX LÉGENDES

Un homme à terre ensan*glanté, entouré d'hommes* armés de gourdins à Alcobaça.

La même scène et, pour deux d'entre eux, la même photo ont paru, lundi, dans *Libération, l'International Herald Tribune* et *l'Aurore*. Mais pour *Libération*, il s'agit d'un manifestant anticommuniste. La légende dit : « *Sur cette photo, les militants communistes assiégés opèrent une sortie et font un prisonnier qui avouera avoir été payé pour venir attaquer le meeting.* » Même version à *l'International Herald Tribune*. Mais pour *l'Aurore*, l'homme à terre est un communiste. La légende est en effet la suivante : « *Les paysans du cru n'ont pas laissé se dérouler le meeting, attaquant les participants.* »

Qui croire ?

Du socialisme « par en haut » au socialisme « des conseils »

(*Suite de la première page.*)

En dépit de leurs divergences, ils avaient en commun l'illusion que l'on peut faire le socialisme « par en haut », qu'il s'agisse d'un socialisme militaire, d'un socialisme stalinien ou d'une délégation de pouvoir à un parti social-démocrate. La mainmise sur l'armée était dès lors le rêve secret de chacun.

Alvaro Cunhal, dont le dogme majeur — et le plus maléfique — est que la conscience révolutionnaire doit être apportée aux masses « d'en haut » ou « du dehors », avait été amené par ce dogme à approuver l'intervention militaire soviétique à Prague, et, *dans la même foulée*, à s'allier inconditionnellement au Mouvement des forces armées. Le même dogme l'avait conduit à une conception dirigiste des syndicats comme « courroies de transmission » qui créa une des premières brèches dans l'unité populaire.

Puis vint l'interdiction de la « démocratie chrétienne ». Il est certain que dans cette « démocratie chrétienne » (comme dans le M.R.P. français en 1946 ou dans la « démocratie chrétienne » d'Italie), autour d'un noyau de catholiques authentiquement résistants, s'étaient infiltrés des nostalgiques du passé, mais dissoudre ce parti par des méthodes *administratives ne résolvait* pas le problème (les nostalgiques de Salazar se sont regroupés ailleurs) et cela a contribué à rejeter une masse de chrétiens vers la pire réaction.

Le parti communiste italien fit, en son temps, la juste critique de ces méthodes. Avec le même sectarisme, le parti communiste portugais minimisa la signification de l'affaire du journal *Republica* en parlant de « *conflit du travail* » ou en invoquant le fait que les typographes communistes étaient en minorité dans l'imprimerie, au lieu de poser la question de principe, fondamentale pour un socialisme d'autogestion : est-ce que les travailleurs d'une entreprise ont le droit de parler au nom de toute la classe ? Est-ce que les moyens d'information et de propagande peuvent être dirigés et orientés par une seule corporation ? Enfin, riposter à l'initiative (même fâcheuse) de meetings socialistes en dressant des barrages sur les routes ne pouvait que contribuer à l'isolement des communistes.

Le parti socialiste portugais, au lieu d'essayer d'amener le parti communiste à une plus grande ouverture, a, au contraire, orchestré et exploité chacune de ces erreurs pour étendre sa clientèle électorale. Il y réussit en effet, mais en devenant ainsi, même si Mario Soares ne l'a pas voulu, l'une des composantes de cet anticommunisme qui est la meilleure base de départ pour la contre-offensive de la réaction. *Après avoir* contribué à créer un tel climat, un parti socialiste au pouvoir serait aisément emporté par la vague.

Les interventions et les pressions étrangères ont aggravé la *situation. D'abord, et nous l'avons* dit dès le début, car c'est de loin la plus dangereuse, la menace américaine, économique, politique, militaire, tendant à renouveler l'opération Pinochet au Chili.

Pressions et interventions

Les pressions économiques et financières de la Communauté européenne aggravent la crise, le *chômage et l'inflation* au Portugal, en subordonnant son aide à un alignement politique sur les « démocraties » occidentales.

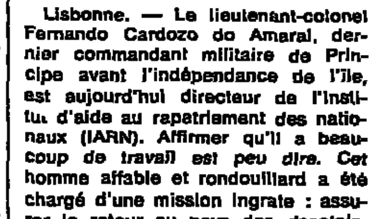
Les interventions idéologiques soviétiques suggèrent à Cunhal une politique inspirée des schémas les plus éculés, comme en témoignent les articles infantiles d'un Ponomarev ou d'un Zarodov.

Est-il temps encore pour que l'espérance portugaise ne soit pas déçue ? Au Portugal, aujourd'hui, la seule chance de riposter victorieusement aux menaces de la contre-révolution, c'est de recréer le dynamisme révolutionnaire en redonnant l'initiative aux masses populaires déçues par leurs ac*tuels dirigeants. Après le* manifeste de Melo Antunes, le projet du Copcon va dans ce sens. Le document du Copcon combat les illusions d'Antunes sur les possibilités d'une aide de la Communauté économique européenne à un Portugal s'orientant vers le socialisme, et sur l'efficacité d'une coalition gouvernementale réalisée au seul niveau des états-majors politiques. Partant du constat de faillite de partis devenus des machines à confisquer les initiatives de la base, l'accent est mis sur les conseils ouvriers dans les entreprises et les fermes, sur les comités de quartiers (*moradores*), sur les conseils de soldats et de marins, cette réanimation des forces de base étant seule capable de faire échec au fascisme et de construire le socialisme.

Au-delà du Portugal, une réflexion fondamentale s'impose : comment, par exemple, seraient crédibles les perspectives de la gauche française, si les partis qui la composent continuaient à endosser sans critiques les erreurs politiques de leurs homologues *portugais qui ont tant facilité* la tâche des ennemis du socialisme ? La leçon majeure de cette expérience portugaise exaltante et tragique, c'est que le socialisme, en cette fin du vingtième siècle, ne peut naître ni d'une sédimentation de réformes parlementaires, comme le croyaient les sociaux-démocrates du début du siècle, ni de la dictature de partis dirigeants, selon le schéma stalinien. Dès que le pouvoir de la classe dirigeante est brisé, le socialisme ne peut être qu'un socialisme des conseils de travailleurs créés à la base pour le contrôle, la gestion et l'orientation de toutes les activités sociales. Les organismes centraux ne peuvent émaner que de ces conseils et n'avoir qu'un rôle de coordination, d'information et d'éducation, non de direction et de manipulation.

L'exemple du Portugal, après celui du Chili, doit nous aider à concevoir plus clairement cette grande inversion : révélant les impasses du socialisme « par en haut », du socialisme des Parlements et du socialisme des partis, il montre la nécessité d'élaborer un modèle nouveau, celui du socialisme par la base : le socialisme des conseils.

ROGER GARAUDY.



AU PORTUGAL ET LES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

Une campagne de justifications

(Suite de la première page.)

L'ovation qui salue l'entrée du premier ministre mettra cinq minutes *à s'éteindre*. Debout, *poings levés*, ses cinq mille partisans crient, d'une seule voix : « *Vasco vaincra !* ». Le dos vouté, la mèche en bataille *au-dessus d'un large front dégarni*, plissant les yeux pour échapper aux projecteurs, le général Vasco Gonçalves lève les bras et répond d'un « V » à la Churchill. D'emblée, il tombe la veste et enlève la cravate, « *à la manière d'un travailleur* », lance le commentateur de Radio-Club. Il aura une petite heure pour « réviser » son discours, tournant fébrilement les feuillets, soulignant, raturant, annotant, tandis que ses hôtes font le « lever de rideau ». Tous finiront leurs interventions par un hommage et une promesse : « *Nous serons avec le compagnon Vasco jusqu'aux ultimes conséquences* ».

Quand, enfin, son tour arrive, le premier ministre attaque. Il est là pour se battre et ne cherche pas à le cacher.

Ses adversaires ? « *Des politicards avides de pouvoir qui se font sans honte les principaux fourriers des officines réactionnaires.* » Ce sont les mêmes qui « *fournissent aux organes d'information adverses les élucubrations délirantes et malveillantes de leur esprit petit-bourgeois* ». La presse sera en effet l'une des premières et principales cibles du premier ministre : une presse dont, selon lui, on peut craindre qu'elle se tourne de nouveau à bref délai vers le fascisme. « *On affirme*, lance-t-il, *que la presse n'est pas libre afin de lui retirer toute crédibilité et de garantir en même temps les propos irresponsables de secteurs de l'information qui servent objectivement le fascisme. La tactique est subtile et a déjà donné ses premiers fruits.* »

Le général Vasco Gonçalves n'épargne *pas non plus ceux qui lui ont* déclaré la guerre. Sans les nommer, il fustige les amis de M. Mario Soares qui « *chantent aujourd'hui les louanges de l'Europe, non pas celle des travailleurs mais bien celle des monopoles et des sociétés multinationales* ». Il attaque plus durement encore quand il affirme : « *L'heure de vérité est arrivée pour la révolution portugaise. A partir de maintenant, il ne reste plus de place pour les socialistes en paroles, pour les faux socialistes (...).* »

Dédaignant les attaques personnelles, car « *le problème n'est pas entre Vasco Gonçalves ou un tel* », le premier ministre défend avec fougue son gouvernement. C'est pour lui le meilleur gouvernement que le Portugal ait connu depuis le 25 avril 1974, car cette fois l'opposition n'est plus à l'intérieur. Ainsi, l'équipe mise en place peut-elle « *travailler avec enthousiasme et ferveur patriotique* ».

Mais le général est conscient des obstacles : « *Pour être efficace, l'action d'un gouvernement a besoin d'un pouvoir fort. En ce moment, ce pouvoir et cette autorité, seules les forces armées peuvent les donner.* » C'est précisément ce soutien intangible du M.F.A. qui commence à lui manquer. Il ne l'a pas caché, attaquant au passage le « *coup de basse politique* » que constitue le document des « Neuf » du major Melo Antunes. Visant tous ceux qui dans l'armée s'emploient aujourd'hui à élaborer des documents, il raille l' « *épidémie de plans qui s'est emparée du Portugal* ».

Au passage, le premier ministre n'a pas manqué de relever certaines des erreurs commises. Il regrette, en particulier, que Radio-Renaissance n'ait pas été rendu à son propriétaire, l'épiscopat. Il connaît les difficultés qui s'accumulent : la violence réactionnnaire *au Nord, l'arrivée en masse des* « frères d'Angola », la crise économique et le chômage. Mais contre vents et marées, il se raidit, veut résister. Sans le M.F.A. son pari est perdu. Aussi, en conclusion, appelle-t-il le peuple à « *exiger du M.F.A., son bras armé, qu'il défende la révolution sous peine de mourir lui-même* ».

DOMINIQUE POUCHIN.

Le mauvais rêve des « retornados »

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Le lieutenant-colonel Fernando Cardozo do Amaral, dernier commandant militaire de Principe avant l'indépendance de l'île, est aujourd'hui directeur de l'Institut d'aide au rapatriement des nationaux (IARN). Affirmer qu'il a beaucoup *de travail est peu dire*. Cet homme affable et rondouillard a été chargé d'une mission ingrate : assurer le retour au pays des *desalojados, des retornados, c'est-à-dire des* « pieds-noirs » chassés par l'histoire des ex-colonies portugaises. Le problème est redoutable. En trois mois, du 1er août au 31 octobre, il faudra ramener dans la mère patrie les trois cent mille personnes qui désirent quitter l'Angola avant la date de l'indépendance prévue, le 11 novembre. Plus une soixantaine de milliers d'autres désireuses de partir du *Mozambique. Plus quelques centaines* de familles fuyant Timor depuis les derniers événements. Plus...

Dans son bureau de la Rua da *Junqueira à Lisbonne — ironie involontaire* — la seule gravure accrochée aux murs représente des caravelles portugaises p a r t a n t à la conquête des océans et de mondes nouveaux. Le directeur de l'IARN nous y affirme que, jusqu'à présent, soixante mille personnes environ ont été rapatriées. Il ajoute : « *Nous avons un plan complet pour les trois cent mille Angolais et nous y arriverons.* » Optimisme de commande ? Juste appréciation des faits ? Fernandos Cardozo do Amaral, en tout cas, a les pleins pouvoirs. Sans doute est-il ainsi le mieux placé pour savoir qu'effectivement « *on les ramènera tous* ». Mais dans quelles conditions ?

Car le Portugal, actuellement, ce n'est pas seulement un pays secoué par ses fièvres et ses batailles politiques. Ce n'est pas seulement, *non plus, ce pays de plages et de* vacances où des milliers de gens attendent sur le sable, en mangeant des beignets à la confiture, que passe *la révolution*. C'est aussi, un soir, à l'aéroport de Lisbonne, un vieil homme qui, assis sur sa valise, les mains sur le visage, sanglote doucement ; ou ces femmes qui, à peine débarquées du vol spécial en provenance de Luanda, s'évanouissent dans le hall des arrivées. Images d'une débâcle qui, même planifiée, reste une débâcle. Là, *une mère supérieure noire porte son maigre bagage, suivie par sept* religieuses blanches qui trottinent en file indienne. Là, une montagne de valises, de paquets, de sacs, *tournent sur des tapis roulants* devenus vis sans fin.

Ailleurs, au milieu des caisses éventrées allongés sur le sol, sur des chariots, sur des bancs, partout, des femmes, des enfants, des vieillards, des hommes, dorment, *écrasés de fatigue. D'autres restent*, des heures durant, assis, comme hébétés, sans dire un mot. D'autres encore attendent depuis des jours leur famille, leurs bagages... Plus loin, on fait la queue devant le guichet improvisé de la Banque de l'Angola, où sont distribués les maigres subsides de secours — 5 000 escudos (900 francs environ) par personne qui travaillait aux *colonies, c'est-à-dire bien souvent* par famille. L'escudo angolais, l'escudo mozambiquain ne sont pas acceptés.

Une quinzaine d'appareils appartenant à la compagnie aérienne TAP, loués à des compagnies étrangères ou prêtés gratuitement — la France, une fois par semaine, met à la disposition de l'IARN, un ou deux avions de l'UTA, — déversent quotidiennement deux mille rapatriés embarqués gratuitement à Luanda, à Novoa-Lisboa ou à Lourenço-*Marques. Sur le plan du transport* proprement dit, les problèmes ont été résolus. Coûteusement, d'ailleurs, puisque le budget de cette opération s'élèvera, pour les trois mois, à 1,5 milliard d'escudos (300 millions de francs environ). Difficilement aussi, car, après l'arrêt des raffineries en Angola, les autorités portugaises ne disposent plus d'essence sur les aéroports de ce pays. Elles ont dû solliciter de certains pays africains l'autorisation, pour leurs appareils, de faire escale et de s'approvisionner à Abidjan, à Libreville ou à Accra. Des pétroliers portugais ont été déroutés pour venir approvisionner, directement ou indi*rectement, ces aéroports*.

Si, donc, *la situation en Angola* ne s'aggrave pas, précipitant le retour des « colons » portugais, le pari du *lieutenant-colonel Cardozo* pourra être gagné. A condition, toutefois, d'admettre comme inévitables des moments très difficiles pour chaque rapatrié. Telles ces journées d'attente que les *retornados* passent sur les bords du Tage, sur le désormais fameux « *quai des caisses* ». Là, à proximité du palais présidentiel de Belem, sur *un hectare environ*, on peut voir *un enchevêtrement gigantesque de* caisses de bois parfois éventrées, parfois marquées d'un seul nom et d'une vague adresse (M. X..., Portugal). Les rapatriés essaient d'y reconstituer le puzzle d'une vie passée. Pour récupérer ce qu'on *leur* a permis d'emporter sur les bateaux, qui effectuent la traversée en vingt-deux jours, des familles attendent encore des heures, des jours.

Pour les plus défavorisés, le voyage se poursuit dans un camp de transit improvisé, en bordure de mer, *sur la* Costa-de-Caparica. A 15 kilomètres au sud de Lisbonne, dans un village de vacances aux maisons pastel, roses et vertes, on trouve les véritables *desalojados*. Sans famille au Portugal, sans logement, sans travail, sans autre *r e s s o u r c e que l'allocation de* secours, mille cinq cents personnes — Noirs, Blancs, métis, — vivent ici dans la promiscuité (cinq à six personnes par pièce) et l'ennui, attendent, sans trop d'illusions, qu'on puisse ou veuille s'occuper d'elles. Dans ce camp qu'on ne visite pas sans autorisation écrite, les réfugiés semblent vivre un mauvais rêve, traînant, jouant aux cartes, *au billard*, *vieux couples* de coloniaux faisant des réussites, enfants piaillant, familles assises sur les pas de porte.

Un responsable reconnaît que l'atmosphère du camp n'est pas bonne, que des tensions très vives se font sentir, même entre rapatriés, tensions provoquées par l'angoisse, la colère ou l'orgueil blessé. Si l'on parle un peu avec eux — mais beaucoup n'ont même plus l'envie ni le désir de parler, — c'est pour entendre surgir des griefs déjà entendus, à une autre époque, en France. Des mots de colère *sur la dérobade des militaires*, sur « *l'Angola trahi et vendu par les communistes* » au M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération *de l'Angola*), *alors que le F.N.L.A.* (Front national de l'Angola) victorieux, leur aurait permis de rester au pays, sur le gouvernement, qui, après les avoir abandonnés, ne les a même pas accueillis décemment...

Sans doute est-ce en partie pour cette raison que l'IARN a décidé de ne pas créer d'autres camps. « *Nous ne voulons pas*, dit M Fernando Cardozo, *de camps de réfugiés. Nous voulons que le Portugal soit le camp des réfugiés, que les Portugais accueillent les rapatriés comme leurs frères. C'est pour cela que nous avons lancé et que nous lançons des appels à la population pour qu'elle offre des logements et des emplois.* »

« *Nous voulons du travail, pas la charité*, disent les rapatriés. *Nous ne voulons pas continuer à nous sentir comme les enfants rejetés de notre patrie. Nous refusons qu'on nous traite de réactionnaires et de colonialistes.* »

L'IARN n'a pu répondre que par des mesures d'assistance provisoires : allocations de chômage, assistance médicale et hospitalière gratuite, allocation familiales, aide au logement, etc.

Dans un pays qui compte déjà 300 000 chômeurs et 2 millions d'immigrants sur un total de 10 millions d'habitants, il n'est pas possible d'espérer une solution miracle. L'IARN envisage de tenter quelques expériences, notamment par la création de sortes de kibbouzim à la portugaise sur les terres non cultivées du sud du pays. L'Etat fournirait les terres, le matériel, les techniques, et les rapatriés, placés en compagnie des hommes sans emploi de cette région de façon à faciliter l'intégration, constitueraient une main-d'œuvre salariée. Tentative marginale, tentative déjà tardive.

Car beaucoup de ces rapatriés ont, *semble-t-il, déjà* choisi *moralement* le nord du pays, terre d'immigration, dont la plupart étaient partis et où aujourd'hui ils se manifestent. Les rapatriés n'ont certainement pas provoqué à eux seuls les événe- constater que ces derniers ont ments actuels du Nord, mais on peut coïncidé avec une double arrivée, au mois d'août, celle des immigrants en vacances et celle des « *retornados* ». *Simple coïncidence ?*

PIERRE GEORGES.



(Dessin de KONK.)

LE DIFFÉREND ENTRE M. JEAN DANIEL ET LE P.C.F.

M. Georges Marchais : nous n'avons de leçons à recevoir de personne

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui était lundi 18 août l'invité de France-Inter, est revenu une nouvelle fois sur l'évolution de la situation au Portugal et sur ses conséquences pour la gauche française. Il a notamment déclaré :

« *Notre solidarité à l'égard du parti communiste portugais a un contenu très clair : il s'agit de battre la réaction et le fascisme, d'assurer de nouveaux progrès à la jeune démocratie portugaise. Il ne s'agit pas d'une solidarité inconditionnelle (...). Nous estimons que ce qui est au centre du problème portugais, c'est le renforcement de l'unité pour battre la réaction et le fascisme.*

» *Alors, nous nous félicitons lorsque, en France, le parti socialiste se déclare favorable à cette union. Mais nous regrettons que Mario Soares ait, lui, choisi une ligne de division, une ligne anticommuniste.* »

Le secrétaire général du P.C.F. a expliqué ensuite que le véritable problème qui se pose au Portugal est de savoir si le contrat passé avant l'élection de l'Assemblée constituante entre le M.F.A. et les partis politiques est respecté.

« *Selon moi*, a ajouté M. Marchais, *il est respecté. Il n'y a donc pas de violation du suffrage universel. Cela dit, je m'indigne contre la campagne menée à notre égard, sous le prétexte que nous sommes solidaires des communistes portugais ; on essaie d'accréditer l'idée que notre parti ne respecterait pas le suffrage universel. Or nous, nous l'avons toujours respecté. Nous sommes les seuls à lutter pour le scrutin proportionnel. Notre parti lutte pour que les Assemblées élues jouent le rôle qui est le leur.*

» *Je m'étonne que François Mitterrand et le parti socialiste aillent dans le sens de la campagne menée contre nous sur ce thème. Nous n'avons pas de leçon à recevoir.*

» *Si je le voulais, je serais extrêmement dur pour le parti socialiste. Il lui est arrivé de se faire élire sur un programme et de pratiquer ensuite une autre politique.*

» *Il a contribué avec la droite à instaurer des systèmes électoraux empêchant la classe ouvrière d'être représentée normalement dans les Assemblées élues.*

» *Le parti socialiste s'est octroyé de postes responsables, dans les municipalités notamment, alors qu'il était minoritaire ; comme au Havre, par exemple, naguère* (1).

» *Nous n'avons de leçons, aussi bien dans le domaine des libertés que de la démocratie, à recevoir de personne.* »

Le droit de critique des journalistes communistes

Evoquant la polémique entre *l'Humanité* et *le Nouvel Observateur*, M. Marchais a indiqué :

« *Au sujet du droit de réponse, il faut être sérieux. Quand on voit le nombre de ceux qui ont recours à l'anticommunisme...,* l'Humanité *deviendrait, si nous devions leur accorder à tous un droit de réponse, un journal anticommuniste !*

» *Jean Daniel est un spécialiste de l'anticommunisme. Un homme qui a l'habitude d'intervenir pour « mettre des bâtons dans les roues », pour empêcher l'union de la gauche d'aller de l'avant. Son comportement m'inquiète beaucoup, car ce procès met en cause le droit de critique des journalistes communistes. Jean Daniel a publié un article constituant une justification par avance du massacre des communistes portugais. Il a été très justement, très normalement, critiqué par l'Humanité. C'est pour cela qu'il nous poursuit en justice, avec l'appui de Mitterrand, de Bergeron aussi.*

» *Cela m'inquiète beaucoup, car je me dis : s'ils étaient au pouvoir, ne connaîtrions-nous pas à nouveau les saisies quand nous écririons quelque chose qui ne leur plaît pas ? Souvenez-vous : la gauche non communiste au pouvoir a très souvent saisi l'Humanité...*

» *Je suis inquiet de voir François Mitterrand s'orienter dans ce sens.* »

(1) N.D.L.R. — La mairie du Havre est détenue depuis mars 1965 par le P.C.F., qui avait, à l'époque, battu la liste centriste du maire sortant, M. Monguillon. S.F.I.O. Au renouvellement de 1971, le parti socialiste, en tant que tel, a fait liste commune avec le P.C.

M. JEAN DANIEL : Les mythes poussiéreux.

M. Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, écrit notamment, dans le dernier numéro de cet hebdomadaire :

« *Les communistes français paraissent émus d'avoir trouvé dans nos reportages le dessein implicite et sous-jacent de faire le procès d'une certaine psychologie communiste qui pourrait très bien déborder les frontières du Portugal dans une situation particulière. Je dirai avec sérénité que, sur ce point au moins, ils n'ont pas eu complètement tort. Il est bien vrai, par exemple, que, personnellement, en recueillant les confidences du commandant Melo Antunes, coauteur du fameux document dit « des Neuf », qui a fait exploser le Conseil de la révolution et qui a scindé le M.F.A., je me suis — aussi — adressé aux militants communistes français pour leur faire partager le véritable effroi de cet officier révolutionnaire devant certaines méthodes employées par l'état-major du parti communiste portugais.*

» *(...) Ce que Mario Soares organise, agite, prépare, Melo Atunes l'achèvera. Sûr de lui, Otelo de Carvalho attend son heure. Aujourd'hui, conscient de son échec et de son isolement, Alvaro Cunhal, accroché à son rêve, imagine parfois de lâcher Vasco Gonçalves, qu'il a pourtant entraîné dans sa chute. Faute d'être populaire, le communisme pouvait être imposé au Portugal. Il n'est ni l'un ni l'autre.*

» *Devant cette situation, comment un débat libre, profond, total ne s'instituerait-il pas dans la gauche française ? Comment ces mythes poussiéreux ont-ils pu être approuvés par des communistes français qui déclarent les condamner pour eux-mêmes ? Que peut bien vouloir dire en 1975 cette conception d'une avant-garde complètement coupée des masses et qui ne s'appuierait que sur une minorité des forces armées ? (...) L'élimination du rêve que nourrissaient certains d'instaurer au Portugal une démocratie populaire ne doit à aucun prix finir dans un fascisme dont les militants communistes d'abord, puis tous les révolutionnaires et les démocrates, seraient les victimes. Voici qui vaut bien un combat. Et, si possible, un combat unitaire.* »

Journalisme et politique

Accusations virulentes, répliques acides, protestations véhémentes, procès même : le différend qui oppose M. Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, et le parti communiste se prolonge et s'aigrit. Lundi soir encore, au micro de France-Inter, M. Georges Marchais reprenait l'attaque lancée par *l'Humanité* et *déjà relayée* par M. Roland Leroy : « *Jean Daniel a publié un article constituant une justification par avance du massacre des communistes portugais.* » Et d'ajouter que ce « *spécialiste de l'anticommunisme* » sabote l'union de la gauche, « *met en cause le droit de critique des journalistes communistes* », réclame un droit de réponse qui ne peut être accordé à « *ceux qui ont recours à l'anticommunisme...* » A noter, sur ce dernier point, que M. Leroy assurait de son côté, *il y a quelques* jours, que M. Jean Daniel n'avait pas invoqué le droit de réponse, ce que l'intéressé conteste.

On sait (1) que le journaliste a déjà répondu sur ces deux points aux dirigeants communistes et à *leur journal, qu'il proteste non sans* raison contre l'interprétation donnée de son article, s'indigne d'être ainsi pris à partie et assigne *l'Humanité* en diffamation. De plus, plusieurs personnalités de gauche, dont MM. François Mitterrand et Pierre Mendès France, ont signé un texte de soutien qui relève « *les attaques infamantes* » des communistes, jugeant que leur *interprétation « erronée, malveillante et injurieuse... dessert gravement aussi bien en France qu'au Portugal cette union des forces antifascistes réclamée par le bureau politique du P.C.F.* ».

Voilà les pièces du dossier. Est-ce, comme on dit souvent dans une affaire de ce genre, « *un dialogue de sourds* » ? Non, car il est bien clair que, par-delà *le Nouvel Observateur et son directeur qui* soutiennent le parti socialiste, c'est M. François Mitterrand qui est visé. Il a d'ailleurs indirectement répondu en témoignant de sa solidarité à l'égard du journaliste, ce que les communistes lui reprochent âprement. Alors, le différend serait-il un nouvel épisode des divergences entre le P.C.F. et le P.S., dans lequel l'éditorialiste de l'hebdomadaire de gauche jouerait le rôle de bouc émissaire ? Sans doute, mais ce n'est là qu'un aspect de l'affaire.

Les relations des hommes poli*tiques et des journalistes, des partis* et de la presse, mêlent de façon complexe et dans les deux sens la complicité et l'hostilité, l'attirance et la crainte, la considération et le mépris. Surtout quand le journaliste et son journal sont indépendants de toute obédience partisane mais se mobilisent librement au service d'une cause, ce qui est exactement le cas de M. Jean Daniel et du *Nouvel Observateur*. Le journaliste ose dire tout haut ce que les responsables politiques qui ont son appui et sa sympathie pensent, et parfois lui confient, sans pouvoir *ou vouloir l'exprimer eux-mêmes* publiquement.

Là encore, c'est ce qui s'est passé. L'éditorialiste raisonnait en substance ainsi : si le parti communiste portugais veut éliminer toutes les autres formations de gauche (et en particulier le parti socialiste), celles-ci n'auront d'autre issue que de devenir les alliés « objectifs » des réactionnaires. Et pourtant on ne *pourra prévenir le retour du fascisme* sans la participation « *des moines-soldats dévoués à leur cause* » que sont les communistes, sans « *leur imagination et leur héroïsme* ». A noter que l'article était écrit trois jours avant que débute dans le nord du Portugal la « chouannerie » des catholiques et les violences contre les communistes. Rien qui, on le voit, équivaille à « *justifier les pogromes* », comme l'assure *l'Humanité*.

Parmi les journalistes, certains sont des militants d'un parti qui ont *choisi* cette forme de combat politique. C'est le cas de tous les journalistes communistes. Il leur faut se plier à toutes les directives de leur parti et ils le font d'autant plus aisément, en général, qu'ils sont ardents à convaincre et que c'est précisé*ment leur mission. D'autres* journalistes sont plus libres de leur jugement, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient sans opinion. C'est le cas de *Jean Daniel et de son journal. Entre* ces deux types d'expression journalistique, il n'y a pas une simple différence d'optique ou de technique, mais de nature. *Que le journaliste* non partisan veuille jouer un rôle, participer à l'action, mêler la proposition à la fonction critique, et l'affrontement devient inévitable, surtout s'il s'agit d'un journaliste de talent et d'un journal en vue. Que par surcroît il se range, tout compte fait, dans le même camp que ceux qu'il est conduit à critiquer, ses avis et propositions ne pourront *être tolérés par* le journaliste militant, porte-parole de son parti.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(1) *Voir le Monde des 13, 14 et 15 août.*

M. MENDÈS FRANCE APPORTE SON SOUTIEN AU « NOUVEL OBSERVATEUR »

Le Monde du 14 août a publié le texte de soutien à Jean Daniel, et le nom des seize premiers signataires. *Le Nouvel Observateur* de cette semaine publie une liste de trente-cinq noms, auxquels il convient d'ajouter aujourd'hui ceux de M. Pierre Mendès France, du professeur Minkowski, du docteur Olievenstein, de MM. Alain Touraine, Charles Hernu, Robert Badinter, Jacques Julliard (C.F.D.T.), Pierre Nora.

● *La Fédération générale des syndicats de la police nationale* (C.G.T.) dénonce « *la haine et la violence des forces fascistes contre la jeune démocratie portugaise* ».

Elle assure de son entière solidarité « *les forces démocratiques, l'intersyndicale, tous les démocrates civils et militaires qui s'opposent au complot ultra-réactionnaire* ».

Elle appelle « *tous ses militants et adhérents à exprimer leur solidarité à la démocratie portugaise et à participer aux initiatives qui seront prises contre le rétablissement du fascisme et pour la liberté au Portugal* ».

AFRIQUE

Angola

Les affrontements pour le contrôle du littoral

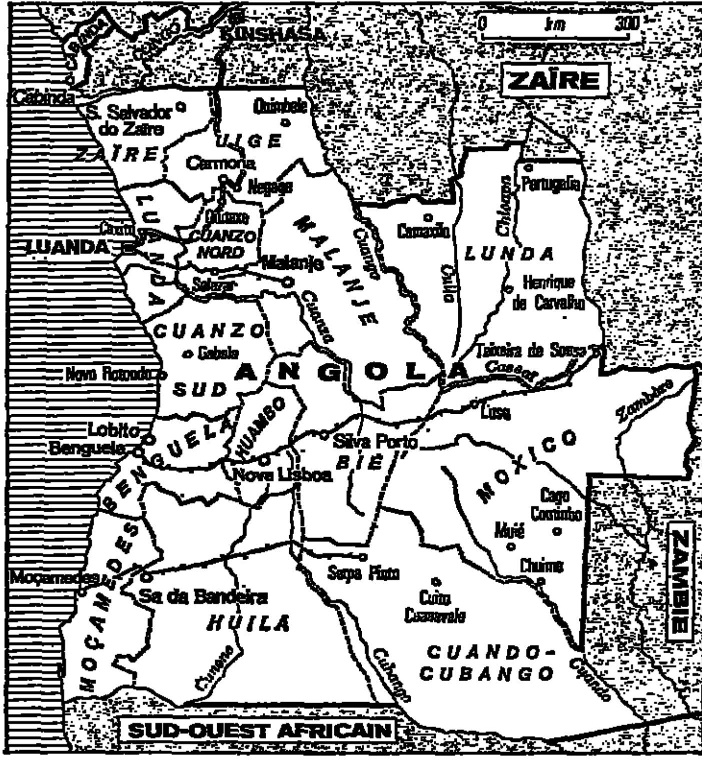
(Suite de la première page.)

Il s'agit surtout d'abattre un atout qu'il dénie à ses adversaires : l'existence d'un appareil politique moderne qui s'apparenterait à ceux d'autres mouvements de libération africains, comme le F.N.L. algérien ou le Frelimo mozambiquais.

En ce sens, le conflit angolais oppose une troupe à une ville. Bien équipée, l'armée du F.N.L.A. n'a qu'une obsession : Luanda, la capitale. La ville, un peu mulâtre, est défendue par une sorte de milice recrutée dans les *muceques* milice recrutée dans les muceques — les bidonvilles — et menée par des chefs sans insignes et aux uniformes assez hétéroclites pour qu'il soit difficile de distinguer le guérillero improvisé du professionnel.

demeure sans doute primordial, mais c'est bien parce que l'Union soviétique aide le M.P.L.A. que la Chine populaire se porte au secours du F.N.L.A. Si ce dernier prenait le dessus en faisant alliance avec l'UNITA, la République Sud-Africaine s'en satisferait sûrement davantage que de voir un nouveau Mozambique se former à la frontière namibienne. On ne se bat pas aujourd'hui sur la route de Nova-Lisboa ou dans les rues de Lobito seulement pour satisfaire l'appétit de puissance d'un chef africain. Les mises augmentent. Pour les uns, il ne faut plus que le M.P.L.A. gagne ; pour les autres, il ne faut plus qu'il perde. *Le conflit angolais* a déjà ruiné le pays. Il est en passe d'ébranler l'Afrique.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



Mais l'offensive manque encore de souffle. Comme le remarque un observateur averti, « *le F.N.L.A. ne forme pas une armée en marche mais une somme d'Africains qui se répandent nonchalamment au sein du M.P.L.A.* » L'« *animation* » voulue par les dirigeants progressistes du mouvement n'est pas aussi stricte dans le Sud, où le commandement laisse souvent à désirer, qu'au nord de Luanda où la guérilla paraît mieux encadrée.

Un conflit ambigu

Le F.N.L.A. s'est constitué un bastion dans les deux provinces septentrionales du pays, et, par la frontière zaïroise, il reçoit un important matériel de guerre. Les positions du M.P.L.A. à Luanda et aux alentours semblent également assez solides. Les combats se poursuivent donc surtout dans le Sud. Aux frontières du « *territoire* » de l'UNITA dont les moyens demeurent toujours une inconnue.

En un sens, le conflit a éclaté trop tôt. Si le M.P.L.A. peut compter sur l'appui de pays socialistes, surtout de l'Union soviétique, et de quelques alliés africains, le mouvement de M. Neto semble encore manquer de cadres. Il veut éviter le débat ethnique et imposer l'idée d'un conflit entre « *progressistes* » et « *réactionnaires* ». De son côté, le F.N.L.A. semble s'accrocher à un schéma africain plus classique : à ses yeux, les idées affichées par le M.P.L.A. sont « *importées* » et traduisent un « *néo-colonialisme* ». Quant à l'UNITA, le mouvement apparemment le plus faible, il hésite entre les deux.

C'est peut-être là que réside l'ambiguïté d'une guerre civile dont on ne voit pour l'instant qu'un début confus. L'Angola n'est ni le Congo ni le Mozambique, mais se trouve à mi-chemin. La violence y est hors de proportion avec la portée des opérations militaires. Le facteur ethnique y

L'ARMÉE SUD-AFRICAINE SUR LE BARRAGE DE CALUQUE

Lisbonne (A.F.P.). — Selon le quotidien « Jornal Novo » du 19 août, le haut commissaire portugais à Luanda a été informé de l'entrée des troupes sud-africaines en Angola (« le Monde » du 16 août).

Ces troupes ont pénétré jusqu'à une profondeur de 17 kilomètres et elles demeurent sur place, assure le journal.

Le haut commissaire avait été prévenu par les autorités de Pretoria qu'elles pourraient intervenir afin de protéger le barrage de Caluque, sur le fleuve Cunene, qui alimente en eau le Sud-Ouest africain depuis six mois, précise le « Jornal Novo ».

TENSION AU SUD-OUEST AFRICAIN

II. — VERS L'ÉPREUVE DE FORCE

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Dans un premier article, notre envoyé spécial a présenté le point de vue du gouvernement de Pretoria sur l'évolution du Sud-Ouest africain (Mauritanie), où le premier ministre de l'Ovamboland vient d'être assassiné. Prenant de timides mesures de « déségrégation », M. Vorster et son régime cherchent surtout à gagner du temps dans ce territoire (« le Monde » du 19 août).

Windhoek. — « *Ici, la SWAPO se trouve actuellement dans la même situation que le F.L.N. en Algérie en 1954 ou que le P.A.I.G.C. en Guinée portugaise en 1963... Aujourd'hui, le F.L.N. détient la totalité du pouvoir à Alger, et le P.A.I.G.C. ne partage avec personne les responsabilités politiques à Bissau* », nous dit un Noir sympathisant de la South est Africa People's Organisation, mouvement nationaliste le plus combatif, seul reconnu actuellement par l'ONU et par l'Organisation de l'unité africaine.

Un des rares diplomates en poste à Windhoek admet : « *Ici, tous les Noirs sympathisent plus ou moins activement avec la SWAPO. En reconnaissant un parti inexistant à l'origine, l'ONU l'a consacré politiquement. Aucune solution n'est plus possible pour ce pays sans l'accord de la SWAPO, bien que la moitié de ses chefs soient à Robben-Island dans l'île au large du Cap où sont détenus les opposants.* »

Bien que l'existence de la SWAPO soit tolérée à l'intérieur du territoire, la plupart de ses chefs se trouvent à l'étranger : soit en Angola, soit en Zambie, pays à partir desquels ils peuvent clandestinement passer dans le Sud-Ouest africain, ou en Europe pour faire connaître les activités de leur mouvement.

Comme les autorités sud-africaines refusent de considérer la SWAPO comme un interlocuteur, et, à plus forte raison, comme l'interlocuteur unique qu'elle prétend être, ses chefs se figent dans une attitude de refus. Ainsi, après le discours prononcé le 20 mai dernier à Windhoek, M. Skinny Hilundua, responsable local de la SWAPO, *déclarait à Oshakati*, capitale de l'Ovamboland, à propos de l'offre de réunion d'une conférence constitutionnelle : « *La politique du gouvernement sud-africain fait partie d'un plan soigneusement préparé pour retarder le départ de l'administration sud-africaine.* » Il ajoutait : « *Le problème de la Namibie ne sera pas réglé tant que les Sud-Africains ne reconnaîtront pas le droit de la population namibienne à l'autodétermination dans le cadre d'un Etat unitaire.* »

De son côté, devant le comité de décolonisation de l'ONU, à New-York, M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, actuellement en exil, qualifiait de « *gadget diplomatique* » le discours du premier ministre sud-africain, précisant : « *Nous n'avons pas combattu depuis notre création, il y a seize ans, pour accepter une solution de type néo-colonial. L'Afrique du Sud construit des bases militaires et organise des Bantoustans, c'est pourquoi nous nous préparons à une lutte prolongée...* »

Les premiers morts

Localement, la SWAPO est passée à l'action avant même que de telles menaces soient publiquement proférées. Ainsi, le 31 décembre dernier, à Walvis-Bay, centre industriel qui abrite d'immenses conserveries de poissons, un Blanc, qui essayait de calmer des contestataires appartenant à la SWAPO a été tué à coups de « panga » (sorte de *couteau de brousse), aux cris de « Namibie libre »*.

A Windhoek, le début de l'année a d'ailleurs été marqué par une vague d'arrestations opérées dans les milieux proches de la SWAPO. M. David Meroro, président du parti que M. Kurt Waldheim avait rencontré lors de sa visite en Namibie, en mars 1972, a été incarcérée. Cela explique qu'après le coup d'Etat de Lisbonne du 25 avril 1974 des milliers d'Ovambos aient quitté le territoire pour gagner l'Angola et s'y installer temporairement au milieu de leurs « frères de race » *vivant déjà de l'autre côté de la* frontière. L'UNITA de M. Jonas Savimbi recrute largement parmi tous ces migrants qu'il n'hésite pas à armer pour grossir les rangs de ses milices.

Selon M. John Ya Otto (1), membre du bureau national de la SWAPO, actuellement réfugié hors du territoire, les autorités *sud-africaines* mènent une dure répression en Ovamboland, avec la complicité de certains chefs traditionnels qui espèrent préserver leurs privilèges en coopérant étroitement avec le régime de Pretoria. D'autre part, depuis juin 1974, c'est l'armée qui est chargée du maintien de l'ordre dans le district de la bande de Caprivi, *et non plus les forces de police.*

En avril dernier, un Ovambo a été tué et une douzaine d'autres ont été blessés à Katatura, ville noire « jumelle » de la ville blanche de Windhoek, alors qu'un millier de manifestants encerclaient les bureaux de la municipalité. L'origine de l'incident semble être le refus opposé par des travailleurs *ovambos* aux fonctionnaires municipaux de montrer leurs papiers d'identité au moment où ils libéraient des logements dont ils étaient locataires.

La menace d'incidents violents pèse désormais en permanence sur le pays, créant l'inquiétude dans les villes, où l'on redoute des actions terroristes. Aussi, le 2 mai, à Windhoek, alors que les chars du carnaval parcouraient la cité devant un public composé de descendants de colons allemands du siècle dernier et de touristes spécialement venus de la République fédérale, un imposant service d'ordre quadrillait la ville, pour décourager les éventuels fauteurs de troubles.

Depuis lors, les autorités sud-africaines ont à plusieurs reprises interdit des manifestations publiques que les dirigeants de la SWAPO projetaient d'organiser. En effet, les responsables de la police locale considèrent, depuis le début de l'année, que les risques de heurts entre représentants des diverses communautés sont devenus « *très graves* ». Toutefois, les Blancs, qui parlent à voix basse de l'imminence d'une guerre civile, évoquent des menaces d'attentat, font état de menaces téléphoniques ou écrites, bref, ont peur, restent en minorité aussi longtemps que les guérillas entre nationalistes noirs et forces armées sud-africaines restent limitées aux lointains confins du Sud-Ouest africain et de la Zambie.

Pourtant, on a appris, le 20 juin, à Oshakati, que l'armée sud-africaine et des militants de la SWAPO avaient échangés des coups de feu. L'incident, dont on ignore s'il a fait des victimes, a été confirmé par le chef Filemon Elifas, « *premier ministre* » de l'Ovamboland, qui devait lui-même deux mois plus tard être victime d'un attentat.

Sans doute, avant d'intensifier la lutte et de passer réellement à l'« *action directe* », les dirigeants de la SWAPO souhaitent-ils éviter l'escalade du terrorisme et de la répression, et faire ainsi l'économie de massacres inutiles. Sur place, ils s'efforcent donc de gagner à leur cause les éléments libéraux de la population blanche, que la violence pourrait détourner d'eux. Dans les instances internationales, et notamment à l'ONU, ils mènent une vigoureuse action *diplomatique*, que seconde M. Sean Mac Bride, prix Nobel de la paix 1974, reconduit en octobre 1974 comme haut commissaire des Nations unies pour la Namibie, pour une période d'un an.

Au sein des différentes Eglises, *certains éléments* progressistes soutiennent la cause de la SWAPO. L'Eglise catholique romaine, à la pointe de la lutte contre l'*apartheid* en Afrique du Sud même, semble ici plus réservée. Au sein de l'Eglise luthérienne, l'archevêque Leonard Auala, responsable de deux cent cinquante mille fidèles dans le nord du pays, déclarait récemment : « *Dites au monde que le peuple namibien traverse depuis longtemps une période difficile, que nous sommes las et que nous devenons impatients. Nous voulons la paix, et, pour cela, que l'Afrique du Sud mette fin à son mandat, comme le demandent les Nations unies.* »

Le rôle de certains dignitaires de l'Eglise anglicane a été révélé à l'occasion de l'expulsion du Dr Richard Wood, évêque du Damareland, dans le courant de la deuxième quinzaine de juin dernier. Accusé par les autorités locales de « *rédiger les discours des chefs de la SWAPO* », l'évêque Wood, dont les deux prédécesseurs avaient également eu maille à partir avec la police, a déclaré qu'il renonçait à la nationalité sud-africaine, qu'il avait acquise dix années plus tôt en devenant aumônier dans l'armée. L'évêque anglican a fait savoir qu'il avait l'intention de s'installer en Angola, pour continuer à y exercer son sacerdoce chez les Ovambos, cinquante mille d'entre eux vivant au-delà de la frontière du Sud-Ouest africain. Le prélat a ajouté : « *Je ne reviendrai dans ce pays que si les circonstances changent, et si l'Eglise et le peuple ont besoin de moi.* » Cette expulsion devait entraîner de nombreuses protestations à travers le monde, dont celle du Dr Coogan, archevêque de Canterbury et primat de l'Eglise anglicane.

McBride comme Mendès France

Le nom de Sean McBride suscite des réactions totalement opposées, suivant qu'il est prononcé devant des Blancs, ou en présence de Noirs. Dans le premier cas, il provoque généralement un déchaînement de haine analogue à celui que suscitait, parmi les « *pieds noirs* », au début de la guerre d'Algérie, le nom de Pierre Mendès France : « *Nul ne pourrait répondre de la sécurité de McBride s'il venait ici*, nous dit un Blanc passant pour « *modéré* ». *C'est un homme d'humeur. Comme son père, nationaliste irlandais, a été fusillé par les Anglais, il se comporte avant tout en anglophobe.* »

Il est vrai que le haut commissaire pour la Namibie se laisse parfois emporter. L'année dernière, il a accusé de « *nazisme* » la minorité germanophone du Sud-Ouest africain, cherchant, semble-t-il, à obtenir la fermeture du consulat de la République fédérale allemande à Windhoek. Les propos de M. Sean McBride ont été ressentis avec d'autant plus d'amertume par les germanophones que ceux-ci sont généralement considérés, localement, comme plus libéraux que les afrikaaners.

En revanche, pour les nationalistes noirs, M. McBride est le seul homme capable d'amener M. Vorster à composition, tout en évitant une guerre civile. Toutes communications directes ont été coupées entre Pretoria et l'ONU depuis novembre dernier. D'autre part, le 20 mai, M. McBride a notifié à tous les gouvernements un texte de l'ONU autorisant la saisie de tous les bâtiments quittant les ports du Sud-Ouest africain sans son autorisation.

Un des porte-parole des Ovambos de Katatura nous dit, au sujet du bouillant Irlandais : « *C'est McBride qui est parvenu à imposer la SWAPO comme seul interlocuteur valable du peuple namibien. C'est grâce à son action personnelle que la Namibie a été admise comme membre associé à l'Organisation mondiale de la santé, en mai 1974, à l'UNESCO, en octobre dernier. Prix Nobel de la paix, président d'Amnesty International, il jouit d'une autorité morale, qui lui permet d'être écouté à Bonn comme à Moscou, à Genève comme à New-York.* »

Bien que les autorités sud-africaines poursuivent une politique de développement impliquant qu'elles entendent administrer le pays pendant de longues années encore, les investisseurs privés semblent plutôt hésitants. Le gouvernement de Pretoria vient d'achever la construction, à Katatura, de l'un des plus grands hôpitaux du continent, exclusivement réservé aux malades noirs. Déjà doté d'un réseau routier, dont l'intérêt est peut-être plus stratégique qu'économique, le Sud-Ouest africain s'équipe d'aérodromes et d'installations portuaires. Les agglomérations sont toutes modernisées par d'imposants plans d'urbanisme.

A la frontière septentrionale, le gigantesque projet d'aménagement du fleuve Cunene est en voie de réalisation. Considéré comme l'homologue de l'ensemble mozambicain de Cabora-Bassa, il doit permettre d'irriguer de vastes étendues de terres en Angola *et au Sud-Ouest africain*, et fournir de l'énergie électrique à bon marché pour les industries à créer dans les deux pays.

Apparemment, rien ne vient encore ralentir l'intense activité économique d'un pays que l'étranger croit souvent déshérité. Dans ce véritable « *Far-west du Capricorne* », se trouve, à Tsumeb, l'une *des plus vastes mines de cuivre* du continent noir ; les plus grands gisements de diamants du monde sont localisés sur les plages méridionales, et la société Rio Tinto vient d'y découvrir, à Rössing, près de Schwakopmund, un des plus importants gîtes uranifères du globe. L'activité des langoustiers, centrée sur le port de Lüderitz, est en pleine expansion, de même que celle des exportateurs de karakul (peaux d'astrakhan) groupés autour de Ketmaanshoop. *Enfin, à Walvis-Bay continuent* de fonctionner, à pleine capacité, les plus grandes conserveries de *pilchards* du monde. Plus que jamais, le Sud-Ouest africain donne l'impression de rester « *la dernière frontière de l'Afrique* », pour tous ceux qui conservent une âme de pionniers et l'esprit d'entreprise.

Pourtant, Pretoria a des motifs d'inquiétude. A quelques mois d'intervalle, quatre sociétés étrangères ont cessé leurs activités dans le Sud-Ouest africain, répondant aux appels de l'ONU. L'Organisation estime qu'en investissant dans les territoires encore sous dépendance les grandes entreprises y perpétuent le système colonial. Ainsi, la compagnie américaine Continental Oil a renoncé aux prospections pétrolières « *off shore* », suivie en janvier dernier par deux autres sociétés américaines engagées dans des travaux analogues — la Phillips Petroleum Company et la Getty Oil Company, — puis par la Texaco.

Tandis que les dirigeants de Pretoria se lancent dans une course de vitesse, apparemment vaine, pour susciter la création de « *foyers autonomes bantous* », ou *Bantoustans, ici, comme en Afrique* du Sud, les perspectives d'une épreuve de force entre Blancs et non-Blancs se précisent.

FIN

(1) Enseignant, jugé en 1968, à Pretoria, avec trente-sept autres membres de la SWAPO, M. Ottu avait été arrêté le 1er décembre 1966 et torturé à plusieurs reprises. Reconnu coupable en vertu du Suppression of Communism Act, il avait été condamné à cinq ans de prison avec sursis.

Zaïre

Le général Mobutu préconise la réunion d'un «sommet écononomique» par l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — En ouvrant, lundi, 18 août, la quatrième assemblée générale des banques centrales africaines, réunie à Kinshasa, le président Mobutu a regretté que, « *après quinze ans d'indépendance, l'Afrique n'ait pas fait un pas sérieux vers son unité économique* ». Il a déploré le rôle « *presque exclusivement politique* » de l'Organisation de l'unité africaine et préconisé la réunion d'un « sommet » économique et financier de cette organisation. « *Le Zaïre*, a-t-il dit, *a saisi le secrétariat administratif de l'O.U.A. pour qu'il prenne les dispositions utiles en vue de l'organisation d'un vrai « sommet », dans les plus brefs délais.* »

Le président Mobutu a fait un éloge remarqué de M. Giscard d'Estaing, qui a « *introduit une notion nouvelle en matière de coopération, lors de sa visite au Zaïre, en parlant, non plus d'une offre d'assistance, mais d'une proposition de solidarité* ». Il a longuement cité le président français, et conclu : « *Voilà le langage que nous aimerions entendre dans tous les pays industrialisés.* »

Le général Mobutu a d'autre part déclaré que le Zaïre était « *prêt à accepter, comme moyen de paiement dans les échanges entre Africains, des monnaies africaines* ».

Le chef de l'Etat zaïrois a conclu son discours par un éloge de la coopération arabo-africaine.

L'Association générale des banques centrales africaines a élu un nouveau président, M. Sambwa Pida N'Bagui, *gouverneur de la Banque* du Zaïre. M. N'Bagui remplace le docteur Isong, gouverneur de la Banque du Nigéria. — O. P.-V.

Après l'assassinat du premier ministre

PRETORIA ENVOIE DES RENFORTS DANS L'OVAMBOLAND

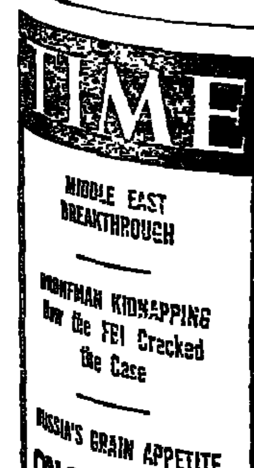
Windhoek (*A.P., U.P.I.*). — A la suite du meurtre, dimanche 17 août, de M. Filemon Elifas, premier ministre de l'Ovamboland, foyer autonome bantou du Sud-Ouest africain (*le Monde* du 19 août), les autorités sud-africaines ont envoyé dans ce territoire des renforts de troupes et de police pour prévenir des troubles. M. Jannie de Wet, commissaire général du Sud-Ouest africain, a déclaré que les autorités contrôlaient la situation.

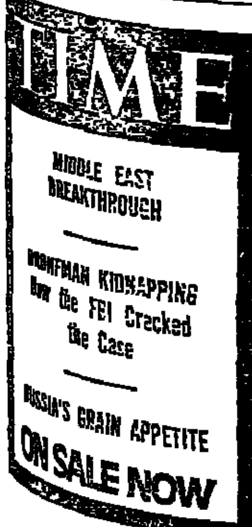
M. Elifas devait conduire la délégation ovambo aux réunions constitutionnelles convoquées à Windhoek à partir du 1er septembre, et au cours desquelles les leaders *noirs* doivent discuter de l'avenir du Sud-Ouest africain. Le pasteur Cornelius Ndjoba, qui pourrait succéder à Filemon Elifas en qualité de premier ministre, a annoncé que la délégation ovambo participerait aux réunions prévues.

Selon les autorités, le meurtrier a tiré à une distance d'environ trois mètres et a atteint M. Elifas de deux balles. Le premier ministre a succombé au cours de son transfert à l'hôpital d'Oshakati, à une trentaine de kilomètres du lieu de l'attentat. Des funérailles officielles auront lieu samedi.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de notre envoyé spécial en Afrique du Sud « Franchir le rideau de palmiers » (*le Monde* daté 17-18 août), la question posée au premier ministre de Pretoria concernait la simultanéité de « la détente avec les Etats africains et la déségrégation interne » (et non « désagrégation » comme le portait, par erreur, l'une de nos éditions).

● *M. Giscard d'Estaing* poursuit son séjour dans le sud du Gabon, où il se trouve depuis le dimanche 10 août, en compagnie *de sa femme et de son fil Louis*-Joachim. Le président de la République doit revenir à Libreville le 4 août, et, après avoir accordé une interview aux journalistes gabonais, il regagne Paris dans la journée du 22 août.





ASIE

Vietnam du Sud

SELON DES TÉMOIGNAGES DE FRANÇAIS RAPATRIÉS

La baisse du niveau de vie et l'accroissement du chômage suscitent un certain désenchantement dans la population

Près de quatre mois après la victoires des forces révolutionnaires, quelle est la situation au Vietnam du Sud ? Si la méfiance des autorités à l'égard de la presse étrangère ne facilite guère l'analyse de la nouvelle réalité sud-vietnamienne, des informations fragmentaires, des témoignages de Français récemment rapatriés de Saigon, permettent de mieux connaître certains aspects de cette réalité.

Une première constatation s'impose : le Vietnam du Sud vit une période de transition, et un certain « flottement » se manifeste dans la mise en place des nouvelles structures. Ce phénomène explique qu'une partie de la population éprouve amertume et déception après l'impression de soulagement des premières semaines qui ont suivi la victoire des révolutionnaires. Le petit peuple, nous dit un rapatrié français, *est assez décontracté*, souriant, et ne cache pas sa satisfaction que la guerre ait pris fin. En revanche, la bourgeoisie et les intellectuels se sentent mal à l'aise : l'incertitude quant à l'avenir, et la chute brutale du niveau de vie des catégories privilégiées de la population, y sont pour beaucoup. Certains souhaiteraient partir, mais hésitent à prendre une telle décision. Ils sont exaspérés par les tracasseries d'une administration qui leur semble parfois incohérente. Il est vrai que la précédente, celle du régime Thieu, avait *un sésame infaillible : l'argent*. Cependant, des rumeurs circulent toujours sur de nombreux cas de concussion.

Selon des témoignages concordants, l'essentiel du pouvoir demeure entre les mains des comités militaires et des milliers de cadres venus du Nord. On assiste toutefois à un transfert progressif de l'autorité aux comités populaires révolutionnaires, *c'est-à-dire à des organes civils. Le processus*, à Saigon, a commencé *par la* base : des comités de quartier et d'arrondissement ont été élus. Désormais, chacun des vingt et un arrondissements de Saigon-Gian-Dinh est représenté par un tel comité. A Da-Nang, l'administration de la ville est déjà aux mains du comité populaire. Celui de Saigon devrait être constitué au cours de la seconde quinzaine d'août. Il n'en demeure pas moins, selon plusieurs témoignages, qu'au niveau national existe une carence certaine dans la *coordination. On nous a cité par* exemple le cas de voyageurs partis de Saigon avec une autorisation pour se rendre à Dalat, et qui, à 30 kilomètres *de cette ville, ont* été refoulés : l'autorisation délivrée à Saigon n'était pas valable dans la province de Dalat... Des incidents analogues se produisent, à Saigon, d'un arrondissement à un autre, par exemple pour des transports de marchandises. « *Les choses finissent par s'arranger après de longues palabres* », commente l'un de nos interlocuteurs. « *En fait, on a l'impression que les autorités parviennent mal à contrôler une société mouvante, les « réseaux » détruits ici renaissant ailleurs, la débrouillardise pour survivre étant la seule règle véritable. Une atmosphère à laquelle n'étaient pas préparés les soldats du Front qui sortent de leurs maquis et résistent mal aux sollicitations. Saigon a été un cadeau empoisonné pour le F.N.L.* »

Existe-t-il une résistance aux nouvelles autorités ? On le dit, mais, comme le précise un rapatrié, « *Saigon est une bourse aux rumeurs* ». Cependant, la radio et la presse font de temps à autre allusion à des groupes d' « *insoumis* », de « *réactionnaires enragés* » et d' « *américeno-fantoches* », qui font le coup de feu ici et là. Sur un million de militaires du régime Thieu, trois cent mille seulement se seraient faits recenser. Où sont les autres ? Récemment, Radio-Saigon a annoncé que des unités de l'armée pourchassaient des groupes isolés dans la province de Phuoc-Binh. Dans la capitale même, selon des témoignages, le banditisme sévit toujours et des soldats sont chaque jour victimes d'attentat.

A Saigon, les rues sont à nouveau aussi animées et bruyantes qu'avant la chute de la ville. C'est un carrousel de deux roues — les soldats du F.N.L. *apprécient beaucoup, nous dit-on*, la Honda, — d'autobus et même de voitures particulières. De 250 plastres (environ *1,25 F) le litre avant la chute de* Thieu, l'essence était passée à 1 300 piastres. Aujourd'hui, le prix du litre se situe entre 500 et 600 *piastres. Bien que les autorités aient* créé récemment un monopole d'Etat *pour le* commerce des carburants, il semble que la vente à la sauvette de bouteilles d'un litre se poursuive. En même temps que les engins motorisés, on a vu réapparaître les policiers qui règlent la circulation. Jusqu'alors, l'ordre public était uniquement assuré par l'armée. Cette dernière n'en est pas moins omni-présente, et le centre de Saigon, aux alentours de la cathédrale en briques roses et de l'hôtel de ville, est devenu un camp d'exercice. Sous le *regard amusé* des badauds et, fasciné, des petits Saigonnais, des militaires s'entraînent à la guérilla urbaine.

Le « marché aux voleurs »

Signe des temps d'austérité et de pénurie, le commerce a tendance à déserter les magasins pour prendre possession des trottoirs. Une floraison de petits commerces en tous genres, de cafés de fortune et de restaurants à la nourriture frugale a envahi le moindre carré, soigneusement délimité à la peinture, du trottoir de la rue Tu-Do (ancienne rue Catinat). Les autorités ont cependant pris, la semaine dernière, *des mesures contre ces activités* anarchiques. En même temps, le fameux « marché aux voleurs », voisin, continue à faire des affaires. Mieux, nous raconte-t-on, *il a triplé* en surface. Comme avant, lorsqu'il était alimenté par le pillage organisé des entrepôts américains, on y trouve de tout à tous les prix. Beaucoup de marchandises proviennent encore des stocks abandonnés lors du départ en catastrophe des Américains. Mais on y voit aussi, et de plus en plus, des objets et des meubles vendus à l'encan par *des personnes démunies.*

Des bruits de famine ont couru. S'il n'en est rien, assurent nos interlocuteurs, une grave pénurie *sévit néanmoins, et beaucoup* ne mangent pas à leur faim. Alors qu'au lendemain de la chute de Thieu — pour qui, désormais, la majorité des Vietnamiens, nous dit-on, éprouvent une haine féroce, — les forces de libération ont été accueillies avec beaucoup de sympathie, il n'est pas rare aujourd'hui qu'elles se fassent insulter ouvertement dans les rues. Les marchés sont bien approvisionnés, mais les gens achètent peu. Car si le prix des produits locaux et du riz n'a guère changé, les revenus, eux, sont en chute libre. Il y a, *en outre*, beaucoup de chômage. Un bon nombre d'entreprises n'ont pas repris leurs activités, et, quand elles l'ont fait, tournent au ralenti et *versent de* très faibles salaires. Les autorités essayent de convaincre les indigents de regagner leur village.

Certains rapatriés français voient dans la crise alimentaire « *la preuve de l'incurie du pouvoir* ». D'autres rappellent que cette crise est antérieure au changement de régime et que le pays aurait dû, selon les estimations américaines, importer cette année 250 000 tonnes de riz. L'exode vers Saigon en mars et avril n'a fait qu'aggraver les choses.

D'où la nécessité d'un retour à la terre et d'une *décongestion des* villes. Le programme gouvernemental de « réinsertion » d'une partie de la population prévoit le transport *de trois millions et demi de* personnes (un million et demi pour la seule agglomération de Saigon). La presse célèbre souvent, nous dit-on, le départ de « *volontaires* » par camions entiers. Cependant, nombreuses sont les personnes qui ont pris goût à la ville et ne veulent pas en partir.

Parallèlement à cette remise en ordre progressive, les autorités entendent « *changer les esprits* », rééduquer. Cette mesure, nous dit un rapatrié, est sans doute celle qui inquiète le plus les Vietnamiens, *même si la parodie de « révolution* culturelle » déclenchée, fin mai, par des jeunes gens qui brûlaient livres et disques « *décadents* », a été condamnée par les autorités. En fait, la vraie rééducation a lieu dans les camps. Normalement, les simples soldats et les cadres subalternes de l'armée Thieu doivent suivre un stage de recyclage de trois jours, et les officiers de carrière et les fonctionnaires passer un mois dans un des camps de rééducation disséminés à travers le pays. Mais, hormis quelques lettres publiées par la presse, leurs familles *ne savent rien* d'eux depuis deux et parfois trois mois. Ce prolongement de la période de rééducation a fait naître un *sentiment de malaise et avivé l'inquiétude* des familles. Des manifestations de parents ont eu lieu, suivies de heurts avec l'armée. La presse a *toutefois* annoncé, *le 15 août*, que certains stages de rééducation pour officiers et fonctionnaires étaient terminés et que ceux-ci allaient rentrer. D'autres ont été convoqués et devraient partir bientôt.

Les « capitalistes nationaux »

Si le retour à la campagne et la rééducation sont deux grands thèmes de la politique actuelle, les autorités annoncent aussi leur intention de relancer la production et de créer à cet effet un climat de concorde nationale. Mais c'est sans doute dans ce domaine que le hiatus entre les intentions et la réalité est le plus large, l'incompétence de nombreux cadres la plus manifeste et l'écart entre les directives *prises* en haut lieu et leur application le plus profond. On cite de nombreux cas d'industriels prêts à coopérer avec le nouveau régime, *mais qui finissent par baisser les* bras et préfèrent partir, c'est-à-dire tout perdre.

Un des traits les plus originaux *de la politique sud-vietnamienne* actuelle est le rôle qui est imparti aux « *capitalistes nationaux* », invités à participer à l'effort commun. *Le G.R.P. s'est engagé à respecter* les propriétés et les entreprises de ces capitalistes patriotes. Et le rapporteur au troisième congrès du *F.N.L., qui s'est tenu à la fin de* juillet, a appelé les ouvriers, « *dans l'intérêt du peuple et dans le leur, à s'unir avec le patronat pour bâtir une économie indépendante et souveraine* ». Une conception identique prévaudrait dans les campagnes : l'introduction progressive de « *sociétés collectives* » allant de pair avec le maintien d'un système d'appropriation privée, dont les « volontaires » du retour à la terre devraient être les premiers bénéficiaires.

Les témoignages tendraient cependant à *prouver* que la réalité est loin d'être aussi harmonieuse. Les industriels qui ont continué à faire tourner leurs usines rencontrent des difficultés innombrables et surtout, racontent ceux qui ont renoncé, se heurtent à une grande incohérence de la part des autorités. On leur *demande de poursuivre la production*, mais, les comptes bancaires étant bloqués, ils n'ont les moyens ni de payer leur personnel ni d'acheter des matières premières. Si rien n'est prêt d'ici le mois de septembre, nous a-t-on dit, la majorité des entreprises qui fonctionnent encore devront fermer. Dans les « *hautes sphères* », affirme un rapatrié, les dirigeants sont parfaitement conscients que les exigences désordonnées de la base « *étranglent la révolution* ». Mais ils ont, semble-t-il, peu de moyens pour agir sur des rouages qui dépendent, en fait, des autorités militaires, mais sont le plus souvent aux mains d'un chef de quartier *incompétent*.

Dans ces conditions, beaucoup de Français rapatriés sont pessimistes sur les possibilités de coopération entre *la France et le* Vietnam du Sud. A cela s'ajoute à l'approche du trentière anniversaire, le 2 septembre, du déclenchement de la lutte de libération, une vive propagande anti-française qui accroît l'inquiétude de la colonie française de Saigon.

PHILIPPE PONS.

LE TÉMOIGNAGE DE L'ÉVÊQUE DE KONTUM EXPULSÉ DU VIETNAM

Mgr Paul Seitz, évêque de Kontum, qui vient d'être expulsé du Vietnam et qui est arrivé dimanche à Paris en compagnie de deux autres *religieux français, a déclaré, lundi* 18 août, dans une interview diffusée par Europe 1, que « la vie chrétienne continuerait au Vietnam ».

***Il a indiqué que, après son expul*sion, un évêque vietnamien a été immédiatement « mis dans l'obligation de prendre en charge l'administration du diocèse ». Le clergé, a-t-il ajouté, est assez nombreux.**

Mgr Seitz a rappelé que l'entrée des forces révolutionnaires dans Kontum s'était faite sans effusion de sang. Il a indiqué que la population, qui s'était enfuie, était revenue rapidement et qu'il y avait eu ensuite une « épuration ». Certaines *personnes restèrent chez elles, mais* d'autres ont été envoyées dans des « camps de rééducation » : « Il s'agit, a dit l'évêque, de créer un être nouveau, un homme nouveau, une mentalité nouvelle. Nul n'y échappe, y compris les enfants à partir de quatre ans. En bref, tout est organisé de quatre à cent ans. »

***Mgr Seitz et les autres religieux* français jouissaient d'une liberté restreinte. « Les écoles, qui devaient être rouvertes, ne l'ont jamais été, a-t-il dit. Pendant cinq mois, nous avons été assignés à résidence, et nous ne pouvions pas circuler dans le diocèse. Mais nous n'étions pas malheureux ni mal nourris. »**

● UNE DELEGATION ECONOMIQUE NORD-VIETNAMIENNE, dirigée par M. Le Thanh Nghi, vice-premier ministre, est arrivée, le lundi 18 août, en visite officielle à Moscou, annonce l'Agence nord-vietnamienne. La délégation venait de Pékin, où elle était restée six jours, et avait notamment rencontré M. Chou En-lai. — *(A.P.)*

Bangladesh

Alors que la situation se normalise

Le haut commissaire de l'Inde regagne son poste à Dacca

M. Samar Sen, haut commissaire de l'Inde au Bangladesh, a quitté mardi 19 août Jessore pour gagner Dacca par la route afin d'y reprendre ses fonctions, a annoncé l'agence de presse indienne Press Trust of India. Ce retour pourrait préluder à la reconnaissance du nouveau régime par le gouvernement de Mme Gandhi.

La Grande-Bretagne a annoncé le lundi 18 août qu'elle reconnaissait le nouveau gouvernement (nos dernières éditions du 19 août). Les Etats-Unis ont fait savoir le même jour qu'ils étaient *prêts* à faire de même mais n'avaient encore reçu aucune demande. Les Etats-Unis, selon le porte-parole du département d'Etat, continueront à apporter une « *aide substantielle* » au Bangladesh.

● A SAIGON, le quotidien *Tin Sang* a consacré, dimanche et lundi, deux éditoriaux au coup d'Etat. Le journal écrit que Mujibur Rahman est « *tombé sous les balles de militaires professionnels, hommes de main des impérialistes* ». Le *Tin Sang* assure d'autre part que le coup d'Etat est dû au manque de fermeté dont Mujibur Rahman a fait preuve « *dans la voie vers le socialisme* ». Il établit à ce propos un parallèle entre le Bangladesh et le Chili et affirme que « *la sanglante élimination de ce dirigeant, après celle de Salvador Allende, devrait servir de leçon aux démocrates du tiers-monde.* »

● A CALCUTTA, les milieux politiques indiens favorables à l'ancien dirigeant, mettent en doute la capacité du nouveau régime *à surmonter les difficultés* économiques. Ils estiment qu'une période d'instabilité politique pourrait s'installer à Dacca et conduire à une intervention croissante de l'armée.

● A DACCA la situation est redevenue pratiquement normale. *Lundi matin*, les employés des services publics et du secteur privé ont repris leur travail. Les transports de la capitale fonctionnent normalement, mais des chars occupent toujours les points stratégiques. Les vols intérieurs ont été rétablis. L'aéroport international de Dacca reste toutefois fermé. *Un seul appareil venant de* l'étranger s'y est posé lundi : l'unique DC 8 de la compagnie nationale qui venait de Londres. Si le téléphone entre la capitale et la province fonctionne, le trafic entre Dacca et l'étranger demeure réservé aux services officiels. Enfin, le couvre-feu imposé de 13 heures à 6 heures du matin a été ramené de 22 heures à 5 heures. — *(A.F.P., Reuter.)*

Cambodge

Les retrouvailles entre le prince Sihanouk et les résistants de l'intérieur ont lieu à Pyongyang

De notre correspondant

Pékin. — C'est donc chez le maréchal Kim Il Sung, en terrain relativement neutre, qu'ont lieu, ce mardi 19 août, les retrouvailles de la résistance intérieure et de la résistance extérieure cambodgiennes. M. Khieu Samphan, premier vice-premier ministre, qui éclipse depuis pas mal de temps le chef du gouvernement, M. Penn Nouth, est arrivé dans la matinée à Pyongyang, où l'attendait le *prince Sihanouk. Le protocole est* respecté : le chef de l'Etat n'a pas fait le déplacement de Pékin, qui aurait pu être interprété comme un renversement des rôles; il a obtenu que les jeunes dirigeants viennent à lui. Norodom Sihanouk accepte sans doute de perdre son influence, mais il tient à *la dignité de son titre.*

Le peu qu'on sait des entretiens de Pékin laisse croire qu'ils se sont achevés sur un succès. Au banquet de lundi soir, M. Khieu Samphan a affirmé que les pourparlers ont « *abouti à une complète identité de vues sur tous les problèmes abordés ayant trait au renforcement et au développement des liens de coopération amicale entre nos deux pays* ». « *Notre accord*, a ajouté le vice-premier ministre, *est total quant à l'appréciation de la situation internationale et sur tous les problèmes soulevés par les deux parties.* » M. Khieu Samphan a mentionné d'autre part la signature d'un accord de coopération économique et technique et l'octroi par Pékin d'une aide « *inconditionnelle et non remboursable* ».

La réponse du vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, reflétait la même satisfaction devant ce « *plein succès* ». « *Le gouvernement et le peuple chinois*, a-t-il dit, *sont décidés à continuer d'apporter leur soutien au peuple cambodgien, frère dans la lutte commune.* »

Le film présenté à l'issue du banquet mit plus clairement en évidence l'étroitesse des liens noués au cours de la guerre. *Il fut* tourné ce printemps, dans la dernière période des hostilités, par un groupe de journalistes chinois qui avaient déjà décrit, dans le *Quotidien du peuple*, les batailles de la banlieue de Phnom-Penh. Le film est en khmer, et c'était la délégation cambodgienne qui le présentait. Même en supposant que, plus ou moins consciemment, *les opérateurs chinois aient « tiré »* vers leur pays le Cambodge qu'ils décrivent, ils ne l'ont pas fait au point que les sourcilleux dirigeants khmers puissent s'en irriter. Or, ce que nous montrent les images, c'est un Cambodge qui, comme la Chine, considère l'agriculture comme l'activité de base, qui *mobilise sa main-d'œuvre* dans des chantiers de quinze mille personnes parfois, où les petites industries se développent dans les village, où tous les jeunes apprennent à tirer au fusil, où les dispensaires médicaux s'installent loin des villes, etc.

Les révolutionnaires cambodgiens sont très fiers d'avoir fixé seuls la ligne de la résistance ; ils sont très soucieux de leur indépendance. Sur certains points même, *Ils estiment qu'ils peuvent* faire mieux et plus vite que les Chinois, par exemple pour l'émancipation de la femme ou la liaison entre l'armée et le peuple. Mais il n'empêche que tout ce qu'ils montrent et disent de leur révolution témoigne d'une influence chinoise très profonde, aussi bien sur le plan idéologique que dans le choix des structures collectives. Aucun de ceux qui ont pu fréquenter les dirigeants khmers ne peut croire que le FUNC (Front uni national du Cambodge) est une organisation satellite du parti communiste chinois. Mais si les deux révolutions restent bien distinctes, elles sont évidemment cousines.

ALAIN BOUC.

● *M. Ieng Sary*, vice-premier ministre du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (GRUNC), dirigera une délégation khmère rouge à la conférence des ministres des affaires étrangères *des pays non alignés*, qui doit s'ouvrir le 25 août à Lima, apprend-on à Pékin. Il s'agira de la première participation d'une délégation du GRUNC à une conférence internationale depuis la chute de Phnom-Penh. — *(A.F.P.)*

ÉDUCATION

M. STANLEY HOFFMANN NOMMÉ PROFESSEUR A L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

M. Stanley Hoffmann, professeur de sciences politiques à l'université Harvard, a été nommé professeur associé à l'Institut d'études politiques de Paris pour l'année universitaire 1975-1976.

[M. Stanley Hoffmann est un spécialiste de la vie sociale et politique française au vingtième siècle, à laquelle il a consacré plusieurs ouvrages : *le Mouvement Poujade* (1963), *A la recherche de la France* (1963, écrit en collaboration), *De Gaulle, artiste de la politique* (1973) et, en dernier lieu, *Essais sur la France, déclin ou renouveau*, paru en 1974. Il est aussi l'un des trois auteurs du rapport sur l'état de la recherche en sciences sociales en France, rédigé sous les auspices de l'Organisation de coopération et de développement économique *(O.C.D.E.), dont les conclusions* avaient retenu, en octobre 1974, l'attention de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités (*le Monde* du 23 octobre 1974).]

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

● **Ecole de l'air.**

MM. Abbes, Abdel-Madjid, Abert, Hugues Acker, Allard, Alnot, Amayon, Amiot, Aschbacher, Pierre Astruc, Bacherot, Baillet, Balardelle, Barbazanges, Bargin, Francis Bauer, Francis Beau, Bergzoll, Jean-Claude Bernard, Philippe Besse, Bettini, Blehaut, Eric Blond, Bobinet, Boetti, Bommier, Bonneau, Borreani, Bouchaib, Boudigues, Bourlard, Jean-Louis Bouvet, Brault, Bernard Breton, Dominique Buffet, Burte, Bussiere, Caillaud, Canioni, Cave, Cessac, Chapron, Chochoy, Didier Chollet, Cœurdeuil, Jean-Luc Colas, Colom, Coppens, Coutillard, Craveski, Crouzat ;

MM. Dalban, Dall Aglio, Daujeard, Debeve, Delain, Deleume, Jean-Luc Delon, Delroise, Gilles Desclaux, Devors, Dormoy, Jean Doucet, Thierry Dubois, Ducateau, Fabrice Duchene, Maurice Dunand, Dupret, Pierre Durand, Dutartre, Evellin, Favre-Aubrespy, Michel Faure, Thierry Fontaine, Fouilland, Fourtet, Français, Franqueville ;

MM. Gaillard, Denis Garnier, Garret, Jean Gauthier, Geny, Gindre, Gitton, Pierre Gonzalez, Grimaud, Grison, Grognard, Guenole, Guidez, Haberahill, Hernasrestienne, Hilbrunner, Jegard, Josse, Kerbrat, Kermen, Koplewsky, Kordek, Kouvtanovitch ;

MM. L'Henaff, Lacrouts, Francis Lambert, Jean Laurent, Pascal Le Brun, Le Guen, Le Guillou de Goedeffroy, Le Tallec, Philippe Leclerc, Lecreux, Benoit Lefebvre, Marc Leroy, Liedet, Lisi, Juan Lopez, Michel Loth, Luvini, Mace, Mack, Magne, Mangini, Pascal Maréchal, Martel, Christian Martin, Masdoumier, Masson-Regnault, Mathey, Mauge, Maurel, Patrick Maurisse, Maury, Henry Mieze, André Mieze, Molino-Machetto, François Moreau, Morizur, Mugnier ;

MM. Nagle, Nevin, Nowak, Ollivier, Oudart, Minaradjy Pascal, Didier Paule, Philippe Payot, Pelmoine, Peloux, Perrot, Picart, Pichenaud, Picherit, Pierson, Pigeaud, Pinaud, Pizel, Poncelet, Postal, Pouzet, Pouzols, Pradelles, Prunieres, Puret ;

MM. Radius, Renaux, Ressault, Philippe Rey, Jacques Reynal, Daniel Richard, Dominique Roger, Roufflac, Roulois, Rousiers, Rouzaud, Salinier, Sardou, Saulnier, Schlienger, Silvy, Sinault, Solms, Souchet, Stefani, Testaud, Teyssonnieres, Tinland, Tronet, Tudrej, Uyttewall, Vallée, Venot, Verhulst, Viard, Alain Vidal, Jean-Louis Vidal, Vie, Vigor, Viguie, Vitry, Welker, Wilbrod, Zundel.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

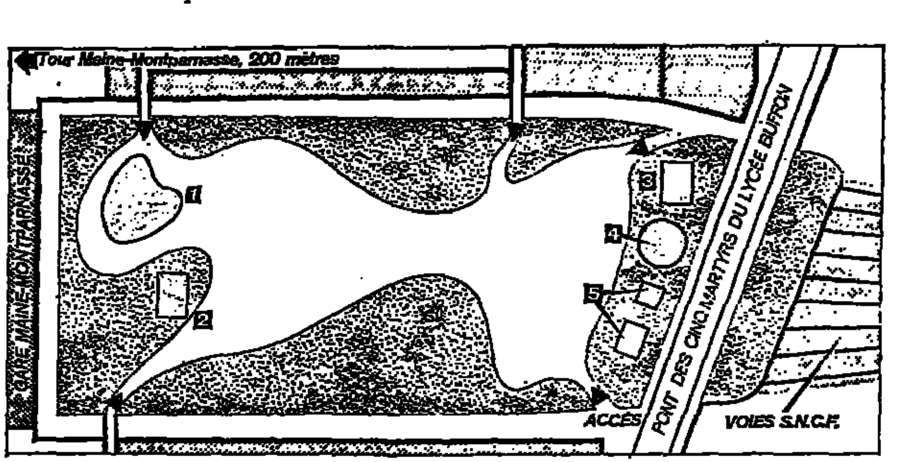
Une nouvelle chance pour les habitants du quartier Maine-Montparnasse

La « dalle-jardin » de la gare sur la bonne voie ?

Qui s'en souvenait ? Les voyageurs qui empruntent les trains au départ de la gare Montparnasse savent-ils qu'ils devraient avoir du gazon au-dessus de la tête. En effet, le projet d'une « dalle-jardin » qui, dès 1962, était prévue pour venir recouvrir les voies ferrées dans la surface du U formé par les bâtiments de la gare et les immeubles d'habitation et de bureaux, est resté dans les cartons. Il fait de nouveau surface, avec cette fois, sans doute, plus de chances de succès, sinon avec plus de raisons d'aboutir.

Près de 4 hectares d'espaces verts. Dans un quartier en pleine rénovation, où rien n'a été jusqu'ici réalisé dans ce domaine qui puisse laisser quelque espoir de tranquillité et de calme aux habitants, voilà qui ne serait sans doute pas mal accueilli, à l'heure où les pouvoirs publics, comme les conseillers de Paris, sont si soucieux de la qualité de la vie.

***Ajoutons que les riverains, tous locataires,* — ils sont près de trois mille, dont neuf cents enfants, à loger en surplomb des voies, — ne verraient sans doute pas d'un mauvais œil les massifs et les bassins dissimuler les caténaires.**



Le nouvel aménagement de la « dalle jardin » comprendra notamment un grand bassin (1), une brasserie avec terrasse (2), une pataugeoire (3), un kiosque-abri (4) et des bacs à sable (5).

Pour maintenir sa participation financière à cette opération, le District *a demandé qu'une étude soit* entreprise « sur les conditions d'accès à ce jardin et sur les possibilités d'animation ». Cette étude, commencée en décembre 1974, financée par *la préfecture de région, est terminée.* Des négociations devraient s'ouvrir prochainement entre l'administration parisienne et *la S.N.C.F., dont les avis divergent* sur les conditions d'accès proposées par cette nouvelle étude.

Le 6 décembre 1962, le Conseil de Paris demandait que soit envisagé, *en liaison* avec la S.N.C.F., la possibilité de couvrir les voies ferrées de la nouvelle gare Maine-Montparnasse. Le 12 mars 1968, le préfet de Paris présentait à *l'assemblée parisienne une premier projet* de « dalle-jardin » dont le coût s'élevait à 45 millions de francs pour une superficie de 4,5 hectares. Le 1er dé*cembre 1972 le préfet de Paris ouvrait à nouveau le dossier.* Il déclarait : « *La mise à exécution* (des travaux) *a dû être différée en raison de l'impossibilité d'établir un plan de financement cohérent.* » L'administration proposait alors de réaliser une dalle de 4,2 hectares, ce qui amenait son coût à 65 millions de francs. La clé de financement « es*pérée » pour la construction du jardin* était ainsi répartie : riverains (propriétaires), 24 % ; District, 20 % ; Ville de Paris, 37 % ; Etat, 19 %. Enfin un crédit d'études de 200 000 F *était voté par l'assemblée parisienne.* Depuis, plus rien...

Au mois de mai 1973, cependant, les services de la préfecture de Paris précisait à Mme Nicole de Hauteclocque (Paris Majorité), conseiller de Paris, qui s'était étonnée de ce silence : « *Les travaux débuteront en 1975 et leur exécution demandera un délai de trois ans.* »

Interrogé une nouvelle fois par Mme Nicole de Hauteclocque et M. Bertrand de Maigret (Paris Avenir), conseiller de Paris, au cours de la récente session d'été du Conseil de Paris, le préfet devait apporter de nouvelles précisions. Les riverains, *consultés sur leur éventuelle* participation financière au projet, n'ont pas encore tous répondu. « *Les premières réponses montrent que leur apport risque d'être fort réduit, ce qui modifierait à cet égard, affirme l'administration, la clé de financement initialement prévue.* »

Arbres de haute tige

L'étude demandée par le district a également été évoquée par le préfet. Afin de mieux assurer l'animation de la dalle, un nouveau jardin, *qui aurait une superficie de 3,7 hectares,* a été dessiné. Celui-ci comporterait trois zones séparées par de *légers mouvements* du sol de 2 à 3 mètres largement plantés d'arbres de haute tige (36 % de la surface), dans lesquels pourraient s'insérer des constructions basses donnant une animation au jardin (pelouse et massif d'arbres représentant 27 % de la surface, 900 mètres carrés seraient bâtis). La zone *nord, côté gare, serait largement* ouverte sur celle-ci. Animée par un grand bassin, des pelouses plantées de massifs fleuris, cette partie du jardin accueillerait des *expositions en plein air.* Cette zone serait délimitée par une construction basse dont la toiture-terrasse plan*tée serait en continuité avec le jardin* qui la prolonge. Cette construction servirait de lieu de réunions ou de loisirs. Une brasserie pourrait s'y intégrer. La zone *centrale comporterait des arbres de haute tige,* des pelouses et des espaces de jeux.

La zone sud serait le domaine des enfants. De nombreux espaces de jeux pourraient y être aménagés parmi les espaces verts. Enfin, un *belvédère au-delà du pont des Cinq-*Martyrs permettrait de suivre le trafic ferroviaire. Les « fanas » ne perdraient pas tout...

Les accès à cette dalle sont toujours prévus par la rue du Commandant-Mouchotte à l'aide de pas*serelles, par le boulevard de Vaugirard* et par le pont des Cinq-Martyrs. Enfin, l'étude, pour résoudre un vœu du district, envisage, pour accéder de l'intérieur de la gare au jardin, *deux batteries d'escalators. La première* partirait du premier hall des Pas-Perdus, la seconde du hall de départ situé au-dessus. Mais une telle disposition conduirait à modifier les installations de la nouvelle gare Montparnasse, et la S.N.C.F. s'y refuse. Elle propose une *seule batterie d'escalators* située seulement dans le hall de départ, côté rue du Commandant-Mouchotte.

Le *nouveau calendrier des tra*vaux ? Selon l'administration, une fois les négociations terminées avec la S.N.C.F., le projet sera présenté au Conseil de Paris, et le dossier du concours remis aux bureaux d'études. La consultation des entreprises pourrait être lancée avant la fin de l'année. Mais, comme l'a affirmé le préfet de Paris, « *les résultats du concours permettront de mieux préciser le coût de l'opération et d'en proposer le financement si les perspectives budgétaires permettent d'envisager une réalisation dont l'importance ne peut être sous-estimée* ».

JEAN PERRIN.

FAITS ET PROJETS

District parisien

● CINQ CENT QUATRE-VINGTS LITS D'HOPITAL AU CHESNAY. — Contesté par les élus, le nouvel hôpital du Chesnay, annexe de celui de Versailles, devenu trop petit, sera construit (*le Monde* du 20 juillet). Mais il n'aura que cinq cent quatre-vingts lits au lieu de *mille neuf cent* quarante, a annoncé M. Jean Brenas, préfet des Yvelines. Les élus ont accepté cette capacité, mais ils estiment encore que le bâtiment (34 mètres) sera trop élevé.

Transports

● UN METRO CORAIL POUR LYON. — La rame prototype du métro lyonnais a été présentée, le lundi 18 août, à M. Louis Pradel, président de la Société d'économie mixte du métropolitain de la région lyonnaise (SEMALU).

La rame, de couleur corail, est formée de trois éléments accouplés : une motrice, une remorque, et une autre motrice, roulant sur pneumatiques. L'ensemble a un longueur de 54,40 mètres et pèse 78 tonnes. 384 voyageurs pourront y trouver place. La construction *de ce matériel a été réalisée* par les usines Alsthom, à Aytre, près de La Rochelle (Cha*rente-Maritime). La mise en* service de la première ligne de métro — Perrache - Cusset — est prévue pour *le mois* d'octobre 1977.

● PLUS DE GONDOLES SUR LE GRAND CANAL. — Aucun voyageur ne pourra plus arriver à Venise en gondole, avec ses bagages. Les gondoliers ont décidé de ne plus assurer, à partir d'octobre, la traversée du Grand Canal, devenue trop dangereuse. Chaque jour, un gondolier tombe à l'eau, bousculé par les remous d'un vaporetto.

Les gondoliers font retraite et se contenteront des petits canaux de la Cité des doges, où ils promènent les touristes.

UN DUEL CONCORDE - PAN AM

Un rapport établi par une commission parlementaire américaine sur la stabilité des prix et des salaires estime que la traversée aller et retour de l'Atlantique nord à bord de Concorde coûtera 1 387 dollars (*environ 7 320 francs*), soit 20 % de plus que le tarif de l'actuelle première classe. L'avantage de *vitesse de l'avion* supersonique sera neutralisé par le coût du billet, le confort supérieur des appareils classiques et la plus grande fréquence des services, estime le rapport.

Les vols transatlantiques de Concorde attireront environ *soixante mille passagers par an* ; la moitié d'entre eux seront « détournés » de la compagnie Pan Am, qui *subira*, de ce fait, un manque à gagner annuel de 30 millions de dollars, note le rapport.

RAPATRIÉS

APRÈS LA LIBÉRATION DE M. DJELLOUL BELFADEL

Un dirigeant des Français musulmans est reçu au ministère de l'intérieur

M. Djelloul Belfadel, un des dirigeants de l'Amicale des Algériens pour le secteur de Firminy (Loire), a été libéré lundi 18 août vers 17 heures. Enlevé dans la Loire, samedi dernier, M. Belfadel était détenu depuis lors au camp de Bias (Lot-et-Garonne). Dès sa libération, ses ravisseurs, trois hommes et une femme, se sont « perdus » dans le camp. Ils sont recherchés par la police.

Alors que de très nombreux policiers entouraient le camp et que l'on craignait un assaut, les négociations menées par M. Paul Feuilloley, préfet de Tarn-et-Garonne, et par M. Mohamed Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, ont permis d'éviter le drame. M. Laradji sera reçu, ce mardi 19 août, au ministère de l'intérieur. Les anciens harkis se sont engagés à ne plus prendre d'otages tant que dureront les négociations entre la France et l'Algérie sur la libre circulation des Français musulmans entre les deux pays.

S'il s'est félicité de cette « heureuse issue », M. Ahmed Cherifi, chargé d'affaires de l'ambassade d'Algérie à Paris, n'en a pas moins rappelé que cette libre circulation relevait de la souveraineté algérienne.

Alors qu'à Alger, comme dans les communiqués de l'Amicale des Algériens en Europe, on souligne que doivent être arrêtés et jugés les ravisseurs pour que l'incident soit réellement clos, les Français musulmans se réjouissent des promesses qui leur ont été faites.

Pourtant, le ton des communiqués tant du Front national des rapatriés que de l'Association des fils de rapatriés (elle « dénie aux autorités algériennes le droit de donner des leçons de morale et de responsabilité gouvernementale aux autorités françaises ») et des associations de Français musulmans, laisse à penser que le problème posé par les anciens harkis est loin d'être terminé.

Ainsi remarque-t-on une certaine effervescence dans les milieux des Français musulmans de la Moselle (près de six cents familles sont regroupées dans la région de Thionville), parce que deux familles sont sans nouvelles de leurs enfants, bloqués en Algérie en l'absence de certains documents administratifs.

« Si nous n'obtenons pas le droit de nous rendre en Algérie... »

De notre envoyé spécial

Villeneuve-sur-Lot. — 17 h. 30, lundi 18 août : une portière qui claque, une voiture qui quitte rapidement le camp de Bias — à quelques kilomètres de Villeneuve-sur-Lot, — un ensemble de bâtiments en fibrociment, plats et modernes, séparés par des rues au cordeau, baptisées dérisoirement — dans cette enceinte grillagée — de noms de fleurs. C'est fini. Après deux jours d'incertitude, M. Djelloul Belfadel, le responsable de l'Amicale des Algériens enlevé samedi par un commando de harkis, vient d'être libéré. Ses ravisseurs *se sont évanouis dans la nature* quelques minutes plus tôt sans être inquiétés.

Au soulagement des autorités françaises répond la joie des rapatriés musulmans. Un électrophone, des disques de chansons arabes surgissent. Un harki danse, tandis que d'autres le soutiennent de la voix et applaudissent. Une canette de bière à la main, constamment interrompu par l'écoute des radios ou l'arrivée des journalistes, d'amis, de télégrammes de soutien, M. Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, savoure ce qu'il estime être une victoire. « *Nous pensons que MM. Poniatowski et Chirac sont des hommes d'honneur, nous leur faisons confiance* », assure-t-il.

C'est que le dénouement n'a pas été obtenu sans mal. Il a fallu une longue journée de négociations entre M. Paul Feuilloley, préfet du Lot-et-Garonne, et les responsables des harkis. Des négociations difficiles qui ont pris un tour angoissant lorsque, au milieu de l'après-midi, d'importantes forces de police — près de cinq cents hommes — ont pris place autour du camp. Finalement, elles n'ont pas eu à intervenir, parce que, disent les Français musulmans, « *on nous a fait d'intéressantes promesses* ». M. Laradji récapitule : « *On nous a assuré d'abord d'une rencontre rapide au cabinet de M. Poniatowski, ce que nous réclamons en vain depuis des mois ; on nous a annoncé aussi de nouvelles mesures en notre faveur, en septembre, et précisé que nous serions partie prenante de leur mise en application ; le préfet, enfin, nous a donné la garantie, au nom du gouvernement, que des discussions seraient engagées avec Alger sur la libre circulation des personnes entre l'Algérie et la France.* »

Revendication initiale du commando qui avait enlevé M. Belfadel, cette dernière exigence est celle qui sensibilise le plus les harkis : « *Ça fait dix-sept ans que je n'ai pas pu voir mes parents* », affirme l'un. « *Ma mère vient de mourir. J'ai voulu aller sur sa tombe. Deux jours seulement. On m'a refoulé* », dit un autre. Refoulé aussi, il y a quelques mois, ce quinquagénaire usé, appuyé sur une canne, qui voulait revoir « *un peu de la terre natale* ». Tout allait changer, la satisfaction était donc de rigueur.

Mais les autorités françaises sont peut-être allées un peu vite en besogne et ont, semble-t-il, oublié la position du troisième intéressé : le gouvernement algérien. Ce dernier l'avait pourtant clairement définie dès la disparition de M. Belfadel. M. Ahmed Cherifi, chargé d'affaires de l'ambassade d'Algérie à Paris, l'a réaffirmée : tout en exigeant le châtiment des auteurs de l'enlèvement, Alger *ne négociera* pas la possibilité, pour certains harkis, de se rendre sur son territoire : « *C'est un problème de souveraineté nationale*, a-t-il dit. *Il y a des accords entre les gouvernements. Les lois sont connues. A partir du moment où un individu est indésirable chez nous, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions l'accepter.* »

Quelques heures auparavant, à Bias, un fils de harki, approuvé silencieusement par quelques vieillards, menaçait : « *Si nous n'obtenons pas le droit de nous rendre en Algérie, alors ce sera, sur le plan national, la guerre avec les responsables algériens en France.* » — B. A.

TENSION CHEZ LES ANCIENS HARKIS RÉSIDANT EN MOSELLE

(De notre correspondant.)

Metz. — **Deux familles d'anciens harkis de Moselle sont sans nouvelles de certains de leurs membres retenus en Algérie. Un enfant de neuf ans, Fetah, serait « bloqué » parce qu'il est démuni de passeport. Quant à l'autre famille, demeurant à Hayange, c'est une femme et ses enfants, âgés de deux à seize ans, qui ne pourraient rentrer en France. Ces deux familles refusent de donner leur nom par crainte de représailles.**

Un communiqué de plusieurs organisations de Français musulmans, adressé au gouvernement algérien, précise : « Si des mesures ne sont pas prises pour le 30 août au plus tard, nous ne garantirons plus la vie des Algériens. Jusqu'à ce jour, nous sommes restés calmes. Attention ! Le délai écoulé, pour un harki retenu en Algérie, quatre Algériens périront sur place. »

ALGER : veut-on rompre l'équilibre précaire des relations avec la France ?

De notre correspondant

Alger. — *Alger a accueilli avec soulagement la libération de M. Djelloul Belfadel. Cependant, cet heureux épilogue, estiment les autorités algériennes, ne doit pas escamoter le fait qu'il reste encore à arrêter et à juger les ravisseurs.*

Vus d'Alger, les étés chauds pour l'émigration algérienne en France se suivent et ne se ressemblent plus. La séquestration de M. Belfadel est plus grave que ce qu'on appelle ici les « odieux et criminels attentats » *contre les ressortissants algériens en France, alors même que, comme l'écrivait récemment* El Moudjahid, « les engagements faits en haut lieu de garantir protection et sécurité à notre émigration font l'objet de moins d'empressement que la conclusion de nouveaux contrats commerciaux ».

Cet enlèvement est vu comme le signe d'une dangereuse escalade. Depuis que l'on s'est attaqué aux représentants diplomatiques et consulaires, ainsi qu'aux locaux commerciaux des sociétés d'Etat algériennes Alger découvre, en effet, que l'on est passé progressivement des « vexations et brimades » *à la prise d'otages et à la séquestration des citoyens algériens résidant en France. La différence n'est plus seulement de degré mais de nature dans le* « long calvaire » *de la communauté algérienne en France. De même, constate-t-on, ce ne sont plus seulement les* « racistes nostalgiques revenus des colonies » *qui sont en cause.*

Mais il s'agit, comme l'écrivait El Moudjahid *dans une longue synthèse publiée au début du mois d'août,* « d'un processus de violence mis au point par des cerveaux criminels en toute impunité. Le résultat d'une machination politique qui dispose de puissants atouts en France et en Europe et de complicité dans certains milieux ».

Les « courants poujadistes «

Si, jusqu'à présent, les autorités algériennes, ainsi que la presse, avaient soigneusement éviter de mettre directement en cause la responsabilité des autorités françaises, leur analyse semble maintenant avoir quelque peu évolué. El Moudjahid *estimait ainsi que* « le racisme n'est pas le seul trait méprisable de cette tragique mascarade », *et parlait de* « l'incapacité des autorités françaises à traquer les assassins ».

C'est dire que, du point de vue algérien, la situation est aujourd'hui plus grave que jamais, d'autant plus que la crise de l'emploi fait des travailleurs algériens la cible choisie par les « courants poujadistes ». *L'émigration algérienne en France étant suspendue depuis septembre 1973, on ne voit pas quelles mesures, pratiques et immédiates, pourrait prendre les autorités algériennes pour signifier de nouveau leur refus catégorique du chantage exercé à l'encontre de la communauté algérienne en France par des organisations dont on se demande, en définitive, si le but inavoué n'est pas de chercher* « à rompre l'équilibre précaire des relations algéro-françaises ». *(Intérim.)*

● *Le bureau politique du P.C.F.* a publié, lundi 18 août, une déclaration dans laquelle il s'élève contre la séquestration de M. Djelloul Belfadel. Il estime que « *cet acte criminel* » s'inscrit « *dans la campagne de caractère raciste qui se développe dans notre pays contre le peuple et le gouvernement algériens* ». Le P.C.F. affirme que « *les auteurs de ces attentats sont connus des autorités françaises, mais bénéficient de la complaisance du pouvoir, et en particulier de son ministre de l'intérieur* ».

« ILS SE TROMPENT DE CIBLE »

Un lecteur parisien, M. Marc Omar Hamidechi, nous a adressé la lettre suivante :

Je fais partie des Algériens d'origine qui ont choisi la citoyenneté française, sans avoir été le moins du monde harki, sans avoir (ou avoir eu) le moindre rapport avec cette catégorie de population.

*Mais je ne peux m'empê*cher malgré tout de dire aux harkis qui ont enlevé un responsable de l'émigration algérienne en France qu'ils se trompent aujourd'hui de cible comme ils se sont trompés hier, lors de la guerre d'Algérie, de camp.

« Charbonnier est maître chez soi », dit l'adage populaire, et le gouvernement algérien est effectivement souverain pour admettre sur son sol *ou refuser* l'entrée du territoire algérien à tout ressortissant étranger.

C'est, à l'évidence, une règle appliquée par tous les Etats du monde, et il n'y a rien à y redire ou alors il faudrait la contester sur un plan universel.

Alors, à quoi sert-il de kidnapper un ressortissant algérien ?

Les harkis croient-ils qu'ils pourront négocier sa libération contre un hypothétique engagement souscrit par l'Algérie leur accordant ce qu'ils demandent ?

Ils se trompent totalement.

Les Algériens, même si cela devait — dans le pire scénario — leur coûter la vie d'un homme, ne sont pas prêts à s'engager dans un quelconque processus de « *négociations* ». A juste raison.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries I — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Les régions

LE VERT EST MIS

De la forêt de Bondy à celle de Montmorency

DES BOSQUETS POUR TROIS MILLIONS DE PARISIENS

UN réseau de forêts, de bosquets et de clairières parsemés d'installations sportives et de forêts, sillonnés de pistes cyclables, de sentiers piétonniers et d'allées cavalières, sur 3 500 hectares dans la banlieue nord-est de Paris, tel est le projet proposé par M. André Laure, directeur de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.). Les espaces verts ainsi créés s'étendraient sur un arc de cercle d'une vingtaine de kilomètres reliant la forêt de Bondy à celle de Montmorency. Ils feraient écran entre la capitale et les pistes de Roissy. Ils amélioreraient l'image que Paris (et la France) donne aux millions de voyageurs aériens qui, de l'aéroport international, convergent vers la tour Eiffel. Ils transformeraient surtout le *cadre de vie des trois millions de* banlieusards les plus défavorisés du bassin parisien.

Sur près de trente communes du département de Seine-Saint-Denis et du *Val-d'Oise* on ne trouve actuellement que 300 hectares de jardins, de bois et de terrains de sports ouverts au public. Quelques îlots noyés dans *un océan de pavillons, de grands* ensembles et d'usines. Or cette situation n'a guère de chance *de s'améliorer, au contraire. « Le patrimoine espace vert de la région parisienne,* constate M. André Laure, *se trouve en régression constante. Les quelques dizaines d'hectares gagnés chaque année par la création de parcs urbains ne compensent que partiellement les atteintes aux massifs boisés imputables à l'urbanisation.* » La solution se trouve dans une politique imaginative et *volontariste. « Pourquoi,* demande M. Laure, *une génération qui est capable de créer des villes nouvelles ne serait-elle pas capable de créer des forêts nouvelles ?* »

Son projet consiste donc à utiliser dans le nord-est de Paris les espaces verts existants (400 hectares), à réaliser ceux qui étaient déjà programmés (1 275 hectares), et à arrêter le « mitage » des espaces encore disponibles : bois privés, friches, anciennes carrières, propriétés agricoles, etc. En gros 3 200 hectares. L'Etat achèterait et aménagerait environ 1 300 hectares, il aiderait les collectivités locales à « maîtriser » le reste et il établirait une réglementation de protection et d'incitation à l'aménagement paysager.

Audacieux

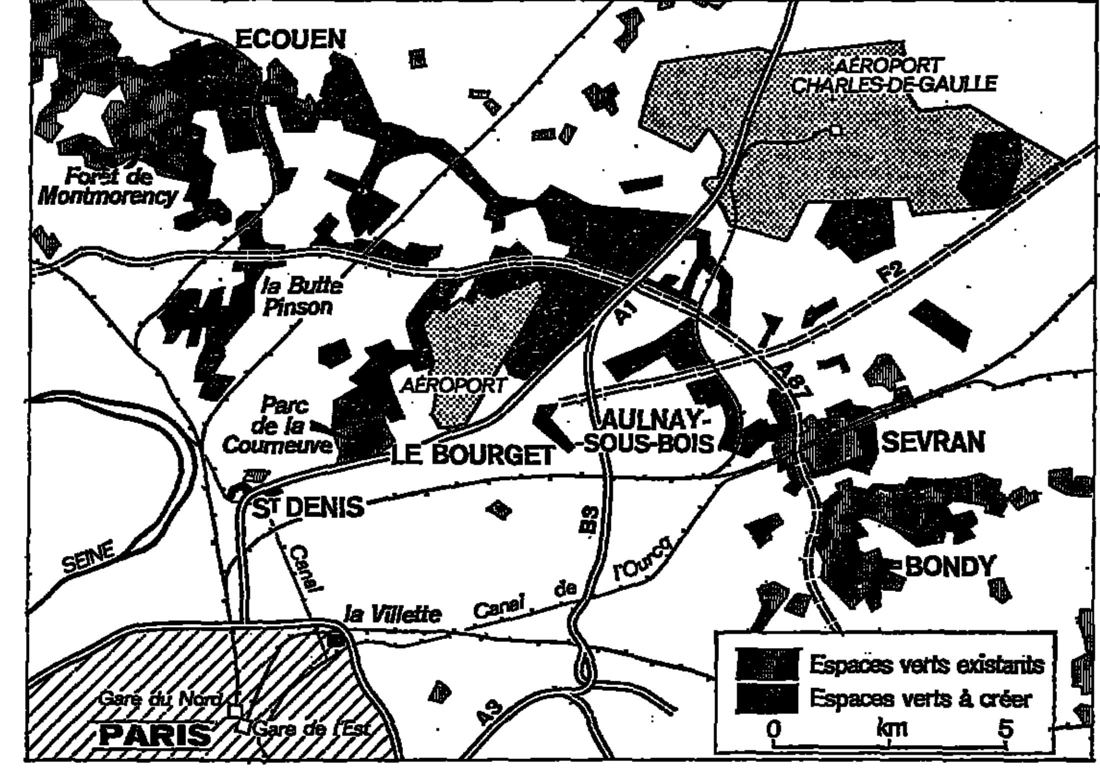
Il ne s'agit nullement de créer une forêt artificielle et massive, *mais* de tracer un *lacis* de coulées vertes, faites de bosquets rustiques, de prairies, de clairières de jeux. Abords d'autoroutes et d'aérodromes, crêtes, buttes, talus et fossés seraient systématiquement garnis d'arbres. Les vergers et pépinières seraient évidemment maintenus en activité.

Ainsi le paysage urbain actuellement semé de constructions et de terrains nus serait-il transformé par l'échelonnement des rideaux d'arbres donnant en perspective l'illusion d'un boisement continu. L'élément central de ce réseau vert serait le terrain du Bourget utilisé comme aéroport d'affaires mais enveloppé par 2 000 hectares de parcs.

Le coût total de l'opération est estimé à 240 millions de francs (soit l'équivalent d'une dizaine de kilomètres de R.E.R.) et sa réalisation s'étendrait sur dix ans. Ce serait le « programme vert » le plus audacieux jamais *réalisé dans une agglomération* française. A ce titre il aurait valeur d'exemple. A-t-il des chances *d'être accepté ? Pour cela il* lui faudra l'appui des deux départements et des trente communes concernés, des crédits et, par-dessus tout, le coup de fouet d'une volonté politique. On ne peut que rappeler à ce propos les termes de la lettre que le 8 janvier dernier M. Giscard d'Estaing adressait au premier ministre sur l'aménagement du bassin parisien : *« Il convient de définir une politique de préservation et d'ouverture des espaces naturels. Un programme d'action devra être mis au point dans ce sens. »*

Le 1er septembre prochain, jour de son entrée en fonctions, M. Lanier, nouveau préfet de la région parisienne, trouvera sur son bureau cette directive, le plan de M. Laure, qui en serait l'une des premières applications, et le projet d'agence régionale des espaces verts qui ne pourrait qu'en faciliter la réalisation. Il lui restera à convaincre les élus et à monter un schéma de financement. Le plus gros du travail, en somme.

MARC AMBROISE-RENDU.



Gazon « intra-muros »

AU tableau d'honneur des « villes vertes » (celles de plus de trois millions d'habitants), l'agglomération de Chicago aurait la palme avec 99 mètres carrés de gazon et d'arbres par habitant (1). L'agglomération parisienne ne serait pas mal placée avec 18 mètres carrés, devant celles de Berlin (13 mètres carrés), Tokyo (12 mètres carrés), Londres et New-York (9 mètres carrés) et Moscou (8 mètres carrés). Mais un appel de note précise que le chiffre parisien comprend les bois de Boulogne et de Vincennes... et la forêt de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Aucune précision n'est donnée sur les agglomérations étrangères. Les comparaisons sont décidément bien difficiles...

Ce tableau indique tout de même que Paris intra-muros n'offre à chacun de ses habitants que 1,4 mètre carré de verdure contre 9 à Rome, 25 à Vienne, 28 à Bruxelles et 50 à Washington.

Les grandes villes françaises ne sont pas mieux loties : Lyon (3,8 mètres carrés) et Marseille (2,1 mètres carrés) font maigre figure à côté d'Amsterdam (15 mètres carrés), Düsseldorf (31 mètres carrés), Oslo (40 mètres carrés) et Dortmund, vainqueur toutes catégories avec 123 mètres carrés d'espace vert par habitant.

(1) *Environnement et cadre de vie.* Dossier statistique, T. II, ministère de la qualité de la vie. Tableau reproduit dans la revue *Problèmes politiques et sociaux*, n° 257, de la Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris-6e.

En Seine-et-Marne

JABLINES JOUERA LES VACANCES TOUTE L'ANNÉE

PARIS, la capitale ; Roissy-en-France, Marne-la-Vallée, la ville nouvelle : un vaste triangle où l'on trouvait il y a quelques années, dans les boucles de la Marne, 7 000 hectares riches en sablières. L'exploitation des alluvions laissait sur le territoire de la commune de Jablines (Seine-et-Marne) d'énormes trous qu'une ronde de camions venaient combler avec des ordures ménagères et des déchets industriels. Aujourd'hui, le site est en bonne voie d'être préservé par la création d'une base de loisirs qui accueille ses premiers voiliers et ses premiers baigneurs...

Des élus locaux avaient senti le danger et compris que cette région allait devenir, si l'on n'y mettait bon ordre, le dépotoir de la capitale. Ainsi est née, en 1968, l'idée de créer la base de loisirs de l'Est parisien. Aujourd'hui, la base *est* née *et se* développe lentement mais harmonieusement. Dans deux des énormes carrières *vouées à être comblées par des* détritus, on voit aujourd'hui des bateaux évoluer sur l'eau pure et bleue qu'alimente la nappe phréatique ; sur les buttes, les premières plantations d'arbustes et des pelouses, une baignade pour les enfants, et, en contre-bas, des voitures qui stationnent sur un parc gardé ; la masse blanche d'un club-house dominant le tout.

Le pari engagé il y a sept ans a des chances raisonnables d'être tenu : 6 350 hectares sont désormais légalement « protégés », près de 2 500 font l'objet d'un droit de préemption de la part de l'Etat. Celui-ci a fait une bonne affaire. Sur les terrains expropriés, il continue à faire exploiter les sablières par adjudication ; dès qu'elles sont épuisées, l'eau bleue et filtrée par le sous-sol envahit les excavations : un lac nouveau est né à bon compte. Dans dix ans, il y aura ainsi 550 hectares de plans d'eau, qui formeront une véritable « grappe », autour de laquelle se construiront les équipements indispensables, villages de vacances, campings, hôtellerie, centres et quartiers commerciaux, aires de stationnement, voirie intérieure, salles de jeux, de variétés, de cinéma. L'ensemble pourra accueillir cent mille personnes par an. Son *coût, qui* s'élèvera à 100 millions de francs, sera supporté par le District de la région parisienne et le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

« Notre ambition est d'équilibrer le budget de la base comme nous le faisons pour celui de nos communes, dit M. Lhardy, maire de Jablines, *aussi progresserons-nous avec la plus extrême prudence, en assurant les dépenses d'exploitation avec les recettes. »* Dans l'hypothèse d'un déficit éventuel, le département interviendrait à 97 % et les communes pour 3 %.

Lorsque les travaux seront terminés, la base aura trois pôles : celui de Varennes (en partie réalisé), celui de Précy ; celui, enfin, de Trilbardou. 1 000 hectares d'eau et de terrains seront à la disposition des campeurs, des pêcheurs, des promeneurs, des nageurs, des navigateurs de plaisance, des canoteurs, des skieurs.

Tous les accès de la base seront équipés de vastes parkings, dits de « dissuasion ». On abandonnera sa voiture pour embarquer dans des minicars ou enfourcher une bicyclette. Les lacs pourront recevoir 3 800 bateaux et 700 canots, et l'on aura le choix entre sept plages centrales. Les édiles accepteront une sage extension de l'habitat principal ou secondaire *dans* des villages avoisinants. Il est prévu d'accueillir 37 000 nouveaux habitants à la fin du *siècle. Les meilleures terres* seront réservées à l'agriculture. Ainsi la base sera-t-elle intégrée dans un cadre agreste quoique proche des équipements de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée.

« La base sera ouverte toute l'année, le besoin d'air et de détente ne se limitant pas à la belle saison », déclare M. Lhardy. *« Il faut,* ajoute, pour sa part, M. Guy *Rabourdin,* maire U.D.R. de Chelles et président du syndicat mixte d'études et d'aménagement de la base, *faire prendre conscience aux habitants de la région qu'ils trouveront là ce qu'ils vont souvent chercher bien loin, au mépris de leur sécurité et à grands frais d'essence. »*

SERGE GRAFTEAUX.

DE PARIS EN PROVINCE

Alsace

PAS DE RAILS DANS LE TUNNEL

LE tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines (7 kilomètres), qui reliera la vallée de la Meurthe à la Moyenne-Alsace, sera vraisemblablement ouvert à la circulation au début de l'année 1976. Les gros travaux à l'intérieur de l'ouvrage — ouvert en 1937 pour la liaison ferroviaire Saint-Dié - Sélestat — débutaient en décembre 1973 et s'achèveront à la fin du mois d'août.

Inscrit au VIe Plan, l'ouvrage, classé dans la catégorie des grands projets, sera donc terminé dans les temps. La voie d'accès vers Saint-Dié (7,500 km) risque cependant d'être en retard de quelques mois.

D'une hauteur de 4 mètres, le tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines aura 6,8 mètres de large pour deux voies de circulation. Mille huit cents véhicules dans les deux sens aux heures de pointe, où la vitesse sera limitée à 60 km-heure. Le prix du péage n'a pas encore été établi par la Société d'économie mixte constituée en avril 1973.

Quant aux rails, dont la suppression avait fait couler beaucoup d'encre à la suite de leur disparition, il y a deux ans, ils n'ont plus aucune chance d'être rétablis. La chaussée va être revêtue d'une couche de béton continue qui exclura pratiquement tout retour en arrière. Toutefois, des conventions entre l'Etat, la S.N.C.F. et la société d'exploitation du tunnel réservent les droits du chemin de fer dix ans après l'ouverture du tunnel à la circulation routière. Le coût de celui-ci atteindra les 125 millions de francs.

Fin 1972, l'Etat avait donné sa garantie à un emprunt obligataire de 47 millions de francs gagé par le produit du péage. Le Fonds d'investissements routiers (FIR) et le Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) devraient contribuer pour 25 % au coût des travaux. Le reste sera financé par les conseils généraux et les chambres de commerce d'Alsace et de Lorraine.

CLAUDE LÉVY.

Centre

HUIT COMMUNES DANS LES VITRINES

HORS des itinéraires des châteaux, à l'écart des pèlerinages sur les lieux où ont vécu ou sont morts quelques écrivains français renommés, la Touraine propose depuis trois ans à la curiosité des voyageurs un musée aussi digne d'intérêt par les collections qu'il réunit que par les conditions qui ont présidé à sa réalisation.

Le musée du Savignéen à Savigné-sur-Lathan (Indre-et-Loire), situé dans cette région des Gâtines tourangelles encore ignorée des grands axes de circulation, doit son origine aux richesses géologiques du bassin de Savigny. Le Falun marque toute l'histoire du pays. Il y a quelque vingt-cinq millions d'années la mer des Falun a déposé ici et sur les huit communes alentour d'importants sédiments.

Un climat chaud, comparable à celui des tropiques actuelles, régnait alors, et les sables renfermaient des coquillages, des poissons, des mammifères, des plantes qui sont autant de vestiges d'une flore et d'une faune exubérantes.

La création du musée est l'expression de toute la volonté d'une population, de celle de l'élève du C.E.G. à celle des élus, avec la coopération d'enseignants professant sur place ou d'universitaires de Paris-Sud qui attachent un intérêt passionné à l'expérience : « C'est le musée de tous les habitants de la région, précise M. Feneant, président de l'assemblée, à qui revient cette initiative.

Quatre salles ont été aménagées dans une bâtisse du dix-huitième siècle qui abrita un temps la gendarmerie. L'une d'entre elles est réservée à la présentation des fossiles ; la plupart des tableaux schématiques ont été réalisés par des collégiens dans le but d'initier le visiteur peu averti de géologie. Les trois autres s'attachent à circonscrire l'histoire locale, le folklore régional.

BERNARD POUPEL.

★ Musée du Savignéen, 37 Savigné-sur-Lathan (entre Château-Lavallière et Langeais). Visite gratuite tous les jours sauf le jeudi.

Nord

BUREAUX EN STOCK

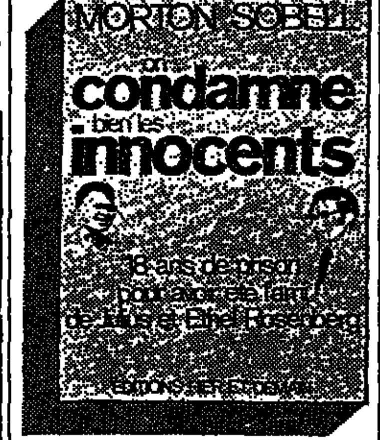
P*LUS de 30.000 mètres carrés* de bureaux sont disponibles dans la métropole du Nord. *Au rythme actuel des ventes ou des* locations, et en tenant compte des chantiers en cours, il faudra plus de deux années pour « éponger » le stock.

*Cette situation n'est pas sans sus*citer quelques inquiétudes. La chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing *vient de créer un « observatoire* permanent du marché des bureaux ». Cet organisme rassemble six représentants des principaux promoteurs privés et les représentants des promoteurs publics, tels que *l'agence d'urbanisme, la ville* nouvelle de Lille-Est, la chambre de commerce, etc. Il doit permettre d'analyser concrètement toutes les données du problème afin de dégager quelques lignes de force sur la localisation des bureaux, les prix de vente et de location, le type de prestation attendu par la clientèle.

Si l'essor du tertiaire a été sensible ces dernières années et a compensé en partie la perte des emplois industriels (ce n'est qu'en 1974 qu'il a dépassé le cap des 50 % du nom*bre total des emplois), on constate* maintenant une stagnation. Le plus grand projet, le Diplodocus, qui doit *s'élever au centre de Lille,* est toujours en panne en dépit d'affirmations répétées sur la réouverture *prochaine du chantier.*

Pourtant, la métropole du Nord se veut être un centre de services de haute qualité, mais les demandes venant de l'extérieur sont très rares. La plus grande partie des bureaux, dont les prix de location, de 235 F le mètre carré à 410 F, sont supérieurs à ceux pratiqués à Lyon ou à Marseille, sont occupés par des administrations régionales. Plus encore, les immeubles de bureaux se concentrent dans la ville de Lille, dédaignant le reste de la métropole. Seule la capitale des Flandres exerce sur ce plan une certaine « attractivité ». Roubaix et Tourcoing, villes aux prises avec de graves difficultés, s'interrogent de plus en plus sur les vertus d'une métropole dont elles sont pourtant partie intégrante.

GEORGES SUEUR.



JUSTICE

APRÈS LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

L'autre affaire Portal

Il y a deux affaires Portal. Celle de quelque littérateur soucieux d'apparaître, tel le Voltaire de l'affaire Calas, défenseur du « faible », avide de dénoncer des lois qui vont à l'encontre de la justice et ne craignant pas de s'écrier : « C'est une nouvelle affaire Dreyfus. »

Et puis, il y a celle de la commission spéciale d'enquête — dont le rapport vient d'être publié, — où l'on voit un *charmant veuf, Léonce Portal*, sans baronnage ni particule, quoi qu'il en dise, devenir, après un second mariage à l'âge de soixante-six ans, hargneux, procédurier, *détestable perdant et mauvais payeur.*

Si imbroglio juridique il y a, n'est-ce pas en grande partie par la faute de cette famille qui va multiplier pendant quinze ans plaintes et procédures avec l'aide de vingt-neuf avocats et avoués différents et obtenir ainsi soixante et onze décisions judiciaires ?

A en croire la commission présidée par M. Roland Maspetiol (chargée simplement d'examiner les procédures civiles, elle ne parle pas du scandaleux assaut au cours duquel fut tué Jean-Louis Portal), il n'y a pas d'« affaire ». « Le domaine de la Fumade est régulièrement sorti du patrimoine de la famille Portal. Il a été vendu aux enchères publiques à la requête d'un créancier impayé et a été adjugé dans des conditions normales. » Et si cette version était la bonne ?

Le 24 avril 1911, Léonce Portal, alors âgé de vingt-sept ans, épousait, sous le régime de la communauté d'acquêts, Elina Gauthier. Il était agent immobilier comme son père. Quatorze ans plus tard, en 1925, il achètera le domaine de la Fumade à un de ses cousins éloignés, Williams Louis Portal. L'acte, qui porte vente, en plus de la propriété, d'un immeuble à Montauban, comprend une interdiction pour l'acquéreur d'aliéner ces biens pendant trente ans.

A la mort de Mme Léonce Portal, le 2 juillet 1948, et en l'absence d'un testament de celle-ci, la Fumade revient pour un quart à sa seule héritière, sa sœur, Mme Itey. Un partage partiel est effectué, sans la moindre contestation, entre M. Portal et sa belle-sœur.

Peu attachée au domaine, cette dernière va chercher, dès 1949, à se défaire de ses droits. Léonce Portal ne désirant pas les acquérir, Mme Itey va les vendre à deux agents immobiliers, MM. Escarmant. Pour tenir compte de la clause d'inaliénabilité, il est alors entendu que les agents immobiliers et le propriétaire principal resteront dans l'indivision jusqu'en 1955.

« Procédure abusive »

Le mariage, le 29 juin 1950, de Léonce Portal, avec une femme, Anna Niepokulwiska, de quarante ans sa cadette, va changer l'état d'esprit du copropriétaire de la Fumade, d'autant que deux enfants, Marie-Agnès et Jean-Louis, naîtront en 1951 et 1952. *« L'ère des accords et des ententes est close,* explique le rapport. *L'ère de la procédure commence.* »

Assigné en 1955 par MM. Escarmant en partage de la Fumade, Léonce Portal soutient *alors qu'il n'avait pas acheté* le domaine, mais que celui-ci lui avait été donné et lui appartenait donc en propre. Il ajoute que l'acquisition par MM. Escarmant des droits de sa belle-sœur est irrégulière, puisque en contradiction avec la clause d'inaliénabilité trentenaire.

Après deux jugements, deux arrêts en appel et deux arrêts de la Cour de cassation, il sera établi que l'acte du 24 juin 1925 est bien une vente, *mais que* les agents immobiliers n'ont pu acheter, en 1949, des biens inaliénables jusqu'en 1955.

Par un acte de 1957, Mme Itey cède à nouveau ses droits à MM. Escarmant, ce qui amène ces derniers à engager, en 1960, une procédure en partage. Au *terme de cetet seconde action,* il sera acquis que les agents immobiliers sont devenus propriétaires indivis de La Fumade et de la maison de Montauban. Une requête de Léonce Portal tendant au mintien dans l'indivision est ensuite rejetée, puis une autre procédure dilatoire qui entraînera la *condamnation* de celui-ci pour *« procédure abusive ».*

La mauvaise foi

En 1967, le partage est effectué : les Portal conservent la Fumade et laissent à MM. Escarmant la maison de Montauban, plus une soulte de 300 000 F. Ils ne la paieront jamais.

Mais ce partage ne met pas fin aux dissensions. En 1968, Léonce Portal dépose chez un notaire parisien un testament de sa première femme l'instituant légataire universel. Sans se prononcer sur l'authenticité de ce document, la commission en remarque l'étrange orthographe, jusque dans le propre nom de la testatrice. Fort de ce document, Léonce Portal fait publier à la Conservation des hypothèques de Montauban une attestation d'un notaire — choisi volontairement hors du pays — le déclarant propriétaire de la Fumade et de la maison de Montauban, inscription en évidente contradiction avec les jugements précédents.

Dans le même temps où il engageait toutes ces actions, Léonce Portal, trop vieux pour cultiver correctement ses 170 hectares de terre, laissait la propriété se détériorer. Bientôt, il ne pouvait payer ni ses métayers, ni son valet de ferme, ni son percepteur, ni même son boulanger.

C'est alors l'engrenage des emprunts hypothécaires, des reconnaissances de dettes, puis des procédures — en faux — contre ces créanciers où la mauvaise foi des Portal est patente. Bientôt, Léonce Portal n'emprunte plus que pour rembourser — irrégulièremnt — les intérêts des 300 000 francs prêtés par des particuliers auxquels s'ajoutent des prêts du Crédit agricole et les dettes vis-à-vis de MM. Escarmant et de plusieurs autres particuliers. Problèmes envenimés par le fait que le notaire qui s'était chargé de trouver les prêteurs, Mᵉ Valette, est condamné pour abus de confiance et banqueroute.

Mais les créanciers existaient, et l'un d'eux, las d'attendre le remboursement de 70 000 francs (prix de son travail sur les terres du domaine), demande la vente des biens des Portal. Une faible publicité et l'absence d'enchérisseurs (d'autant que la propriété était en fort mauvais état et que les Portal avaient fait savoir qu'ils resteraient à la Fumade coûte que coûte) feront une mauvaise vente. M. Rivière achètera pour 400 000 francs, le 8 juin 1972, un domaine qui en valait au moins 500 000. Étrange pratique, il était représenté par un avoué de Montauban, Mᵉ Cambiel, qui était aussi le *conseil du créancier qui avait* réclamé la vente et choisi le montant de la mise à prix.

« Question de déontologie », comme le dit le rapport qui recommande quelques améliorations tant en ce qui concerne les actes de notoriété et les ordonnances d'envoi en possession que pour les saisies immobilières *(publicité,* mise à prix).

Si l'on exclut une contradiction due à une application mécanique des textes et dont il sera possible de sortir — si le testament d'Elina Portal est reconnu authentique — par une action en pétition d'hérédité ou par une requête civile, la justice, à la lecture de ce rapport, n'a rien à se reprocher. Il n'y a plus, sur le plan civil, d'affaire Portal.

BRUNO DETHOMAS.

« L'AFFAIRE PORTAL DÉMYTHIFIÉE »

« L'Affaire Portal démythifiée », c'est le titre d'un livre que M. Guy Chassagnard, journaliste au siège de « Sud-Ouest » à Montauban, vient de faire paraître aux éditions Segnat (1). Comme le titre de son ouvrage l'indique, notre confrère, qui a *suivi toute cette affaire depuis* son début — et y a même participé à son corps défendant puisqu'il a été retenu comme otage pendant quelques heures par la famille Portal, — a su la ramener à ses justes proportions et surtout retrouver celui qu'il considère comme le responsable initial : « Il est en effet indéniable, écrit-il, que si Léonce Portal ne s'était pas, volontairement, enfermé dans le cercle infernal de la procédure à seule fin de conserver, envers et contre tous, une terre qui ne lui appartenait pas en propre, il n'y aurait pas eu de gendarmes à la Fumade et son dernier fils, Jean-Louis, n'aurait pas trouvé une mort absurde autant qu'inutile au bout du chemin. »

(1) Editions Segnat, 82230 Monclar-de-Quercy. 165 pages, 19 F.

● *L'attentat de Brennilis : la cour de sûreté est saisie de l'affaire.* — Confiée jusqu'à présent au parquet de Quimper, l'enquête sur l'attentat perpétré le 15 août ocntre la centrale nucléaire des monts d'Arrée sera menée sous l'autorité de la Cour de sûreté de l'Etat.

Le F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne - Armée révolutionnaire bretonne) en a revendiqué la responsabilité une nouvele fois, après l'appel téléphonique reçu par l'A.F.P., par une lettre postée samedi 16 août à Pontivy. Le bureau politique du *mouvement* autonomiste breton précise dans ce message que cette action *« constitue un dernier avertissement »,* et affirme que *« le peuple breton ne tolérera aucune implantation nucléaire sur son territoire ».*

FAITS DIVERS

UNE QUINZAINE D'INCENDIES DE FORÊT ONT ÉCLATÉ DANS LE VAR ET EN CORSE

Attisés par un fort mistral et favorisés par la sécheresse, une quinzaine d'incendies de forêt ont éclaté, lundi 18 août, dans le sud-est de la France, prenant d'assez grandes proportions dans le Var et en Corse.

Deux cent cinquante hectares de pins et de garrigues au Cannet-des-Maures et 1 200 hectares de landes et de chênes verts entre Carcès et Le Thoronet — où le feu n'était pas totalement maîtrisé ce mardi matin — ont déjà été détruits. A Brignoles, deux sapeurs-pompiers ont été légèrement blessés. Les huit Canadair stationnés en Provence et près de cinq cents sauveteurs ont été mobilisés.

En Corse, plusieurs incendies ont été circonscrits à Francardo, près d'Omessa, à Castiria, à Caporalino et dans la forêt de l'Ospedale. Le trafic ferroviaire entre Ajaccio et Bastia a dû être interrompu.

● *Incendie à l'usine Ugine-Kuhlmann d'Aubervilliers.* — Trois sapeurs-pompiers ont été assez sérieusement brûlés par des projections d'acide dilué, alors qu'ils combattaient l'incendie qui s'est déclaré, lundi 18 août, vers 17 heures, dans un important dépôt des usines Ugine-Kuhlmann, situé 26, rue Haie-Coq, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Le sinistre, qui a éclaté dans un atelier de conditionnement de petits emballages, juste après la sortie des ouvriers, a été maîtrisé au bout de trois heures par quelque cent cinquante sapeurs-pompiers.

Une certaine quantité de matières plastiques et de produits chimiques a été détruite. C'est la deuxième fois en une semaine qu'un incendie se produit dans ces bâtiments, d'aspect très vétuste, des usines Ugine-Kuhlmann.

● *Le tribunal de Châlons-sur-Marne* a condamné le conducteur de l'ID 19 qui, dans la nuit du 14 au 15 août, avait pris en chasse une R 4 à Cheppes-la-Prairie (Marne), à six mois de prison, trois ans de suspension de permis de conduire et 200 F d'amende. Le conducteur, Patrick Neel, âgé de vingt-trois ans, avait heurté à plusieurs reprises le véhicule, qui avait fini par percuter un mur. Les cinq occupants de la R 4, avec lesquels il s'était querellé dans un bal de Songy, avaient été blessés.

● *Une mère de famille enceinte de six mois,* Mme Fazia El Maroizi, a été attaquée à Cavaillon (Vaucluse), pendant la nuit du 14 au 15 août, par deux individus qui, à coups de pied et de cravache, ont tenté de lui faire avouer où elle dissimulait ses économies. L'enfant de Mme Fazia El Maroizi est décédé. Les agresseurs n'ont pas été retrouvés.

SPORTS

VOILE

GUY CORNOU VAINQUEUR DE LA COURSE DE «L'AURORE»

Les concurrents de la course de « l'Aurore », partis de La Baule le 5 août, sont arrivés au *Croisic à l'aube du 19 août.* Au classement général, la première place revient à Guy Cornou, qui devance Gilles *Gahinet.*

Créée en 1970, la course de *l'Aurore* attire chaque année des navigateurs confirmés souvent fidèles à l'épreuve et parfois pittoresques. Il s'agit pour eux de couvrir un millier de milles en trois étapes : La Baule - Perros-Guirec (380 milles), Perros-Kinsale (Irlande) (270 milles), Kinsale-Le Croisic (370 milles).

Ce trajet coupe à maintes reprises, dans la Manche, la route des cargos la plus fréquentée du monde. Or chaque concurrent est seul à bord. C'est dire que se reposer et dormir pose parfois bien des problèmes. *L'abordage de Ridendo* par un pétrolier, lundi matin, n'a heureusement provoqué que des dégâts matériels.

Les organisateurs ont eu la bonne idée d'instituer une épreuve disputée en temps réel, sans handicap. Tous les bateaux offrent les mêmes possibilités ; ce sont des half-tonners (21,7 pieds de jauge), catégorie assez répandue en France, mesurant environ 9 m de long *et offrant souvent une habitabilité* appréciable.

Treize navigateurs s'affrontaient cette année, parmi lesquels une jeune Anglaise, Miss Claire Francis, qui a gagné la troisième étape. La course a été remportée avec aisance par Guy Cornou, Breton de Quimper, âgé de quarante-deux ans, ancien capitaine au long cours. Son voilier, *Jabadao,* très à l'aise en toutes circonstances, est un clipper M.C., dessiné par André Mauric et construit en bois par le chantier Robert Craff de Bénodet. Il mesure 8,94 m de long, 7,55 m à la flottaison, 3 m de large, 1,71 m de tirant d'eau, porte *33,20 m2 de voilure,* pèse 2,3 tonnes dont 1,4 de lest, et dispose de quatre ou cinq couchettes.

Y. A.

Temps réel et temps compensé

Lorsque des voiliers de même catégorie (470, 505, Corsaire, etc.) disputent des régates, l'ordre d'arrivée détermine le classement. Il en est de même pour les bateaux qui, sans être identiques, offrent, selon les règles de l'I.O.R. (International Offshore Rule), les mêmes possibilités, c'est-à-dire le même « rating » exprimé en pieds de jauge (entre 16 et 70 pieds). C'est le cas par exemple des « quarter tonners » (18 pieds), « half tonners » (21,7 pieds), etc. Les épreuves ainsi courues, en temps réels, *faciles à suivre, remportent de plus en plus de succès.*

Mais les grandes compétitions de haute mer continuent presque toujours à faire appel aux handicaps afin d'égaliser les chances de concurrents très dissemblables. Ainsi, l'Admiral's Cup (constituée de quatre épreuves dont le Fastnet est la dernière et la principale) oppose des unités jaugeant de 30 à 44 pieds. Le temps que met chaque bateau à couvrir la distance imposée est corrigé *en fonction du coefficient qui lui est propre, coefficient lié à son* rating *calculé selon une formule assez compliquée dans laquelle interviennent la longueur, la surface de voilure, etc., etc.*

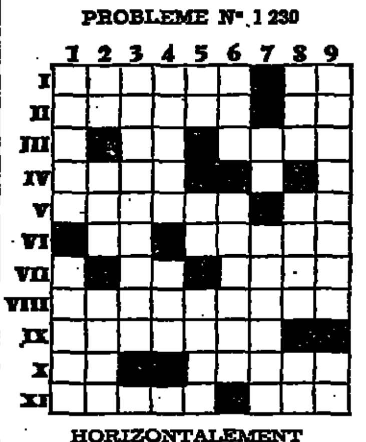
Le pied de jauge ne doit pas être confondu avec le pied, unité de mesure valant 0,305 mètre. On observe seulement que la longuëur à la flottaison d'un bateau exprimé en pieds ne s'écarte guère du rating *et lui est généralement un peu supérieur. Ainsi les « half tonners » de 21,7 pieds de jauge mesurent le plus souvent de 6,50 mètres à 7 mètres à la flottaison.*

OMNISPORTS. — *M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a fait allusion, le lundi 18 août, à France-Inter aux récents résultats des finales européennes de natation et d'athlétisme. Déplorant les médiocres résultats des participants français, il a déclaré :* « Ce ne sont pas les athlètes qui sont en cause. C'est la politique sportive du gouvernement qui est mise en accusation ,le manque de crédits, la pauvreté du sport à l'école pour lequel le gouvernement fait si peu d'efforts. »

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 1 230



HORIZONTALEMENT

I. C'était un droit qu'à la porte on acquittait en entrant ; Préfixe. — II. A toujours été à la recherche d'un difficile équilibre ; Pronom. — III. Résultat d'une contraction ; La conséquence d'une chute quotidienne. — IV. Mauvaise conseillère. — V. Indices d'une asepsie insuffisante ; Ne détale jamais. — VI. Réchauffait des Egyptiens ; Est toujours salée. — VII. Abréviation ; Bête de somme. — VIII. Eclatantes. — IX. Réclame parfois une urgente réparation. — X. Pronom ; Coule en France. — XI. D'un auxiliaire; Trouve aisément des admirateurs béats.

VERTICALEMENT

1. Leur extrême fraîcheur se reconnaît à la tiédeur de leur contact ; Drame en un acte. — 2. Symbole chimique ; Coule de source ; Lieu touristique de France. — 3. Gaillards d'arrière. — 4. Un chrétien pour un musulman ; Port étranger. — 5. En trop ; Sur une carte du Maroc ; A confiance en quelqu'un. — 6. Fin de participe ; Preuves de civilité. — 7. Parfois charrié, toujours estimé ; Des perles d'une incontestable pureté. — 8. Pacha; Petite, coûte généralement cher; Grecque. — 9. En très fâcheuse position ; Conjonction.

Solution du problème nº 1 229

Horizontalement

I. Prochain. — II. Auer; Néon. — III. Te ; OT ; S.T.O. — IV. Ilotes. — V. SL ; Tno ; RP. — VI. Semeur ; Ie. — VII. Usitées. — VIII. Eve ; Tiret. — IX. Rosiers. — X. Et ; Or. — XI. Saines ; Sa.

Verticalement

1. Pâtissières. — 2. Ruelle; Vota. — 3. OE ; Mues. — 4. Crottes ; Ion. — 5. Ténuité. — 6. An; Sortiras. — 7. Ies ; Ers. — 8. Notariée ; Os. — 9. No ! ; Pestera.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*

Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des 18 et 19 août 1975 :

UN DECRET

● *Portant assimilation à des catégories existantes,* en vue de la revision des pensions, des emplois supprimés des anciens cadres de l'État et cadres généraux de la France d'outre-mer.

DES ARRETES

● *Relatif* au régime de sécurité sociale des étudiants ;

● *Définissant* les services ferroviaires suburbains.

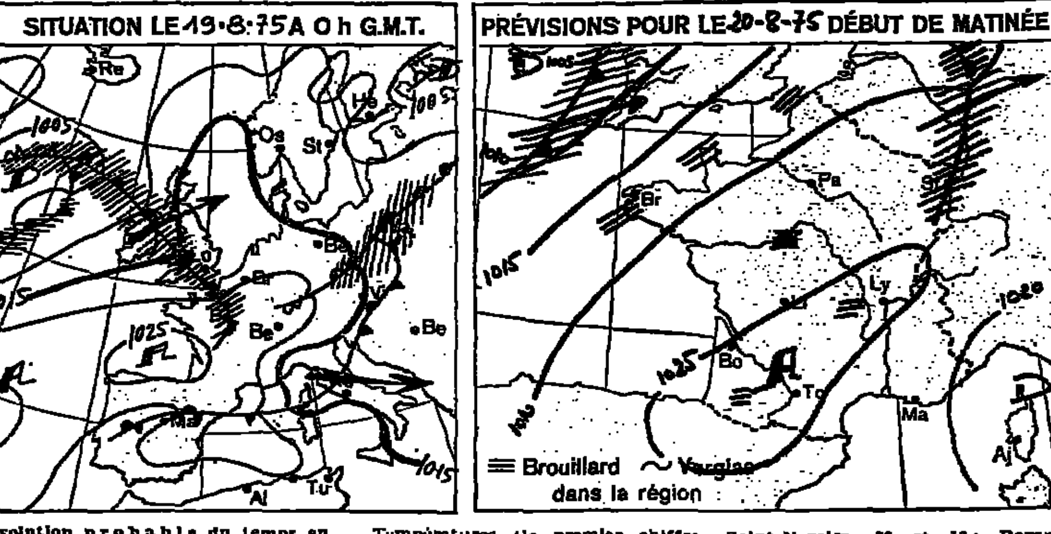
DES LISTES

● Des personnes autorisées à exercer les professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme en application de l'article premier (II) de la loi nº 72-661 *du 13 juillet 1972 et dans* la limite des nombres maxima prévus au titre des années 1973 et 1974 ;

● D'aptitude à l'emploi d'élève ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile :

● Des élèves de l'école spéciale d'architecture ayant obtenu à la deuxième session 1974 *le diplôme* d'architecte D.E.S.A.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 août à 0 heure et le mercredi 20 août à 24 heures :

La France, qui restera dans une zone de pressions relativement élevées, ne sera que faiblement affectée dans le Nord par l'air maritime qui alimente la perturbation des îles Britanniques. *Cependant,* dans la soirée, la limite perturbée, actuellement au nord des Açores, s'approchera de notre pays.

Mercredi, le temps sera très nuageux et brumeux le matin près des côtes de la Manche, ainsi que du Nord à l'Alsace, où des bruines éparses tomberont, puis on notera le développement d'éclaircies. L'après-midi et le soir, les nuages deviendront de nouveau abondants sur la Bretagne, la Vendée et le Cotentin, avec le début de quelques pluies. Sur le reste de la France, le temps sera bien ensoleillé, mais des brumes ou des brouillards et quelques nuages bas seront observés temporairement dans les premières heures de la matinée du Bassin aquitain au Centre-Est. Le soir, une tendance orageuse commencera à apparaître *sur l'ouest du Bassin aquitain.*

Les vents, qui s'organiseront au sud ou sud-ouest du nord de la Charente à la Manche, deviendront modérés sur l'extrême Ouest.

Les températures maximales de la journée seront en hausse, sauf sur le Nord-Ouest et l'Ouest.

Mardi 19 août, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1 020,6 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 août ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19) : Ajaccio, 29 et 17 degrés ; *Biarritz,* 22 et 15; Bordeaux, 25 et 15; Brest 20 et 15 ; Caen, 22 et 16 ; Cherbourg, 20 et 18 ; Clermont-Ferrand, 24 et 15 ; Dijon, 21 et 15 ; Grenoble, 22 et 11 ; Lille, 23 et 14 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille, 27 et 20 ; Nancy, 20 et 12 ; Nantes, 23 et 18 ; Nice, 27 et 21 ; Paris - Le Bourget, 24 et 16 ; Pau, 22 et 16 ; Perpignan, 29 et 20 ; Rennes, 24 et 16 ; Strasbourg, 21 et 13 ; Tours, 24 et 17 ; *Toulouse, 25 et 15* ; Pointe-à-Pitre, 33 et 24 ; Boulogne, 20 et 16 ; Deauville, 20 et 16 ; Granville, 21 et 17 ; Saint-Nazaire, 23 et 18 ; Royan - La Coubre, 22 et 20 ; Sète, 27 et 20 ; Cannes, 31 et 20 ; Saint-Raphaël, 31 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 21 et 10 degrés ; Athènes, 29 et 23 ; Bonn, 21 et 11 ; Bruxelles, 22 et 13 ; Iles Canaries, 29 et 22 ; Copenhague, 21 et 10 ; Genève, 20 et 11 ; Lisbonne, 30 et 19 ; Londres, 24 et 16 ; Madrid, 33 et 18 ; Moscou, 22 et 15 ; New-York, 29 et 21 ; Palma-de-Majorque, 31 et 23 ; Rome, 29 et 19 ; Stockholm, 19 et 6. Alger, 33 et 18 ; Tunis, 34 et 22 ; Casablanca, 27 et 19 ; Barcelone, 29 et 19 ; Dakar, 29 et 27 ; Eilath, 38 et 29.

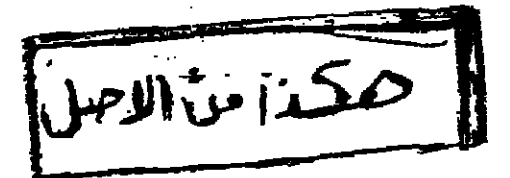
Visites et conférences

MERCREDI 20 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., au pied de l'ascenseur, Mme Legregeois : « L'Arc de triomphe ». — *15 h., 62, rue Saint-Antoine,* Mme Pennec : « Hôtel de Sully ». — 15 h., métro Louvre, Mme Thibaut : « Le Louvre sous Louis XIII ». — 15 h., entrée de la chapelle, Mme Vermeersch : « Chapelle de la Sorbonne et Université ». — 15 h. 30, hall gauche du château, Mme Oswald : « Le château de Maisons-Laffitte ». — 15 h., façade, portail gauche, Mme Zujovic : « Notre-Dame de Paris ».

Réunion des musées nationaux. — 10 h. 30 et 15 h., musée du Louvre : « Visite des chefs-d'œuvre des collections » (français et anglais).

15 h., square Painlevé : « La Sorbonne et les collèges » (Association française des arts). — 15 h., 2, rue Pavée : « Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers. Le couvent des Blancs-Manteaux » (A travers Paris). — 15 h. 15, 8, rue de la Ferronnerie : « De l'assassinat du roi Henri IV aux *Innocents et à l'église* Saint-Leu » (Mme Barbier). — 15 h., 40, rue Bichat : « L'hôpital Saint-Louis » (Mme Ferrand). — 15 h., portail central de Notre-Dame : « Les parties hautes *de Notre-Dame* et le panorama sur Paris » (Paris et son histoire).



VOILE

CORNOU VAINQUEUR
COURSE DE «L'AURORE»

temps réel et temps compensé



et conférences



Le Monde DE LA MÉDECINE

La santé du tiers-monde et la responsabilité des nantis

Les populations des pays du tiers-monde ont à faire face à des problèmes multidimensionnels, dont la lutte contre les maladies n'est qu'un des aspects. Cependant, l'état de santé d'une population conditionne tout à la fois son espérance de vie active, son aptitude au travail, ses possibilités d'éducation, préalables à tout développement.

Certaines maladies liées à des conditions climatiques (paludisme par exemple) ou à de mauvaises conditions sanitaires (lèpre, trachomes, etc.) affectent en priorité les habitants de ces pays défavorisés à tous égards. Mais d'autres maladies peuvent aussi atteindre ces populations pour des causes intrinsèques, dans la mesure où elles sont liées à des facteurs génétiques, raciaux, que la consanguinité favorise, comme on le verra ci-dessous pour cette affection particulière des globules rouges, *l'anémie falciforme*, qui concernent plus de trente millions de Noirs et seulement des Noirs.

A l'inégalité de départ devant ces maladies s'ajoutent des facteurs aggravants qui engagent bien souvent la responsabilité des pays occidentaux. *L'indifférence des populations nanties pour des maladies qui ne* les concernent pas directement, mais aussi leur cupidité pour améliorer leur santé personnelle au détriment des autres, comme en *témoigne* cette véritable « traite du sang » dénoncée par l'Organisation mondiale de la santé, enfin, un certain racisme, *dont l'Afrique du Sud fournit le plus criant* exemple (« le Monde » daté 17-18 août), mais qui n'en est pas moins sous-jacent un peu *partout* ailleurs, *constituent* autant de causes de détérioration d'une situation sanitaire des plus précaires pour ne pas dire catastrophique.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

L'ANÉMIE FALCIFORME :
un fléau pour trente millions de Noirs

La drépanocytose est une maladie sanguine, héréditaire, d'une morbidité extrême chez les sujets ayant hérité la tare de leurs deux parents et pour laquelle aucun traitement curatif n'existe encore. Cette affection est pratiquement l'apanage de la race noire. La gravité de cette maladie tient au fait que son incidence peut être extraordinairement élevée ; dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, où des études épidémiologiques ont été conduites sur une grande échelle, le pourcentage des porteurs du trait (porteurs de la tare) est compris entre 30 et 40 % de la population.

D'après des renseignements encore fragmentaires, l'incidence de cette affection est également très élevée dans les départements et territoires d'outre-mer.

Par le professeur JEAN ROSA (*)

LA drépanocytose (du grec *drepanos :* faucille) est une affection caractérisée par la présence dans les globules rouges d'une hémoglobine anormale, dite Hb S. Dans cette hémoglobine, un acide aminé, parmi les trois cents formant les deux chaînes, alpha et bêta, constituant la molécule d'hémoglobine normale, est remplacé par un acide aminé d'une autre variété. Cette substitution est transmise génétiquement. Dans les globules rouges des sujets transmetteurs de l'affection, on trouve environ 50 % d'hémoglobine normale, dite Hb A, et 50 % de l'hémoglobine S (anormale). Cela permet, par une technique extrêmement simple, l'électrophorèse de l'hémoglobine (1), de détecter les sujets transmetteurs (appelés aussi porteurs du trait). Ces sujets sont pratiquement sains, et l'on débat *encore des limitations à leur conseiller pour* certaines activités professionnelles.

Les sujets homozygotes, c'est-à-dire qui ont hérité la tare de leurs deux parents, sont dits drépanocytaires, ou encore atteints d'anémie falciforme. Statistiquement, d'après les lois de Mendel, cette affection survient chez un enfant sur quatre d'un couple de porteurs de la tare, car la transmission n'est pas liée au sexe.

Les globules rouges des sujets homozygotes ne contiennent pratiquement que de l'hémoglobine anormale. Lorsque ces globules sont exposés à une atmosphère un peu raréfiée en oxygène, l'hémoglobine S devient insoluble et s'agrège en très longues fibres solides qui font perdre au globule rouge à la fois sa forme arrondie et sa très grande souplesse, qui lui permet de se déformer sans cesse. Cette plasticité physiologique est un facteur essentiel pour une bonne circulation des globules le long des innombrables capillaires qui irriguent les tissus.

Des globules en faucille

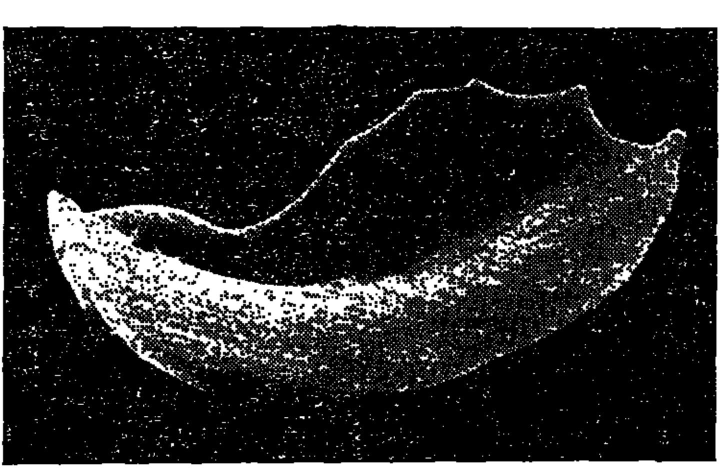
Les globules drépanocytaires en l'absence d'oxygène, renfermant alors des fibres rigides faits de bâtonnets d'hémoglobine S, se déforment de façon permanente, prenant une forme de faucille (on dit qu'ils « falciforment »). Ils sont rigides ; cette rigidité et l'allongement de leur diamètre font que ces globules se bloquent très souvent dans des capillaires, entraînant des arrêts d'irrigation dans les tissus traversés par ces vaisseaux. Cela entraîne un processus analogue à celui survenant au cours de l'infarctus du myocarde.

Ces petits infarctus se produisent dans n'importe quel tissu, déclenchant lors de leur survenue des crises douloureuses extrêmement pénibles et lésant les tissus où ils se sont produits.

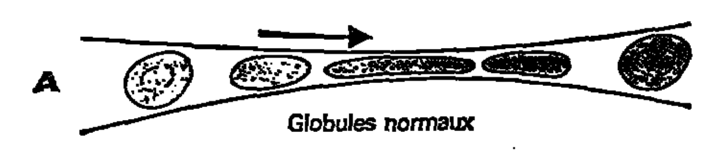
De crise en crise, les malheureux enfants deviennent de plus en plus impotents, atteints d'infirmités multiples, et finissent par mourir dans des conditions lamentables. La maladie ne commence à se manifester que quelques mois après la naissance, car, au cours des premiers mois de la vie, les globules du nourrisson contiennent encore de l'hémoglobine fœtale qui les protège contre la falciformation.

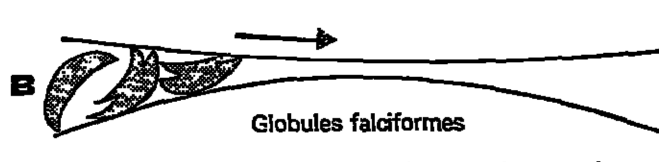
La gravité du problème tient à l'épidémiologie et à l'absence de possibilités thérapeutiques concernant cette affection.

L'incidence de la tare est exceptionnellement élevée. Le nombre des porteurs dépasse 12 % de la population noire aux Etats-Unis, où cette affection est un problème prioritaire de santé. En Afrique, l'incidence oscille entre 18 et 40 % suivant les territoires. Cette affection, qui semble bien être apparue dans la race noire, se retrouve partout où celle-ci a été présente. On peut estimer a plus de 30 millions le nombre des sujets porteurs de cette tare. Il s'agit sans conteste de la tare morbide détectée la plus fréquente de par le monde. La raison de cette extraordinaire fréquence est très probablement liée au fait que cette affection diminue considérablement la morbidité paludéenne.



Globule rouge en forme de faucille, d'où le nom d'anémie « falciforme » donné à la maladie dont il est la cause. (Photo du professeur Marcel Bessis, Institut de pathologie cellulaire, Bicêtre, extraite de « Corpuscules », éditions Springer Verlag.)





Malgré des recherches extrêmement poussées depuis plusieurs années (aux Etats-Unis, les crédits affectés à la recherche sur la drépanocytose sont comparables au montant des crédits français consacrés aux recherches sur les leucémies et sur le cancer), aucune thérapeutique spécifique n'a pu être mise au point à l'exception de transfusions massives lorsque les crises sont déclenchées ou encore des thérapeutiques générales de réanimation et de prévention des surinfections. De ce fait, la durée de survie de ces enfants a augmenté.

L'absence de toute thérapeutique curative pose donc de façon immédiate le problème de la prévention de cette affection.

Sous l'influence de l'Organisation mondiale de la santé et de certains gouvernements, des enquêtes très importantes ont lieu actuellement dans différents pays impliqués, visant à recenser le plus complètement possible les porteurs de la tare et les malades.

Les techniques permettant le dépistage sont parfaitement au point, faciles à mettre en œuvre en grande série et peu onéreuses.

Mais un tel recensement, de même que l'instauration d'un conseil génétique, n'est pas sans poser quelques problèmes.

Les avantages sont très importants. A l'échelon individuel, on renseigne les porteurs de la tare sur leur état. Cela permet de leur éviter des accidents rares mais graves (crises de falciformation survenant en cas d'exposition à une atmosphère à basse pression d'oxygène, séjours en altitude, accidents de dépressurisation en cas de voyages aériens ou accidents professionnels : plongées, etc. D'autre part, cela permet de renseigner les hétérozygotes (porteurs de la tare provenant d'un des deux parents) sur les risques qu'encoure leur descendance à l'échelon national.

A première vue donc, l'enquête épidémiologique et l'instauration d'un conseil génétique pourraient apparaître comme ne présentant que des avantages. Mais la réalité qui s'exprime dans de nombreux articles et au cours de débats souvent agités, de colloques sur l'hémoglobine ou sur la génétique humaine, est assez différente. Certains soulignent, en effet, les risques qu'un tel fichage pourrait éventuellement faire courir si de tels renseignements étaient utilisés de façon discriminatoire professionnellement ou socialement. Des perturbations d'ordre familial ont également été signalées après intervention du conseil génétique : ruptures d'unions consécutives à la révélation d'illégitimité, incompréhension dans les lois génétiques, qui font que les parents se rejettent la responsabilité de l'apparition de la maladie.

La politique n'est d'ailleurs pas absente de ce débat. Les uns reprochant aux pays nantis de ne pas investir suffisamment dans les recherches sur ce fléau ne frappant que la race noire, d'autres voyant au contraire dans ces enquêtes et ces conseils l'expression particulièrement sournoise d'un certain racisme.

Sous-jacente à ce débat, il y a d'ailleurs le fait fondamental que, étant donnée la fréquence de la tare, des élites africaines ou de la population noire des Etats-Unis sont impliquées personnellement, en nombre considérable, dans ce problème.

La France impliquée

La France est directement impliquée dans ce problème de santé.

1) En raison de sa très haute incidence dans les DOM et les TOM.

2) En raison de sa fréquence dans *les pays africains francophones*, qui, traditionnellement, se tournent vers la France pour trouver une aide dans *le domaine médical.*

3) En raison du nombre des travailleurs émigrés porteurs de la tare, ce qui implique une familiarisation des médecins métropolitains dans une affection qu'ils risquent de méconnaître.

4) En raison de la nécessité d'une participation française aux grandes actions lancées par l'O.M.S.

Jusqu'à présent, les efforts français dans ce domaine ont été fragmentaires et ont dépendu pratiquement d'initiatives individuelles.

Cet état de choses est particulièrement fâcheux pour ce qui est des DOM-TOM. La situation en Martinique, en Guadeloupe et à la Réunion est en effet particulièrement préoccupante. La population de ces territoires est d'origine noire dans sa très grande majorité. L'insularité favorise tout naturellement la progression des tares par le phénomène bien évident de l'endogamie (unions se produisant dans des populations de taille limitée avec relativement peu d'apport ethnique venant de l'extérieur).

Or, contrairement à ce qui a eu lieu dans les îles antillaises anglophones ou même hispaniques, aucune *étude systématique n'a été entreprise* dans ces territoires.

Aucun conseil génétique n'a été établi. Seules des enquêtes fragmentaires ont eu lieu, qui ont montré que l'incidence de la tare devait être comprise entre 8 et 12 %.

En conclusion, la drépanocytose est un fléau mondial, et si les inconvénients réels signalés plus haut concernant les enquêtes et l'établissement d'un conseil génétique apparaissent moins importants que les avantages que l'on peut en espérer, différentes mesures devraient être étudiées d'urgence : mise en œuvre du dépistage systématique de la tare drépanocytaire dans ces territoires, utilisation de la protection maternelle et infantile, présentent de très grandes possibilités. On peut toucher en remontant aux parents la quasi-totalité de la population. D'autre part, la précocité de la détection permet une préparation psychologique avant l'âge du mariage.

Par ailleurs, il serait nécessaire de créer une commission examinant rapidement l'opportunité de l'instauration d'un conseil génétique d'abord localisé aux DOM-TOM, puis éventuellement étendu à la France *continentale, étudiant au fur et à* mesure de leur apparition la validité des mesures thérapeutiques *proposées.*

A l'heure actuelle, des recherches sont activement menées dans le but de pouvoir détecter les drépanocytaires « *in utero* » au cours de grossesses survenant chez les porteurs de la tare.

Ce qui vient d'être exposé plus haut peut être presque intégralement transposé sur une autre affection du globule rouge : la thalassémie, qui frappe plus particulièrement les *sujets originaires du pourtour méditerranéen.*

(1) Méthode d'analyse basée sur le mouvement de molécules ou de particules chargées électriquement, sous l'influence d'un champ magnétique dans un fluide. Elle est utilisée couramment pour séparer les différentes protéines du sérum sanguin en fonction de leurs différences de mobilité.

(*) Professeur à la faculté de médecine de Créteil, unité de recherches sur les anémies, INSERM.

Le retour en force du paludisme

APRES dix-neuf ans d'efforts, les experts du monde entier admettent que la lutte contre la malaria est un échec et que, de mois en mois, on assiste au retour du paludisme. « *Pendant des années, nous avons entretenu le mythe que l'éradication totale était possible. Maintenant, nous devons jeter l'éponge* », *a déclaré dernièrement le* docteur Halfdan Mahler, directeur général de l'O.M.S.

De fait, cette affection vient de refaire une apparition massive en Inde, d'où « la maladie n'avait *jamais été totalement éradiquée* ». A la suite d'efforts conjugués des organisations internationales et *d'une assistance financière considérable* des Etats-Unis, le paludisme, longtemps considéré comme l'un des plus importants problèmes de santé publique en Asie du Sud-Est, avait été quelque peu tenu en respect. Sa réapparition brutale en Inde, où le nombre de cas est passé de 1 300 000 en 1972, à 2 500 000 l'an passé, mais aussi au Bangladesh, en Birmanie, en Indonésie, en Thaïlande, au Népal et à Sri Lanka (17 cas en 1963, 315 000 l'an passé), semble être des plus préoccupantes, tant du point de vue de la mortalité que de l'entrave qu'elle met au développement de l'industrie et de l'agriculture.

Dans les régions d'Afrique situées au sud du Sahara, plus d'un million d'enfants de moins de deux ans meurent par an de la malaria.

Les experts voient à ce retour en force du paludisme plusieurs raisons : le relâchement des pays concernés, le triplement du prix du DDT et des insecticides (dérivés du pétrole), l'augmentation du prix de l'essence amenuisant les tournées de surveillance et de contrôle, la résistance accrue des moustiques vecteurs de la maladie à ces produits, enfin la diminution des crédits destinés à la lutte, et *notamment* la *suppression* de l'aide américaine.

Entre la résistance des moustiques et le prix de revient de plus en plus coûteux de l'assèchement des territoires où les insectes se reproduisent, il semble qu'il n'y ait plus guère d'espoir réaliste de pouvoir éliminer ni même ralentir la propagation de la maladie. C'est pourquoi l'intérêt se porte actuellement vers les recherches immunologiques. Il n'est pas exclu que, ces prochaines années, les efforts des chercheurs dans ce domaine, et notamment ceux du Guy's Hospital de Londres (Cohen, Mitchell et Bretler), aboutissent à la mise au point d'un vaccin qui, en une seule injection, permettrait d'immuniser l'organisme humain contre le parasite au moyen d'anticorps agissant au niveau larvaire avant que le *plasmodium* adulte n'aille se fixer à l'intérieur des globules rouges où il est inattaquable par les défenses naturelles.

Mais, il ne faut pas rêver : la vaccination contre le paludisme chez l'homme ne sera sans doute pas réalisable, encore moins applicable, à l'échelon des masses avant plusieurs années. Néanmoins, les résultats encourageants obtenus, en particulier chez des singes, laissent augurer que c'est par l'approche immunologique, et non plus chimique, que ce fléau pourra un jour être éventuellement éradiqué.

SAIGNÉS POUR DEUX DOLLARS

Lors de son assemblée mondiale, l'O.M.S. a dénoncé l'existence d'un « important commerce de sang humain et de ses dérivés » *établi dans les pays pauvres au bénéfice des pays riches.*

Selon une enquête d'experts menée conjointement par l'O.M.S. et les sociétés de la Croix-Rouge, un litre de plasma acheté 2 dollars dans les pays en voie de développement peut être vendu au moins 20 dollars dans certains pays avancés. Ce commerce a commencé il y a une dizaine d'années en Amérique latine et s'est récemment étendu en Asie et en Afrique.

Dans un document, l'O.M.S. souligne que ces procédés sont dangereux à la fois pour le donneur et le receveur. Le prélèvement de sang est généralement effectué et répété à intervalles rapprochés sur des personnes très pauvres et sous-alimentées qu'il affaiblit encore. Les donneurs sont, en outre, souvent malades, drogués ou alcoolique, et le sang prélevé risque, entre autres, de transmettre l'hépatite virale ou la syphilis.

L'O.M.S. condamne encore ce commerce car il fait échec à la création d'organismes publics du don du sang, fondés sur le volontariat, et draine vers les commerçants les donneurs ayant les groupes sanguins les plus rares, donc les plus demandés, ou ceux porteurs d'anticorps « d'une importance essentielle dans le traitement de certaines maladies ».

On se souvient que, voici deux ans, le Nouvel Observateur *(17 septembre 1973) avait dénoncé de la sorte, dans un article intitulé* « Les vampires du tiers-monde », *un important trafic de sang à Haïti, puis en Amérique latine à destination des Etats-Unis, qui avait conduit à de véritables saignées d'hommes dénutris offrant leur sang deux à trois fois par semaine pour quelques dollars.*

Ces pratiques sont d'autant plus révoltantes que l'état de santé précaire des populations des pays pauvres réclame aussi pour leur propre compte des collectes de sang ou de plasma.

Un Institut international d'études et de mise en place dans le tiers-monde de centres d'immunologie et de transfusion (INNIT) s'est créé en 1973 à Genève (1) à cette fin. Pour ne prendre qu'un exemple, un projet devant se développer en cinq ans a été établi par ses soins pour faciliter le développement de la transfusion sanguine au Sénégal et en Côte-d'Ivoire. Hormis les problèmes techniques nombreux que le projet doit résoudre, il convient, précise le rapport préliminaire, de « sensibiliser l'opinion et éduquer les gens pour que le don du sang soit admis ». *Le but ici est de* « permettre aux habitants des régions les plus favorisées de bénéficier aussi bien que ceux des villes des techniques simples de perfusion de sang ou d'autres substances issues du sang ».

(1) 14, rue Calvin, 1204 Genève (Suisse).

Coquillages, pollution et santé publique

Les dangers de la cueillette « sauvage »

CHAQUE été, des intoxications alimentaires liées à l'ingestion de coquillages sont signalées sur le littoral français. Manque d'épuration des eaux, inconscience ou fraude des vendeurs, ignorance ou insouciance des consommateurs en sont la cause essentielle. Cette année encore des touristes ont été intoxiqués par des moules qu'ils avaient récoltées dans la région du Havre.

La semaine dernière, une vague d'intoxications a été enregistrée à Villerville, à la suite du ramassage de moules par des milliers d'estivants lors des dernières grandes marées. Selon notre confrère *Ouest-France*, des centaines de personnes ont été atteintes de fortes diarrhées pour avoir ingéré des moules impropres à la consommation ramassées aux abords de la moulière, désormais interdite à la collecte directe.

Ces mesures interdisant le ramassage et la vente de coquillages ont été prises (mais ont-elles été toutes suivies d'effets ?) dans *plusieurs autres régions*, sur *les indications* de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.), préoccupé constamment de ces problèmes et chargé de *la surveillance* des produits de la mer.

Pourquoi les coquillages sont-ils particulièrement pollués ? Pourquoi les mollusques lamellibranches le sont-ils plus que les autres et en *particulier* que *les* crustacés, crabes et crevettes qui, dans les régions correspondantes, ne sont pas frappés des mêmes interdictions ?

C'est que la plupart des coquillages comestibles (huîtres, moules, palourdes, coques, etc.), à l'exception des violets, ne sont pas des véhicules passifs de la pollution microbienne : ils contribuent à l'épuration des eaux en filtrant, en retenant, en accumulant dans leur organisme des éléments pathogènes. Certaines moules, par exemple, peuvent contenir des virus et des bactéries dans la proportion des deux tiers de leur poids sec. Une douzaine d'huîtres peut correspondre, au point de vue des microbes, à l'équivalent d'un litre d'eau hyperpolluée, et il faut parfois un séjour de plus d'un mois en eau propre, pour les coquillages les plus contaminés, pour espérer faire disparaître la moitié de ces germes accumulés.

Le virus de l'hépatite est, actuellement, celui qui préoccupe le plus la santé publique, car, premièrement, il donne lieu à une affection grave, de longue durée, face à laquelle on ne possède encore aucune arme, ni préventive ni thérapeutique ; deuxièmement, la maladie se déclarant en moyenne deux à six semaines après la contamination, il est extrêmement difficile d'en retrouver la source. Un touriste itinérant, contaminé en août, pourra tomber malade fin septembre ou début octobre et, en admettant que le médecin déclare la maladie à la direction de l'action sanitaire et sociale, comme la loi lui en fait l'obligation depuis 1973, en admettant que la DASS enquête, ce qui est loin d'être la règle, il sera bien difficile de déterminer en quelle localité et dans quelles conditions il aura contracté la maladie. Les coquillages comestibles ne se bornent pas à héberger le virus de l'hépatite mais aussi toutes sortes de bactéries et virus terrestres pathogènes rejetés à la mer, comme les *colibacilles*, les salmonelles (dont celle de la *typhoïde*) et *différentes autres entérobactéries* qui provoquent à tout le moins des diarrhées, des staphylocoques ou même, plus rarement, le virus de la polyomyélite.

Un pourvoyeur de maladies microbiennes

La consommation de coquillages « sauvages » est devenue un pourvoyeur de maladies microbiennes suffisamment important pour que l'on s'en alarme et prenne des mesures rigoureuses.

Il est absolument déconseillé de ramasser des coquillages en des lieux non contrôlés et de les absorber crus ou peu cuits (la cuisson tuant la plupart des microbes). Il est tout aussi déconseillé d'acheter à des vendeurs occasionnels non patentés des coquillages dont on ignore la provenance, et qui n'ont pas le label de contrôle de l'institut des pêches, seule preuve que les animaux ont « dégorgé » en milieu assaini pendant un temps minimal. Cela n'est réalisable et garanti que dans les parcs à coquillages, où l'eau peut être filtrée et alimentée en faibles doses d'antibiotiques (la chair des mollusques livrés à la consommation n'en contient pas de résidus), et où le temps de dégorgement, qui peut dépasser un mois pour certaines espèces et dans certaines conditions, peut être mesuré et contrôlé.

Ces consignes peuvent paraître draconiennes, mais tout consommateur doit avoir présent à la mémoire que la fréquentation des stations balnéaires par les estivants dépasse, durant deux mois, en bien des lieux, les possibilités d'installations d'assainissement (quand elles existent) de petites communes autrement paisibles, peu peuplées et pauvres le reste de l'année. La plupart des agglomérations côtières pratiquent encore le « tout à la mer ». Or une ville qui abrite quarante-cinq mille habitants (contre, parfois, moins de cinq mille l'hiver) rejette en moyenne, par jour, 9 tonnes de matières fécales et 50 tonnes d'eaux usées riches en microbes pathogènes.

D'autre part, bien que la vente des coquillages non *contrôlés soit interdite, tout* spécialement dans les restaurants, l'insuffisance des contrôles ne permet pas d'assurer, même si, ce qui est loin d'être toujours le cas, le restaurateur affiche une étiquette de l'institut des pêches, que l'établissement ne s'est pas fourni partiellement à une autre source, plus clandestine et moins onéreuse... Une réglementation stricte existe. Encore faut-il être assuré qu'elle soit appliquée, voire applicable.

En attendant, le consommateur doit se borner à se rappeler qu'un coquillage « sauvage » contribue à la lutte contre la pollution en jouant le rôle de filtre, mais qu'il est imprudent de manger le filtre !

En revanche, la consommation de coquillages dûment contrôlés peut se faire sans risques, et il ne faudrait pas qu'une campagne d'information mal comprise pénalise *ceux — producteurs, vendeurs patentés,* restaurateurs — qui ont fait l'effort, souvent à grand prix, de respecter la réglementation.

M. A.-R.

POINT DE VUE

L'urgence dans la région parisienne

Par le professeur HUGUENARD (*)

IL faut plaindre le Parisien en détresse obligé de choisir entre services publics (police, pompiers, SAMU, centre anti-poisons, garage central de l'A.P.) et firmes privées plus ou moins lucratives (A.U.M.P., S.O.S.-Médecins, Europe Assistance, etc). sans parler des privés associés au public (SMUR, S.O.S., Réanimation Saint-Louis, qui, d'ailleurs, serait en faillite). Deux colonnes du *Monde* (page 10), en date du 9 juillet, lui fournissaient cette liste de tous ceux qui se *prétendent concernés* par « l'urgence ».

Or, comment un profane saurait-il que telle chute dans un escalier doit *faire* alerter :

— Un médecin de garde (S.O.S.-Médecins, A.U.M.P.) si elle est sans gravité ;

— Les pompiers si elle est la conséquence d'une intoxication oxycarbonnée ;

— *Fernand-Widal (centre anti-poisons)* si elle est en rapport avec un surdosage médicamenteux ;

— Un SMUR (Service mobile d'urgence et de réanimation) si elle *relève* de la traumatologie *lourde* ;

— Un SAMU (Service d'aide médicale d'urgence) pour trouver un lit en réanimation ;

— S.O.S.-Cœur si le malaise cardiaque a précédé la chute ;

— *Ou S.O.S.-Santé s'il s'agit seulement* de faire un pansement ?

Comment d'ailleurs devinerait-il que le « médecin de garde S.O.S. » est habituellement un étudiant, que le médecin-pompier de l'ambulance rouge est souvent du « contingent », et que le médecin « régulateur » *pompier* (du *Centre de coordination* des opérations et des transmissions), militaire de carrière, n'a guère la vocation pour s'occuper de blessés *civils* ?

Que Ferdinand-Widal est presque toujours saturé, que le bois de Vincennes dépend de SAMU 75, et *Vincennes de SAMU 94, que S.O.S.*-Cœur est à distinguer de « Cœur-Assistance » (dont les activités ont « inquiété » Mme Simone Veil), et *d'autres questions encore plus* complexes, dont les réponses sont ignorées même parfois du corps médical ?

Les *seuls services publics sans but lucratif* gérés et médicalisés par les hôpitaux sont les SAMU, créés et contrôlés par le ministère de *la santé (1)*.

Conseiller au public de ne faire appel qu'à eux est évidemment tentant.

Ces organismes sont perfectionnés : moyens de télécommunications très développés, véhicules lourds aménagés en unités de réanimation (*respiration artificielle*, surveillance électronique, éventuellement circulation extracorporelle à bord), voitures légères d'interven*tion rapide, liaisons directes avec* tous les services de réanimation, et avec préfets, polices, gendarmeries, C.R.S., pompiers, protection civile, *Croix-Rouge, bases aériennes, etc.*, téléphonistes entraînées, secrétariat permanent, mais surtout équipes de médecins et d'infirmiers spéciale*ment formés et recyclés*...

Ces moyens sophistiqués, efficaces mais coûteux (bien que les médecins qui y collaborent soient *payés moins de 10 francs l'heure*) ne sauraient être « gaspillés » dans le traitement du « petit risque » — ce qui revient à dire qu'un tri *préalable aussi précis que possible* doit être envisagé.

Pour le Val-de-Marne une doctrine est assez *rigoureusement* ap*pliquée depuis deux ans. Elle n'est* pas sans défauts, et elle n'est peut-être pas applicable à Paris même. Mais elle a le mérite d'être simple *et efficace à 85 % (cela signifie* qu'elle n'entraîne que 15 % d'appels inutiles au SAMU 94). Elle a aussi *l'avantage d'habituer le public* à n'appeler qu'un seul numéro pour toutes les urgences (en attendant l'obtention du numéro national uni*que) : celui* de la *police urbaine* (17) ou « P.U. ».

Toute demande d'aide et d'assistance lancée par le canal du 17, filtrée au commissariat le plus proche, aboutit si le cas est grave (ou s'il y a un doute) à *l'état-major* (TN 94) de la *police* urbaine, où, après un nouveau tri effectué par des officiers chevronnés, sont mis en œuvre les moyens nécessaires, *en fonction* de l'importance des dommages. Ce P.C. est en effet relié directement à celui du SAMU 94, de la brigade des sapeurs-pompiers, de la Protection civile, de la C.R.F. Ainsi, selon les besoins signalés par le brigadier-chef de car, premier arrivé sur les lieux du sinistre, interviendront les sapeurs avec leur remarquable organisation de déblaiement, désincarcération, *dégagement* — les secouristes de la protection civile ou de la Croix-Rouge, si aucune médicalisation ne s'impose, — les *médecins* réanimateurs spécialisés du SAMU 94 ou des SMUR actionnés par le SAMU. Tandis qu'au central SAMU un médecin « régulateur » trouvera pour les blessés ou malades les lits disponibles les plus proches mais surtout *les mieux adaptés à leur état*.

La mise en œuvre de ce schéma est facilitée, il est vrai, dans le Val-de-Marne par l'absence d'entreprises privées, ayant des prétentions aux premiers secours et par le développement d'une garde médicale que les omnipraticiens organisent et qui assure très correctement la couverture du « petit risque » en liaison avec le SAMU 94 pour les cas graves.

Quoi qu'il en soit, il serait de la plus haute importance, pour le bon fonctionnement des premiers secours dans le Val-de-Marne, que les habitants de ce département sachent qu'ils ont intérêt à ne retenir qu'un seul numéro à faire en cas de détresse : le 17.

Ainsi ils auront les meilleures chances (pas toutes les chances, car le système est encore imparfait) de voir arriver le moyen de secours *le mieux adapté*.

Il faut aussi que le public comprenne qu'il est préférable d'attendre un peu plus longtemps l'ambulance de réanimation *lourde* et son équipe médicale spécialisée, plutôt que de transporter une victime à toute allure, n'importe comment, n'importe où.

(*) Professeur agrégé, chef du département d'anesthésie-réanimation. Responsable du SAMU 94.

(1) Naturellement les pompiers et la police sont également « sans but lucratif » (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne coûtent rien à la collectivité des contribuables !), mais ils n'ont évidemment aucun substratum hospitalier.

LIVRES

POUR TOUS

■ **LES HOMMES BLESSES.** Par Philippe Boitel. Stock. 268 pages. 32 F.

Un panorama complet des problèmes médicaux et surtout humains qui se posent aux quelque trois millions de handicapés français et à leurs familles. Dans un ouvrage complet et vivant, l'auteur rappelle, comme bien d'autres avant lui, que les difficultés ne seront résolues qu'au prix d'une prise de conscience large de toutes les couches de la population, ainsi que d'une véritable prévention

■ **DESIR D'ENFANT ET CONTRACEPTION.** Par le professeur Willy Pasini. Éditions Casterman. Collection : « Orientation-Vie affective et sexuelle ». 140 pages. 19,50 F.

Le désir et le refus de grossesse, la résistance à la régulation des naissances, l'adolescente et la « pilule », la contraception et l'avortement : tels sont quelques-uns des thèmes abordés dans cet intéressant travail de recherche psychologique, complet et facile à lire, mené à partir de l'interroga*toire d'environ trois mille femmes*.

■ **HISTOIRE DE LA PSYCHIATRIE DE SECTEUR OU LE SECTEUR IMPOSSIBLE.** Recherches n° 17. *Mars 1975. 49, rue Dalayrac*, 94120 Fontenay-sous-Bois. 615 pages. 60 F.

Un important travail de synthèse, à partir des réunions et des expériences personnelles des membres du Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles (CERFI).

Qu'est-ce que la psychiatrie de *secteur*, quels sont les problèmes qu'*elle pose*, comment *l'appliquer*, faut-il continuer de prévoir des lieux propres à la psychiatrie ? Autant de questions évoquées et débattues dans cet ouvrage, fait surtout pour être utilisé comme base de travail.

■ **POUR UNE POLITIQUE DE L'URGENCE.** L'expérience lyonnaise. Par L.-M. Raymondis. Collection de médecine légale et de toxicologie médicale. Masson et Cie éditeurs. 280 pages. 120 F.

Une analyse détaillée du problème de l'urgence, sa nature, sa fréquence, ses causes, avec l'examen scrupuleux des statistiques de l'hôpital Edouard-Herriot à Lyon. Quelle doit être l'organisation d'un service d'urgence ? Les critères de l'urgence sont-ils corrects ? Faut-il développer les services *d'aide médicale urgente* (SAMU) ? Les auteurs de ce travail collectif ne manquent pas d'apporter des réponses intéressantes à ces questions et font des propositions concrètes.

■ **HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE EN FRANCE,** par I. et Robert Barande. Privat. Collection « Regard », 180 p., 24,50 F.

Une utile mise au point. Le « psychanalysme » régnant va souvent de pair avec une totale ignorance des conditions d'implantation et des vicissitudes de la psychanalyse dans notre pays. Les auteurs rappellent à bon droit que la psychanalyse ne prit son essor que tardivement en France, après une résistance opiniâtre des milieux psychiatriques et psychologiques français.

Les importantes et multiples contributions des psychanalystes français, de Marie Bonaparte à Jacques Lacan, et au-delà, aux principaux courants du mouvement ne sauraient faire oublier ses débuts : autres temps, autres résistances...

REVUE

■ **DOSSIERS MEDICAUX.** Nouvelle publication inaugurée *par* la Croix-Verte internationale (*), association à but non lucratif dont l'objectif principal est de promouvoir la médecine préventive. Cette revue paraîtra dix fois par an et « apportera aux journaux, revues, réseaux de radio et de télévision, des renseignements sur les problèmes qui affectent le bien-être physique, mental et social des hommes, des femmes et des enfants dans le monde d'aujourd'hui ». Au premier numéro, un dossier sur les maladies vénériennes.

(*) 20, chemin du Bouchet, 1209 Genève (Suisse).

CARNET

Naissances

— M. et Mme Charles Loszycer ont la joie d'annoncer la naissance de
Aurélien.
Paris, le 15 août 1975.

— Catherine et Marc-Henri *Fermont ont* la joie d'annoncer la naissance de
Claire.
Bougival, le 16 août 1975.

Mariages

— M. et Mme Jean-Pierre Campredon,
M. et Mme Raymond Neuville,
sont *heureux de faire part* du mariage de leurs enfants,
Elisabeth
et
François,
qui sera célébré le samedi 30 août, à 15 h. 30, en l'église de L'Etang-la-Ville.
13, rue des Guérines,
78620 L'Etang-la-Ville.
1, allée des Violettes, La Hume,
33470 Gujan-Mestras.

Décès

— Le conseil d'administration,
La direction et le personnel de la Société M.T.E.,
ont la douleur de faire part du décès subit de
Jean-Pierre BOINEAU,
conseiller financier,
survenu le 17 août 1975 dans sa trente-deuxième année.

— Nous apprenons le décès de *M. Gérard d'EAUBONNE.*

[Né *le* 21 *janvier* 1902 à Bordeaux, M. d'Eaubonne a fait toute sa carrière dans les organisations professionnelles. Fils de négociant en vins, il fut, de 1927 à 1973, *secrétaire général du Syndicat* des producteurs de vin mousseux méthode champenoise, mais aussi, de 1935 à 1973, secrétaire général de l'Union nationale des producteurs et distributeurs de jus *de fruits et de légumes, et, depuis 1949*, secrétaire général de la Commission nationale de délivrance des certificats de contrôle à l'exportation des jus de fruits. *Il était également, depuis 1949*, secrétaire général de la Fédération internationale des fabricants de jus de fruits.]

— Lambersart.
Dans la paix du Seigneur s'est endormi
M. Jean GRICOURT,
chargé de recherches au C.N.R.S., membre de la Commission historique du Nord,
pieusement décédé à Lambersart le *16 août dans sa cinquantième année.*
La messe de funérailles sera célébrée le mardi 19 août, à 10 heures, en l'église Saint-Gérard, sa paroisse, à Lambersart.
De la part de
Mme Gricourt-Tripier, son épouse,
Daniel, Georges, Maxence, Denise et Marguerite Gricourt, ses enfants,
Toute la famille,
Ses nombreux amis.
91, avenue Pottier,
59130 Lambersart.

— Mme Habasque, née Denise Brune, son épouse,
M. et Mme Claude Le Colnte,
MM. Guy et Alain Habasque,
M. et Mme Stéphane Durepaire,
ses enfants et petits-enfants nés de son premier mariage avec Mlle Marie-Caroline Loubières, décédée,
Mlle Germaine Loubières,
M. et Mme Pierre Loubières, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Loubières, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Jacques Sallard, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Richard HABASQUE,
rappelé à Dieu dans la quatre-vingt et unième année, le 17 août 1975, muni des sacrements de l'Eglise.
Le service religieux sera célébré en *l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillou*, 92, rue Saint-Dominique, sa paroisse, le mercredi 20 août à 14 heures.

— Son fils et ses amis
vous prient d'assister aux obsèques de
Mme Hélène HENRY,
veuve du professeur Paul Henry,
recteur d'académie,
pieusement décédée le 18 août, qui auront lieu le 22 août à 10 heures en l'église Notre-Dame de Rennes.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme le docteur Hélène Aubin-Hesse,
le docteur et Mme Jean-Claude Hesse,
M. et Mme Roland Hesse,
M. et Mme Gérard Faure,
Mme Madeleine Aubin,
M. et Mme Jean Ache,
Mlle Anne-Marie Ache,
ont la douleur de faire part du décès du
Docteur Didier HESSE,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant volontaire de la résistance,
survenu le 13 août.
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
17, rue de Phalsbourg,
75017-Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Jean JOHANET,
née Simone Ledoux,
survenu *subitement* le 14 août, de la part de
M. et Mme Daniel Johanet,
Mlle France-Marie Johanet,
Mlle Irène Johanet,
Mlle Léonore Johanet,
ses enfants,
M. et Mme Henri Johanet et leurs enfants,
M. et Mme Roger Gallard et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Baron et leurs enfants,
ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, et de toute la famille.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le 20 août à 10 h. 30.
Ni fleurs, ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Une messe à la mémoire de M. et Mme Jean Johanet sera célébrée, *le 30 septembre*, à Saint-Thomas-d'Aquin à Paris.

— La famille Lafue-Véron,
M. l'abbé Albert Malmanche,
nous prient d'informer que la sépulture définitive et le service religieux de
M. Pierre LAFUE,
écrivain,
chevalier de la Légion *d'honneur*,
lauréat de l'Académie française,
membre de la Société des gens de lettres,
membre de « la Fleur de l'âge »,
décédé accidentellement le 8 août,
auront lieu à une date ultérieure, son épouse, grièvement blessée, étant encore à l'hôpital américain de Neuilly.

[*La biographie de M. Lafue a paru dans* le Monde *du 13 août.*]

— M. et Mme J.-P. Lainé,
ses enfants,
Mlle Florence Lainé,
M. et Mme M. Clerc,
ses petits-enfants,
sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 19 juillet, à La Celle-Saint-Cloud de
Mme André LAINÉ
née Suzanne Budin
Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Une messe sera dite à Paris ultérieurement.

— La comtesse François de Leusse,
Le comte et la comtesse Georges de Leusse, Marie-Sophie, Constance, Lorraine et Georgine,
Le comte et la comtesse Bernard de Leusse, Eric, Guillaume et Isabelle,
Le comte et la comtesse Edouard de Leusse,
Le comte et la comtesse Raoul de Leusse et Benoît,
Le comte et la comtesse Pierre de Leusse,
M. et Mme Louis Latil,
ont la douleur de faire part du décès du
comte François de LEUSSE,
colonel de réserve,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre du Mérite,
rappelé à Dieu le 18 août muni des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse aura lieu en *l'église* Saint-Louis de Toulon, le jeudi 21 août, à 15 h. 45, suivie de l'inhumation au cimetière central de Toulon.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Notre-Dame-de-la-Mer,
83400 Glens par Hyères.

— Nous apprenons la mort de
M. Luc PÉPIN,
directeur de l'agence
Transports et Voyages,
survenue dans un accident de la route dans la nuit du 14 au 15 août.

[Né en 1924, M. Luc Pépin, qui était entré à Transports et Voyages en 1959, *en avait pris la direction générale en* 1972. Il s'était, au fil des années, révélé comme un des grands spécialistes européens des croisières.]

— *Les cadres et le personnel* de Transports et Voyages, 8, rue Auber, Paris-8e,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur directeur général,
Luc PÉPIN
survenu le 14 août 1975.
Les obsèques auront lieu le mercredi 20 août à 17 heures à Saint-Restitut *(Drôme)*.

— M. Jean Pilot, directeur général de la SCOR, Mme Jean Pilot, leurs enfants et petits-enfants,
Frère Guy Pilot, directeur de l'école La Rochefoucauld,
font part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
Mme Vve André PILOT,
survenu le 10 août 1975.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 14 août 1975, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal à Paris.
35, rue Général-Delestraint,
75016-Paris.
90 bis, rue Saint-Dominique,
75007-Paris.

— Mme Jean Serbource-Goguel, son épouse,
Henry, Nathalie et Barbara, ses enfants,
Mme Serbource,
M. André Mathiot et ses enfants,
Mme Henri Serbource et ses enfants,
Mlle Françoise Serbource,
Mme Rhodes,
M. et Mme Pierre de Lavenne de la Montoise et leurs enfants,
M. et Mme André Rhodes et leurs *enfants*,
M. et Mme André Marty et leurs enfants,
M. Bernard Rhodes,
Pascale et Pierre Soubeirat,
ont le regret de faire part du décès du
contre-amiral
Jean SERBOURCE-GOGUEL,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 18 août 1975 à l'hôpital du Val-de-Grâce à l'âge de cinquante-six ans.
La cérémonie religieuse se déroulera en la chapelle du Val-de-Grâce où la Marine nationale lui rendra les honneurs, le jeudi 21 août 1975, à 8 h. 30.
L'inhumation se fera à Montbéliard.
Un service sera concélébré ultérieurement à *Saint-Louis des Invalides*.
Ni fleurs ni couronnes.

[Né le 22 novembre 1918 à *Montbéliard* (Doubs), le contre-amiral Serbource-Goguel est entré à l'Ecole navale en 1937. *Nommé à l'Ecole de guerre navale* en 1954, il est affecté à l'état-major du groupe d'action antisous-marine en 1956. De 1960 à 1962 il commande l'escorteur d'escadre « Dupetit-Thouars ».
Nommé à l'état-major de la Marine en 1964, il fait partie de la délégation française au groupe permanent nord Atlantique à Washington, de 1964 à 1966. Il commande, de 1970 à 1972, le dépôt du groupe d'Ecole d'armes et est nommé *adjoint de la division « matériel » de* l'état-major de la Marine. Il est élevé au grade de contre-amiral en mars 1972.]

— Nous apprenons le décès du
général de corps d'armée
Robert SIZAIRE,
survenu le 16 août à l'âge de soixante et onze ans.

[Né le 2 mars 1904 à Cassel (Nord), *le général Sizaire fut engagé volontaire* au 23e régiment d'infanterie coloniale en 1922. Sorti de l'école militaire d'infanterie de Saint-Maixent en 1928 et après plusieurs postes en Afrique et en Indochine, il rejoint Dakar en 1940. Colonel en 1947, il commande à Paris le 3e régiment d'infanterie coloniale. Il est, *en* 1950, auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale. Rappelé en Indochine en 1951, il commande la 2e division de *marche du Tonkin* et fut, en 1953, *instructeur* au collège de défense de l'OTAN. Promu en 1963 général de corps d'armée, il commanda, de 1962 à 1964, la VIIe région militaire à Dijon.]

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de sa mort (20 août 1974), une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé le poète
Armen LUBIN,
Chahan Chahnour.

NET

SCIENCES

LA PREMIÈRE CARTE GRAVIMÉTRIQUE

Radioscopie de la France

Le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) présente, le mercredi 20 août, devant l'assemblée générale de l'Association internationale de géodésie réunie à Grenoble, la carte gravimétrique de la France. Cette carte, qui présente au 1/1 000 000• les anomalies de la pesanteur, est à peu près unique au monde puisque basée sur plus d'un million de points de mesures. Mais il faut reconnaître que la carte française est d'une qualité parfois inégale. La densité des points de mesures (un par kilomètre carré en moyenne) est très satisfaisante sur la plus grande partie du pays, surtout dans les bassins sédimentaires. Ceci est dû à l'obligation de « dépôt légal » au B.R.G.M., instituée par le code minier français de 1944, de toutes les données brutes des levés géophysiques *effectués* sur le *territoire national* par des sociétés, privées ou non, pétrolières, minières ou autres. En revanche, la densité des points est encore insuffisante (un point pour 5 ou même 10 kilomètres carrés) sur un quart de la France, notamment dans le Massif Central, les Pyrénées et les Alpes.

Telle qu'elle est, cependant, cette carte est et sera fort utile, aussi bien pour faire progresser *la recherche pure que pour aider à résoudre des* problèmes pratiques tels que l'implantation des centrales nucléaires ou d'ouvrages d'art, et la « pré-prospection » minière ou géothermique.

Cette carte est divisée en deux feuilles (50 F l'une) et imprimée sur un fond géologique. Le prix de la carte en photo de ERTS est de 330 F (sur commande seulement), et de 48 F en offset. *Celui de la carte magnétique en deux feuilles* 50 F l'une.

Une masse continentale peut assez bien se comparer à un corps humain. Les os, les muscles, les organes, toutes parties essentielles *du corps, sont cachés par la* peau, si bien qu'il faut souvent recourir à des procédés radioscopiques ou radiographiques pour « voir » certains éléments anatomiques internes. De même, une masse continentale est en bonne *partie recouverte par une couverture* sédimentaire plus ou moins épaisse qui masque son « ossature », c'est-à-dire le socle cristallin qui en est le constituant majeur. Mais, il existe des méthodes géophysiques qui permet*tent de « voir » le socle, ou, tout* au moins, d'y distinguer des différences de composition et des accidents structuraux. Les principales de ces méthodes sont la gravimétrie, le magnétisme, la sismologie et la télédétection *auxquels il faut ajouter, bien sûr,* les renseignements obtenus par les forages.

La pesanteur est une conséquence de la loi de l'attraction universelle : « *Tous les corps matériels s'attirent mutuellement en raison directe de leurs masses et en raison inverse du carré de leurs distances.* » Les anomalies de la pesanteur ont donc plusieurs causes :

— L'hétérogénéité du sous-sol fait de matériaux de densités différentes ;

— La plus ou moins grande épaisseur de la couche sédimen*taire relativement légère (densité* moyenne = 2,3), qui est nulle ou presque nulle sur les massifs anciens (Bretagne ou Massif central) et qui peut atteindre 3 à 6 kilomètres dans les bassins sédimentaires ;

— Les variations de l'épaisseur du socle continental (densité moyenne = 2,7). Celui-ci est *composé* essentiellement de granite, mais aussi de sédiments très anciens, précambriens ou primaires, métamorphisés (1). Le socle continental est plus léger que le substratum de roches basiques (*souvent du basalte*) ou *ultrabasiques* (roches « vertes » par exemple : densité moyenne = 3 ou plus), sur lequel il flotte donc comme un iceberg flotte sur l'eau. Si le socle continental est très épais, il donnera en surface, certes, des régions de plus ou moins grande altitude, mais il présentera également à sa base une surépaisseur *ou racine. Comme pour un ice*berg, plus la partie émergeant hors du substratum lourd sera grande, plus la partie immergée sera importante : Ce phénomène est appelé « isostasie ». *Un socle* continental très épais représente donc un volume très important d'un matériau relativement léger et se traduit, en surface, par une anomalie négative de la pesanteur, d'autant plus importante que le socle est épais. Au contraire, un amincissement du socle continental permet *ipso facto* une remontée du substratum lourd et *se traduit par une anomalie positive* de la pesanteur d'autant plus importante que le socle est mince.

Six accidents majeurs

Les anomalies étant produites par différentes causes, il faut interpréter les données gravimétriques. Seule l'interprétation per*met de comprendre — et encore* pas toujours — les variations locales ou régionales des valeurs de la pesanteur. Les spécialistes font alors intervenir les renseignements disponibles obtenus par les autres méthodes de « radio*scopie » terrestre*, et, éventuellement, par la géologie locale. La sismologie donne des informations sur la densité des différentes couches sédimentaires ou du socle, et sur la profondeur du toit de celui-ci. Le magnétisme *décèle les hétérogénéités du socle*, dont les diverses roches constitutives ont le plus souvent des susceptibilités magnétiques différentes. Enfin, l'étude méticuleuse de photos prises au 1:1 000 000, à 900 kilomètres d'altitude, par les satellites américains ERTS-1 et ERTS-2 *permet de repérer de* grandes structures du socle, invisibles depuis la surface du sol et même sur les photos aériennes prises à quelques milliers de mètres de hauteur.

Le recoupement des *informations obtenues par les diverses* méthodes a déjà permis de repérer six accidents majeurs, sans compter de multiples fractures moins importantes du socle français, et de commencer à comprendre l'histoire très ancienne du *continent* européen.

L'accident le plus ancien, signalé par l'anomalie magnétique, est interprété par les géophysiciens du B.R.G.M. comme remontant à plus de 500 millions d'années. Il serait dû à la forma*tion d'un « rift » (2) au milieu* de l'actuel bassin parisien. Ce « rift », rapidement avorté, aurait créé un fossé d'effondrement. Celui-ci se serait rempli ultérieurement de sédiments fort épais auxquels on devrait la vaste zone *d'anomalies gravimétriques* négatives caractérisant le triangle délimité par l'anomalie magnétique et la faille pays de Bray-Vittel.

L'accident sud-armoricain daterait d'environ — 320 millions d'années. A cette époque, les mas*ses européenne et africaine* seraient déjà entrées en collision, comme en témoigne le granite à mica blanc, caractéristique d'une suture de type hymalayen (3), que l'on trouve tout au long de l'accident sud-armoricain (déjà connu en grande partie des géologues sous le nom de « zone broyée sud-armoricaine »), et aussi dans trois bandes orientées est-ouest, disposées en échelon, situées entre la faille de Vittel et le nord du Morvan et repérées par les levés gravimétriques.

Vers — trois cents millions *la faille du pays de Bray-Vittel* aurait commencé à se former, au moins dans sa partie occidentale, en contrecoup, elle aussi, d'une collision Europe-Afrique. Le mouvement relatif des masses continentales américano-européenne et africaine à la fin de l'ère primaire a produit vers — 280 millions d'années des coulissages est-ouest de l'accident sud-armoricain et nord-sud de l'anomalie magnétique du bassin de Paris, ainsi que du sillon houiller du Massif central *que les photos de ERTS* permettent d'ailleurs de raccorder plus ou moins bien à l'anomalie magnétique. Ce coulissage nord-sud se serait poursuivi pendant fort longtemps, en contrecoup de l'ouverture de l'Atlantique. Dans l'accident signalé par l'anomalie magnétique, l'activité de la faille se serait même poursuivie jusqu'à — 3 millions d'années, c'est-à-dire jusqu'au début du quaternaire, mais elle aurait cessé depuis lors, puisque cet accident est actuellement inactif.

L'ouverture du rift puis le très long coulissage nord-sud de l'accident du bassin de Paris pourraient expliquer le décalage actuel des segments de granite à mica blanc. Les trois échelons orientaux auraient été situés, à l'origine, dans le prolongement de l'accident sud-armoricain, décalés d'abord vers l'est par l'ouverture du rift, repoussés ensuite vers le nord par le coulissage nord-sud de l'anomalie magnétique.

De la Vendée jusqu'au Lot, des anomalies gravimétriques et magnétiques ont fait repérer l'accident *nord-aquitain, dont on* attribue l'origine à la mise en place d'importants alignements de roches basiques dont l'âge et la signification sont encore inconnus.

Enfin, les levés gravimétriques et les photos de ERTS ont permis de prolonger la faille cévenole, due à l'effondrement du compartiment oriental et visible sur le terrain seulement *le long* des Cévennes, jusqu'à Valence vers le nord et jusqu'aux Pyrénées vers le sud. On pourrait y voir d'abord le contrecoup de l'affrontement des masses africaine et européenne de la fin de l'ère primaire, puis celui de plissements alpins survenus au cours de l'ère tertiaire (aux alentours de — 40 mil*lions d'années*).

Retrouver les grandes structures du socle a un intérêt scientifique évident, *mais aussi un intérêt* pratique. L'histoire très ancienne du socle continental permet, en effet, de reconstituer des ensembles géologiques aujourd'hui fragmentés. Elle peut donc servir de guide à la stratégie gîtologique générale, puisque la formation des gîtes minéraux est certainement liée à des phénomènes magma*tiques, donc à l'évolution de la* tectonique terrestre. Bien entendu, des levés beaucoup plus détaillés sont indispensables si l'on veut passer à la prospection de minéraux utiles. Mais la stratégie gîtologique permet au moins de repérer les régions prometteuses *et ainsi de circonscrire les études* de détail.

On peut également utiliser les *données gravimériques et magné*tiques (ainsi que des mesures du flux thermique) pour détecter les zones où la croûte continentale est très mince : là, on peut espérer, en effet, la présence assez proche de masses de magmas qui, *n'étant pas encore totalement re*froidis, pourraient être source d'énergie géothermique. C'est le but des recherches détaillées sur les anomalies magnétiques que font, dans la chaîne des Puys (Auvergne), l'Institut national *d'astronomie et de géophysique, le B.R.G.M., les instituts* de physique du globe de Strasbourg et de Clermont-Ferrand, et l'université de cette dernière ville.

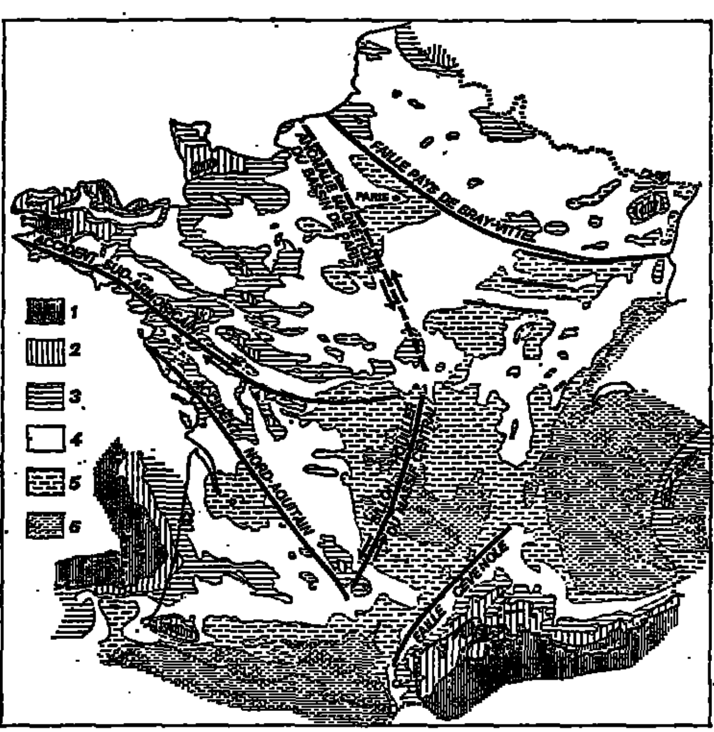
La « radioscopie » du socle jouera sûrement un rôle important dans le choix des sites de *centrales nucléaires : il faut* éviter, en effet, de construire une centrale sur une faille importante. Les barrages doivent, eux aussi, fuir les failles, et c'est grâce aux photos prises par E.R.T.S. que l'on a repéré, dans la Creuse, une faille longue de cent kilomètres sur laquelle on allait justement construire un petit barrage...

YVONNE REBEYROL.

(1) Un sédiment est métamorphisé lorsqu'il a subi des transformations physico-chimiques importantes dues aux fortes pressions et aux hautes températures auxquelles il a été soumis au cours des âges géologiques postérieurs à son dépôt. Par précambrien, les géologues entendent tout ce qui est antérieur à l'ère primaire, c'est-à-dire tout ce qui a un âge supérieur à 570 millions d'années. Rappelons que l'âge de la Terre est actuellement estimé à 4,7 milliards d'années.

(2) Un « rift » est une fissure plus ou moins longue de l'écorce terrestre par laquelle monte un magma visqueux, basaltique en général. En arrivant en surface, ce magma se solidifie, et ses accrétions successives écartent progressivement les lèvres de la fissure, et créent ainsi peu à peu les fonds océaniques. Ceux-ci, en s'agrandissant dans les « rifts » et en disparaissant dans les fossés océaniques, entraînent les masses continentales, que leur dérive perpétuelle fait alternativement se rapprocher ou se fragmenter, et que leur densité relativement faible fait toujours surnager.

(3) Lorsque deux masses continentales entrent en collision, la pression fait se casser le rebord de l'une d'entre elles. Les écailles ainsi créées montent les unes sur les autres au lieu de descendre dans le manteau, comme le fait la croûte océanique basaltique. C'est ce qui se produit depuis quelque 45 millions d'années dans l'Himalaya, où se « télescopent » la masse indienne et la masse asiatique (« le Monde » du 12 mars).



1. Anomalie positive supérieure à + 20 milligals.
2. Anomalie positive comprise entre + 5 et + 20 milligals.
3. Anomalie comprise entre — 5 et + 5 milligals.
4. Anomalie négative comprise entre — 25 et — 5 milligals.
5. Anomalie négative comprise entre — 45 et — 25 milligals.
6. Anomalie négative supérieure à — 45 milligals.
Les flèches indiquent le sens du coulissage.

Toutes ces anomalies sont calculées par rapport à la valeur théorique *de la pesanteur. Cette valeur théorique a été calculée pour une Terre* homogène qui aurait la forme d'un géoïde parfait.

Le milligal est la millième partie du gal, unité d'accélération elle-même basée sur l'accélération de la pesanteur (931 cm/sec./sec. en moyenne).

La carte ci-dessus est une version simplifiée du document publié par le B.R.G.M. Sur la carte au 1:1 000 000, les courbes d'isanomales sont tracées pour chaque milligal, ce qui rend les grands accidents beaucoup plus visibles que sur notre carte.

FEUILLETON



NUMERO 37

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, automne 1809. — Le beau colonel de hussards, Henri de Solignac, obtiendra peut-être la main de celle qu'il aime : la comtesse de Farges. Cet enfant du hasard a retrouvé ses parents : Mlle de La Rigaudie, châtelaine limousine, et Sylvain Chambaraud, ex-conventionnel. Chacun des deux a suivi sa destinée. Solignac va peut-être les réunir...

LES PARENTS DU COLONEL

Paris, Chambaraud n'oublia pas, mais travailla pour chasser le fantôme du passé. Il utilisa assez facilement sa science. Il publiait, sans les signer, des travaux d'agriculture ou de philosophie pratique chez les libraires. Il était loin d'être pauvre, d'ailleurs. Ses terres de Solignac lui donnaient de quoi faire bonnête figure, même à Paris, et donnaient à vivre, en même temps, à sa mère, demeurée au pays. Des années s'écoulèrent ainsi. Chambaraud n'était pas retourné en Limousin et Mlle de La Rigaudie n'en avait plus de nouvelles : Sylvain tenait parole, il demeurait muet.

Cependant les esprits fermentaient, 89 approchait. La Bastille prise, Chambaraud retourna à Solignac. Sa mère l'appelait. Elle allait mourir. Et puis neuf ans s'étaient écoulés déjà ! N'avait-il pas bien rempli sa promesse ?

Son arrivée à Solignac fut un triomphe. Il était demeuré populaire dans ce coin de terre. On avait déjà parlé de le nommer député du Tiers lors de l'assemblée générale des trois ordres réunis, des *sénéchaussées de* Limoges et de Saint-Yrieix, dans l'église du collège de Limoges. *Morélieras, notaire royal* à Solignac, l'avait, en quelque sorte, suppléé à cette réunion. On accueillit Sylvain dans le village, comme on eût autrefois accueilli le gouverneur de la province. Le triomphateur attristé n'arriva que pour recueillir, quelques jours après, le dernier soupir de sa mère.

— Allons, je n'ai plus que *toi*, dit-il alors à Plantade.

***

Mlle de La Rigaudie, elle aussi, était maintenant orpheline, mais elle avait une consolation ignorée de tous, savourée par elle en silence et dans l'ombre : un en*fant lui était né. C'était Solignac.* On disait dans le pays que la mère de ce garçon était une Mlle de Verthamon, morte maintenant. Mlle de La Rigaudie laissait dire. Elle faisait élever Henri comme un fils de noble race.

Tantôt prête à l'indulgence, tantôt révoltée contre sa propre *faiblesse, elle laissait ainsi l'en*fant grandir, porter le nom du village, elle se répétait à elle-même pour faire taire ses hésitations et ses scrupules :

— Après tout, plus tard, qui sait ! peut-être lui apprendrai-je qu'*il* a un fils ?

Puis elle n'hésita plus quand Sylvain Chambaraud fut revenu dans *le pays, et lorsqu'il eut pris* à Solignac la direction active du parti de la Révolution.

— *Ah ! le mécréant*, se dit-elle, et moi qui allais en avoir pitié !

Demeurée seule, et contrainte fort jeune à diriger sa vie, Mlle de La Rigaudie était à la fois imbue de certains préjugés nobiliaires et ouverte à toutes les *idées de progrès* ; une voltairienne aristocrate. Mais, par principe, elle détestait la révolte. Chambaraud ne lui parut pas très différent des gens qui, en 1780, avaient voulu la pendre, lorsqu'en 1789, il vint s'occuper, à Solignac, des affaires publiques.

Elle ne sortit plus, dès lors, de son château, et évita de rencontrer Sylvain. Elle fit mieux : *elle* partit, à son tour, pour Paris et passa dès lors la plus grande partie de l'année dans son hôtel des environs du Temple.

Chambaraud, lui, suivait sa destinée. Il se donnait tout entier corps et âme, à ses concitoyens.

Elu, en 1791, l'un des administrateurs du département de la *Haute-Vienne*, puis procureur général syndic, après le 10 août, Sylvain Chambaraud était enfin nommé député à la Convention nationale.

A la Convention, Chambaraud fit son devoir. On lui avait offert, en 93, le *ministère de l'intérieur*; il avait refusé, préférant demeurer, avec Goujon, à la commission des subsistances.

Il avait coutume de répéter souvent, dès cette époque.

— Robert Lindet a dit le mot de la situation : « Nous sommes ici pour nourrir la France et non pour la décapiter. »

Ce mot fut sa règle de conduite. Il organisa, il travailla ; il ne se trouvait jamais ni assez laborieux, ni assez dévoué à la France, ni assez clément à ses concitoyens. Et maintenant que, retiré des affaires publiques, loin du torrent, assis paisiblement sur la rive, il reportait sa pensée vers sa jeunesse, le conventionnel tragique devenu, par résignation plutôt que par tempérament, un épicurien attendri, se disait qu'il donnerait sa vie tout entière, ses *années de pouvoir et de* gloire, et son bonheur présent et sa puissance passée, pour revivre une heure de ce moment de folie pleine de délices et de désespoir.

Quelquefois, attablé devant un de ces plats qu'apprêtait si magistralement Julie, Sylvain Chambaraud répétait à cet homme qui l'avait toujours suivi et qui avait pour lui l'admiration du coreligionnaire et le dévoue*ment du chien de garde* :

— C'est singulier, mon vieux Plantade, mais il est des instants où je regrette le temps où ta mère faisait cuire sous la cendre les raves et les marrons qui éclataient si joyeusement et qu'on *mangeait avec les galettes de blé* noir !

Plantade hochait la tête.

Il savait bien que cela voulait simplement dire :

— Je regrette le temps où je vivais là-bas !

Le souvenir du passé n'était point, au surplus, sans une amertume profonde pour Sylvain Chambaraud.

Sylvain avait aimé deux choses : un être et une idée. Deux *déceptions. L'idée était vaincue.* A la République avait succédé l'Empire. Quant à la femme aimée, elle n'avait jamais laissé deviner ou soupçonner à Chambaraud qu'elle existât. L'amour n'avait brillé, pour lui, que *comme brillent* les éclairs.

***

Le cœur de Mlle de La Rigaudie battait un peu tandis que le landau qui la portait montait la côte qui conduit à la place de *l'Esplanade* et à la *rue des Postes*. Elle trouvait à la fois et que Fournier fouettait trop vite les chevaux, et que l'attelage en marchait pas assez rapidement. Elle avait hâte et peur d'arriver. Et cependant avait-elle jamais su *ce que c'est que la crainte* ? Mais on ne se rend jamais sans angoisse vers un cimetière, et surtout vers ces cimetières vivants qui sont les êtres qu'on a aimés.

Comment Chambaraud allait-il l'*accueillir ? Ah ! en vérité*, elle était bien bonne de se demander cela ! N'était-ce pas lui qui devait se montrer reconnaissant d'une telle démarche ? Il ne manquerait plus qu'il fronçât le sourcil ! Aller vers un tel homme, un ancien conventionnel, *cela n'était-il pas* déjà un assez grand sacrifice ? Ah ! si elle n'eût écouté que sa rancune !... Mais il s'agissait de Solignac ! Il fallait un nom à cet enfant ! Il aurait ce nom, et avec ce nom la fortune des La Rigaudie. Et quand on apprendra l'aventure, on se moquera de Rose-Edmée ; mais que l'univers entier éclate de rire, si cela lui plaît, Henri sera sauvé, Henri vivra, Henri sera heureux, — et que le reste aille comme je te pousse !

Elle était superbe et ruisselante de bijoux, toute parée comme une châsse, lorsque Fournier lui présenta la main pour l'aider à descendre. Plantade avait ouvert la grande porte de la rue. Il faillit *tomber à la renverse lorsque* Fournier lui eut dit :

— Mlle de La Rigaudie demande à parler à M. Chambaraud !

— Mlle de La Rigaudie, fit Plantade.

Et il ne bougeait pas de place.

— Va donc, maroufle ! lui cria, du fond du landau Mlle de La Rigaudie, qui n'avait pas encore mis pied à terre.

En tout autre moment, Plantade n'eût pas accepté le mot de *maroufle*, mais l'avait-il, cette fois, seulement entendu ?

Pendant que le Limousin s'éloignait, *troublé, titubant* comme un homme ivre, Mlle de La Rigaudie aperçut au bout de l'allée d'entrée une pâle figure qui traversait le jardin, une femme en deuil, à demi enveloppée de fourrures, qui lui adressa de loin un salut, *mais sans venir vers elle.*

— Mais c'est Thérèse ! dit la vieille fille. Thérèse *ici ! Ah ! par* ma foi, est-ce que le citoyen Chambaraud serait l'oncle dont m'a parlé Solignac ? Voilà de ces hasards qui font rêver !

Thérèse avait disparu. Plantade revenait, rouge comme un coq, *congestionné et balbutiant*. Chambaraud attendait Mlle de La Rigaudie.

Toute la maison avait la fièvre. Chambaraud avait regardé Plantade avec effroi, croyant fermement d'abord que *l'officieux* devenait fou. Julie, éperdue, se demandait ce que signifiait cette visite : une demoiselle *de* quelque chose dans le vieil hôtel de la rue des Postes ! Et Chambaraud, qui déjeunait d'une aile de dinde arrosée d'une verre de côte-rôtie, avait *jeté sa serviette*, repoussé son assiette, laissé son verre !

— Que signifie ?... se disait Julie. Pourvu que cela ne finisse point par une indignation !

Chambaraud avait quitté la salle à manger pour ce vaste *cabinet de travail où s'amonce*laient papiers et livres. Il était pâle et il tremblait. Il se rappelait, avec une sorte d'effroi, la petite chambre, à Solignac, et cette nuit de juin embaumée... Il y avait trente ans de cela. Que de larmes depuis trente ans !

La porte s'ouvrit, et Mlle de La Rigaudie parut. Elle ne dit rien, elle le regarda et le trouva fort convenable pour un « buveur de sang », l'air très noble. Lui cherchait sur les traits osseux de la vieille fille le visage adoré de cette amazone qui cravachait les branches d'arbres en passant au galop.

*Il se sentit pris d'un tremble*ment fébrile. La vision présente ne détruisait point la vision passée. C'était une autre femme, mais c'était *elle* pourtant. Dans le respect d'aujourd'hui, il y avait encore l'amour d'autrefois.

(A suivre.)

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : le Troisième Témoin.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle, elle...
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, 19 h. 30 : Arrabal ; 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ah bon !
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : 1 m 80, 95 kilos, et ça cause ; 20 h. 30 : le Presse-Purée des Destaing ; 22 h. : Loretta Strong ; Argentine Show.
Troglodyte, 22 h. : les Retrouvailles de l'imaginaire.

Les cabarets

Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Nu..., etc., etc.
Tour Eiffel, 20 h. : Bonjour, Tahiti.

Les opérettes

Henri-Varna - Mogador, 20 h. 30 : Fiesta.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue Roland Petit.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : Lève-toi et viens.

Festival estival

Bateaux-Mouches, 18 h. : F. Hardy et E. de Villèle.
Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : Clowns musicaux.
Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Artisanat vivant.
Musée Guimet, 18 h. 30 : Films.
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Early Music Consort of London.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 19 août

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : la Grande Bouffe, de M. Ferreri ; 18 h. 30 : Vers la joie, d'I. Bergman ; 20 h. 30 : Elena et les hommes, de J. Renoir ; le Désert rouge, de M. Antonioni ; 0 h. 30 : Show People.

Les exclusivités

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42). Ven., L.
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LA BALADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
CAPONE (A., v.f.) : La Rotonde, 6e (633-08-22)
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE DEMON AUX TRIPES (**) (It., v.f.) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42), J.
EXHIBITION (**) (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), Miramar, 14e (326-41-02), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Napoléon, 17e (380-41-46), Marotte, 2e (231-41-39), Helder, 9e (770-11-24), Ermitage, 8e (359-15-71).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27).
FRENCH CONNECTION II (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71), *Paramount-Opéra, 9e (073-34-37)*, Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount - Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-84), Lux-Bastille, 12e (343-79-17).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; *Studio Médicis (5e) (633-25-97)*
LA GRANDE CASSE (A., v.o.) : Ambassade (8e) (359-19-08) ; v.f. : Berlitz (2e) (742-60-33) ; Montparnasse - Pathé (14e) (326-65-13) ; Clichy - Pathé (18e) (522-37-41) ; Gaumont - Sud (14e) (331-51-16) ; Murat (16e) (288-99-75).
L'INDE FANTOME (Fr.), première partie : Olympic (14e) (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt.
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38) ; *le Seine (5e)* (325-92-46).
LENNY (A., v. o.) : P L M. - Saint-Jacques (14e) (589-68-42) ; Gaumont - Champs - Elysées (8e) (359-04-67) ; Hautefeuille (6e) (633-79-38)
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38)
OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Murat (16e) (288-99-75) ; Fauvette (13e) (331-56-86) ; Clichy-Palace (17e) (287-77-29) ; Bretagne (6e) (222-57-97) ; Mistral (14e) (734-20-70) ; Normandie (8e) (359-41-18) ; *Rex (2e) (236-83-93)* ; U. G. C. - Odéon (6e) (325-71-08) ; Magic-Convention (15e) (828-20-64).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Mercury (8e) (225-75-90) ; Montparnasse - Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Convention (15e) (343-04-67) ; Lumière (9e) (770-84-64) ; Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Le Paris (8e) (359-53-99) ; Cluny-Palace (5e) (033-07-76).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne (6e) (222-57-97) ; Normandie (8e) (359-41-18).
PROFESSION : REPORTER (It.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Michel (5e) (326-79-17). v. f. : Impérial (2e) (742-72-52).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : *Cinoche-Saint-Germain (6e)* (633-10-82) ; Marignan (8e) (359-92-82).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande (5e) (033-72-71) ; Elysées-Point-Show (8e) (225-67-29)
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : *Olympic (14e) (783-67-42)*, sauf mardi.
THE GROOVE TUBE (A.) (X) (v.o.) : Biarritz (8e) (359-42-33) ; Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02) ; Studio J.-Cocteau (5e) (033-47-62).
TITI SUPERSTAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), de 14 h. à 17 h. 20 ; Gaumont-Rive-Gauche (6e) (548-26-36), matinée.
TOMMY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; Paramount-Opéra (9e) (073-34-37) ; Studio Alpha (5e) (033-39-47).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Germain-Village (5e) (633-87-59), v.f. : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), en soirée ; Mayfair (16e) (525-27-06).
VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt (14e) (783-67-42), mer. et dim.
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain (6e) (633-10-82).

Les films nouveaux

LE BAGARREUR, film américain de Walter Hill, avec C. Bronson et J. Coburn. V.O. : Saint - Germain - Village, 5e (633-87-59), Marignan, 8e (359-92-83) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont - Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734 - 42 - 96), Caravelle, 18e (387-50-70), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).

LE RETOUR DU DRAGON, film américain de Norman Foster, avec Bruce Lee. V.F. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Marignan, 8e (359 - 92 - 82), Wepler, 18e (387-50-70), Mont*parnasse* - Pathé, 14e (326-65-13), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27), Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74), Fauvette, 13e (331-56-86).

QUI ETES-VOUS, INSPECTEUR CHANDLER ? film français de Michele Lupo, avec Claudio Brook. George-V, 8e (225-41-46), Paramount - Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

POPULATION ZERO, film américain de M. Campus, avec Oliver Reed et Géraldine Chaplin. V.O. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

Culture

l'Huma et sa fête

...lture ou politique ? Culture égale ...politique ? La Fête de l'« Humanité », ce n'est ni la culture ...politique, mais une manière de vivre ensemble, pendant ... jours.

...fête. Mais une fête qui ... de la réalité quotidienne ... du milieu ouvrier. Et qui ... le rappeler aux visiteurs : ... le 13 septembre prochain, ... du parc de la Courneuve ... comme chaque année ... des centaines de ... par des militants ... des quatre coins de ... Non loin de là s'ouvrira ... internationale des haut... ... régulière... ... du nombre ... au P.C.F. recueil... ... l'enceinte des réjouis... ... « Cité du comité ... se tiendront les ... s'appellera aussi : cité ... l'Humanité ...

...le rôle de la presse dans ... politique sera d'ailleurs ... en évidence, de manière expérimentale, par ... des rédacteurs de ... qui proposeront ... dans le stand des ... d'un nouveau ... de faire ... de leur ... Dimanche, en fin ... aura lieu le « face ... de Georges Marchais ... se poursuivant quarante-huit ... le thème des libertés ... culturelle, de la ... internationale, de la ... l'entreprise, etc.

...me les spectacles. Les ... qui sont des spec... ... l'immense podium ... centrale, devant ... auditeurs assis à ... sol. Le Cuarteto Ce... ... Stivell et beaucoup ... le samedi matin ; ... samba « Salgueiro », ... soir : « le Mandarin ... » de Bartok, le di... ... matin ; et, après les ... des Reggiani père et ... de Francesca Solleville, ... chants chiliens d'Isabel ... d'Anti Allimani, après ... des mineurs portugais ... la soirée contem... ... du dimanche : le « Dies ... du Polonais Krystof Pen... ... et des extraits d'« Au ... soleil d'amour chargé », ... de l'Italien Luigi Nono. ... la cité internationale, ... artistes de tous les pays ... Bissainthe, Una Ramos, ... et Ricardo, etc.) ; mais ... la compagnie Anne ... (le samedi) pour un ... de danse contem... ..., l'orchestre de chambre ... Bernard Thomas et l'or... ... symphonique de Halle ... dans des œuvres de ... et de Mozart. Le jazz ... Mc Gregor, Byard Lan... ..., Nana Vasconcellos, Mo... ... alternera sous le ... à musique avec la ... pop, le rock et le folk. ... l'action culturelle des travail... ... algériens présentera ail... ... en arabe dialectal, deux ... « mobilisatrices » de ... Yacine : « Mohammed, ... la valise » (vingt-quatre ... sur l'immigration), et ... Guerre des deux mille ans », ... en novembre 1974 à Alger. ... les arts plastiques et les ..., qui avaient fait une ... en force, en 1974, à la ... de l'« Humanité », seront ..., cette année, dans une ... exposition sur « Les ... et les outils », en deux ... : l'information scientifi... ... des origines de la révolution ... : les rapports du so... ... et de la production), ... exemples plastiques (ima... ... des outils dans les sociétés). ... l'on veut en savoir plus, ... à la Cité du livre, ... l'édition française sera ... : une librairie ..., et un département cher ... parti communiste, six mois ... la parution du « Manifeste ... le livre ». — A. R.



CALENDRIER MUSICAL

THEATRE ... FRANÇOIS ...

ARTS ET SPECTACLES

Culture

« L'Huma » et sa fête

● Culture ou politique ? Culture et politique ? Culture égale politique ? La Fête de l'« Humanité », ce n'est ni la culture ni la politique, mais une manière de vivre ensemble, pendant deux jours.

● Une fête. Mais une fête qui s'alimente de la réalité quotidienne du milieu ouvrier. Et qui tient à le rappeler aux visiteurs: le 13 et le 14 septembre prochain, le sol du parc de la Courneuve disparaîtra, comme chaque année, sous des centaines de stands tenus par des militants venus des quatre coins de France. Non loin de là s'ouvrira la cité internationale, des haut-parleurs informeront régulièrement les passants du nombre d'adhésions au P.C.F. recueillies dans l'enceinte des réjouissances. Et la « Cité du comité central » (où se tiendront les débats) s'appellera aussi : cité de l'« Humanité ».

● Le rôle de la presse dans le combat politique sera d'ailleurs mis en évidence, de manière expérimentale, par l'équipe des rédacteurs de l'« Humanité », qui proposeront au public, dans le stand des débats équipé d'un nouveau système audiovisuel, de faire ensemble la « une » de leur journal. Dimanche, en fin d'après-midi, aura lieu le « face à la presse » de Georges Marchais. Et des discussions se succéderont pendant quarante-huit heures, sur le thème des libertés et de la liberté culturelle, de la solidarité internationale, de la politique à l'entreprise, etc.

● Et puis, les spectacles. Les concerts — qui sont des spectacles — sur l'immense podium de la scène centrale, devant cent mille auditeurs assis à même le sol. Le Cuarteto Cedron, Alan Stivell et beaucoup de variétés, le samedi matin ; l'école de samba « Salguiero », le samedi soir ; « le Mandarin merveilleux » de Bartok, le dimarche matin ; et, après les couplets des Reggiani père et fils, et de Francesca Solleville, après les chants chiliens d'Isabel Parra et d'Anti Allimani, après le chœur des mineurs portugais de Aljustrel, la soirée contemporaine du dimanche : le « Dies Irae » du Polonais Krystof Penderecki et des extraits d'« Au grand soleil d'amour chargé », l'opéra de l'Italien Luigi Nono.

● A la cité internationale, des artistes de tous les pays (Toto Bissainthe, Una Ramos, Teca et Ricardo, etc.) ; mais également la compagnie Anne Béranger (le samedi) pour un programme de danse contemporaine, l'orchestre de chambre Jean-Bernard Thomas et l'orchestre symphonique de Halle (R.D.A.) dans des œuvres de Haendel et de Mozart. Le jazz (Chris Mc Gregor, Byard Lancaster, Nana Vasconcellos, Moravagine) alternera sous le kiosque à musique avec la musique pop, le rock et le folk.

L'action culturelle des travailleurs algériens présentera ailleurs, en arabe dialectal, deux pièces « mobilisatrices » de Kateb Yacine : « Mohammed, prends ta valise » (vingt-quatre tableaux sur l'immigration), et « la Guerre des deux mille ans », créée en novembre 1974 à Alger.

● Les arts plastiques et les sciences, qui avaient fait une entrée en force, en 1974, à la Fête de l'« Humanité », seront associés, cette année, dans une grande exposition sur « Les hommes et les outils », en deux volets : l'information scientifique (les origines de la révolution technique ; les rapports du socialisme et de la production), et les exemples plastiques (images des outils dans les sociétés). Et si l'on veut en savoir plus, rendez-vous à la Cité du livre, où toute l'édition française sera représentée : une librairie géante, et un département cher au parti communiste, six mois après la parution du « Manifeste pour le livre ». — A. R.

Expositions

André Masson à Aix-en-Provence

(Suite de la première page.)

On ne trouvera pas toutefois, dans l'exposition du musée Granet, les pièces les plus tourmentées de l'œuvre d'André Masson. Malgré sa virulence, le peintre y apparaît comme un artiste tout à fait « exposable », même sous des cieux azuréens qui méconnaisssent le tragique déchiré.

A vrai dire, rien n'annonçait à ses débuts, durant sa période dite de la « réalité poétique », de 1921 à 1924, la venue d'un grand peintre ni d'un grand innovateur. Tout juste un tempérament personnel, qui cherche et se cherche. Il peint dans la foulée de ce qui se fait : des « Joueurs de cartes » à la manière du cubisme tardif en 1923. « Le Cimetière », en date de l'année suivante, est un paysage qui n'est pas tranquille. Ce pâle sous-bois, où éclate le romantisme symbolique d'un disque solaire, a l'air statique. Quelque chose l'agite de l'intérieur, et pervertit son classicisme apparent. André Masson ne va pas tarder à ne peindre que des choses et des êtres « en proie au changement ». Et à s'apercevoir que, ce faisant, il se métamorphose lui-même.

Le plus de réalité

Le surréalisme, en 1925, c'est sa chance. Surréaliste, il l'aurait été de toute façon, irrésistiblement. Il l'est par nature, encore qu'il ne l'ait été qu'à sa manière et à ses jours, en dépit de l'orthodoxie jalouse qu'imposait l'autorité papale d'André Breton. Il allait cependant permettre à cet intellectuel raffiné, grand lecteur des philosophes et des poètes, d'entreprendre pour son compte la conquête de l'irrationnel. Comme tous les autres surréalistes, André Masson avait eu entre les mains le livre du clinicien suisse Prinzhorn, « l'Art des fous », qui établissait les valeurs artistiques de l'inconscient (que la « culture » n'aurait pas gâté). Mais l'œuvre d'André Masson ne tarde pas à montrer que le surréalisme n'est pas seulement le fait de l'imagination. On n'invente rien du néant. C'est tout le mystère de la réalité que l'artiste regarde sur laquelle il « phantasme » et que, finalement, il transforme. D'où l'importance du mouvement.

Or la peinture d'André Masson mettra du temps à se mettre en mouvement. Il faudra attendre les années 30, avec la série des « Massacres », peints à Grasse, pour assister aux tempêtes qui allaient, de temps à autre, régler son œuvre. Ici, l'image est un tournoiement solaire de violentes couleurs, filigranées par un dessin aigu et heurté. D'emblée, on assiste au rejet des valeurs classiques. Mais le peintre s'appuie dessus pour les faire vaciller par une sorte de parodie. Son « Combat des Amazones » est presque davidien. Il évoque l'« Enlèvement des Sabines » du Louvre, qu'un cyclone aurait perturbé.

Une différence matérielle pourtant : la dimension modeste des tableaux. Masson conçoit de grands projets sur de petites surfaces, suffisantes pour les intimités cubistes, mais qui semblent bien pauvres pour l'écriture gestuelle d'un peintre flamboyant par nature. Trop petite également, cette « Corrida » de 1937, mais qui n'en a pas moins une dimension monumentale, interne. Masson ne trouve une certaine ampleur que dans cette « Sierra aragonaise » de 1935-1936, peinte à la veille de la guerre civile espagnole. Paysage rougeâtre : la terre brûlante d'Aragon est prémonitoirement en feu, secouée du dedans. On trouve une autre période surréaliste en 1939, avec cette « Terre » littérale, faite de sable et de couleur « à la tempera », qui est un phantasme sur la réalité du sable et d'un morceau de bois. André Masson change ici la nature de son expression ; il laisse agir l'inconscient, l'irrationnel, la bête qui est en lui, capable de révéler de nouvelles forces vives.

Tableaux américains

Le processus est splendidement manifeste dans les cinq peintures de la période dite « américaine » (1941 - 1945). Masson s'y révèle grand dessinateur, coloriste irrésistiblement emporté. Ainsi ce portrait de « Luis », peint en traits coloriés, comme au tube, avec des couleurs plates, sans perspective. On trouve également, dans le portrait de « Diego » (aux cerises, en Flore, comme les bourgeoises du dix-septième siècle hollandais), la calligraphie chinoise de Masson, un dessin à la Picasso et une mise en coudleurs plane à la Matisse. Les jeunes peintres américains ont repris sur de vastes toiles, jusqu'à en changer la nature, le graphisme gestuel (Pollock) et cette couleur mise à plat (Motherwell et Stella). Mais, si les tableaux de Masson sont de dimensions relativement petites, habitude de pauvre, les artistes des sociétés riches fabriquent de grands tableaux, simples et sans détails.

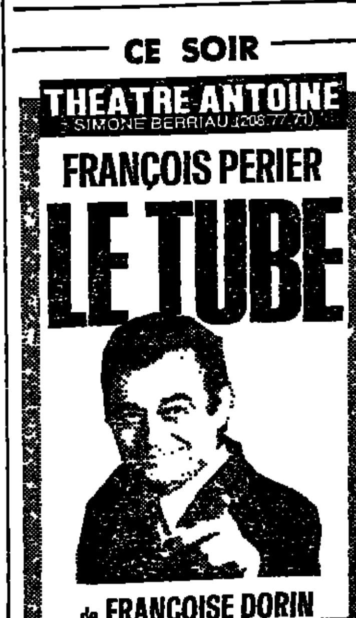
Les petites toiles de Masson sont souvent des laboratoires de recherche. De curieux détours marquent cette recherche pourtant. Le « Mistral » de 1947 est un Masson typique, avec son graphisme déchiré, d'une construction abstraite pour les couleurs seulement. Mais, en Italie, Masson change de cap. Il peint presque à la Monet une Venise tout en vapeurs, où la couleur n'aurait plus d'assise. Une cité atmosphérique, une sorte de « Venise - impression » néo-impressionniste. A Rome aussi, Masson appelle Monet à la rescousse. Intermède pictural, d'un impressionnisme fantastique, qui ne tarde pas à s'estomper. C'est aux années 50-60 que le peintre nous donne cette série de grandes toiles, comme « l'Extase », qui est un grand Masson bleu, dense et rythmé. Tandis que le calligraphe se révèle chez la « Jeune Chimère » de 1956, la série des « Délire-lansquenet » et le « Graal » achèvent cette rétrospective succincte d'un peintre qui avait, dans sa jeunesse, rêvé, comme il nous l'avait confié un jour, de devenir un « peintre paradisiaque ». Il a réussi à être l'un des plus grinçants de l'école de Paris. Mais le monde a fini par se faire à sa musique, l'une des plus superbement personnelles de la peinture française contemporaine.

JACQUES MICHEL.

★ Peintures d'André Masson, au musée Granet, à Aix-en-Provence, jusqu'au 15 septembre.

■ L'Hommage à Ravel présenté par l'Orchestre national de Radio-France aura lieu les 19 et 20 septembre, au Théâtre des Champs-Elysées (contrairement aux indications portées dans « le Monde » du 14 août). C'est le « Requiem » de Berlioz qui sera donné aux Invalides les 25 et 26 septembre.





Cinéma

« POPULATION ZÉRO »

Dans une société libérale avancée, en l'an du terrorisme technocratique et du gaspillage des ressources naturelles, le chef de l'Etat annonce qu'une réunion au sommet des pays occidentaux a décidé d'interdire pendant trente ans toute procréation. Pour pallier la frustration d'épouses privées de leur légitime droit à la maternité, la société fournit des enfants en plastique, programmés sur ordinateur pour répondre par leur nom à leurs mères adoptives. Une jeune femme mariée se rebelle, conçoit un enfant, ce qui rend hystérique la voisine. Dénonciation, exécution prévue sur la place publique, ou ce qui en reste dans un dome en plastique d'où le couple réussira à s'échapper pour, pagayant à travers les égouts, rejoindre l'air libre et la mer (polluée ou non ?) toujours recommencée.

Cette production anglo-danoise, distribuée par la Paramount, a le tort de mettre la charrue devant les bœufs, de supposer tout résolu dans le sens du pire « bon sens » petit-bourgeois : si vous voulez garder votre cher confort, réfléchissez, pauvres terriens, qu'il ne faut pas détruire la poule aux œufs d'or. Les millions d'êtres qui de par le monde n'ont pas besoin de standing et souffrent d'avitaminose, n'existent pas. Les femmes ne pensent qu'à satisfaire leur fonction « éternelle » de reproductrices. *Population zéro* (titre véritable : croissance de la population, zéro) renvoie surtout à l'absence totale de vision de grosses têtes surconditionnées par la consommation et les délices du fonctionnel. — L. M.

★ Publicis-Matignon (v. o.).

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MARDI 19 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Les animaux du monde (la faune du Sahel) ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Les grands mystères de la musique : « Un amour de Chopin ? Delphine Potocka », par Bernard Gavoty ; 22 h. 45, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « Zoulou », de C. Enfield (1964), avec St. Baker, J. Hawkins, U. Jacobsson, J. Booth, M. Caine.

La révolte des Zoulous, au Natal, en 1879. Quatre mille guerriers attaquent une petite garnison britannique, qui résiste héroïquement

Débat : « Quand les Noirs et les Blancs se disputaient l'Afrique du Sud ».

Avec la participation de MM. Jacques Leguebe, auteur de « l'Afrique du Sud et le destin de l'Occident » ; Desmond Colborne, directeur de la Fondation sud-africaine à Paris ; Dominique Zahan, ethnologue et professeur à Paris-V ; de Mme Arietta Sebese, anthropologue.

23 h. 30, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 25 (R.), Westerns, films policiers, aventures : « la Louve solitaire », d'E. Logereau (1967), avec D. Gaubert, M. Duchaussoy, J. Guiomar.

Cambrioleuse et acrobate en maillot et cagoule noirs, la « louve solitaire » est obligée de travailler pour un policier de la brigade des stupéfiants.

22 h. 5, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., (R.), Dialogues, par Roger Pillaudin : « Marxisme et christianisme aujourd'hui », avec J. Cardonnel et M. Verret ; 21 h. 20, Festival de Prague, orchestre philharmonique et chœur de Brno : Symphonie pour orchestre, chœur et récitant (Karel Horky) ; Sinfonietta (Janacek) ; Incantation, Concerto pour orchestre (Martinu) ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris (en direct de la Sainte-Chapelle) : « Early music consort de Londres », voix et instruments anciens ; 24 h. (S.), Apollon contre Dyonisos, par P. Lattes.

MERCREDI 20 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Dramatique : Du cidre avec Rosy, de L. Lee. Réal. Cl. Whatham. Avec R. Leach, S. Grendon, Ph. Hawkes

La vie d'un village de la vallée des Cotswold, au nord de Bristol, évoquée à travers l'enfance et l'adolescence du poète anglais Laurie Lee

22 h. 5, Reportage : Variances, de M. Arnaud. La France vue de Harvard.

Avec la participation de MM John K. Galbraith, professeur d'économie politique ; Stanley Hoffman, directeur du Centre d'études européennes d'histoire ; Lawrence Wylie, professeur de civilisation française

23 h., IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Série : Mannix. « Dans les bois » ; 21 h. 30, Histoires vécues; de J.-E. Jeannesson. Soixante-cinq ans après. Réal. M. Favart.

Un rapide coup d'œil sur les conditions de vie des retraités.

22 h. 30, Sports sur l'A 2 ; 23 h., Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : « La lettre mystère » ; 20 h. 25 (★) (R.), Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Ces messieurs de la Santé », de P. Colombier (1933), avec Raimu, L. Baroux, E. Feuillère, M. Rolland, P. Stephen (N.).

Un banquier véreux s'évade de la Santé. Il s'introduit dans une famille de commerçants dont il capte la confiance et monte une affaire frauduleuse.

22 h. 30, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Emission médicale (en liaison avec T.F. 1) : Médecine nucléaire, par J. Barrère ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Sonate n° 1 pour pianoforte et violon » (Beethoven), Quatuor à cordes en ré mineur, « La jeune fille et la mort » (Schubert) ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy (1969), L'orchestre national au Théâtre des Champs-Elysées : « Symphonie n° 7 en forme de variations » (Peter Mennin), « Bacchus et Ariane » (Roussel), « Concerto pour violon et orchestre » (Tchaïkovski) ; 22 h. 15 (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h. (S.), Homophonies, par R. Pfeiffer.

A 2 RENONCE A SON FESTIVAL DE DOCUMENTAIRES DE CREATION

● Annocé fin juin, le premier Festival du documentaire de création (*le Monde* daté 27-28 juillet) n'aura pas lieu. Face aux réticences des réalisateurs, des producteurs et des critiques promus sélectionneurs, la présidence d'Antenne 2 a décidé de supprimer le caractère compétitif de la manifestation, qui aura lieu du 1er au 8 septembre. On verra à cette occasion : *Si près d'ici*, première émission de la série de Michel Del Castillo « La saga des Français » (1er septembre, 20 h 35) ; *l'Assommoir*, dans la série « Lire c'est vivre », de Pierre Dumayet (2 septembre, 20 h. 35) ; *Stendhal, ou l'Italie du bonheur*, de Nat Lilienstein (4 septembre, 20 h. 35) ; *Personnages de la vie : Claude Olievenstein*, de Claude-Jean Philippe (5 septembre, 20 h. 35) ; *le Solennel M. Philippe de Champaigne*, de Paul Seban (6 septembre, 17 h. 15) ; *les Immigrés dans la cité*, de Jacques Frémontier, dans la série « Vivre ensemble » (6 septembre, 20 h. 35), et nard Bouthier, dans la série « Inventaire » (8 septembre, 20 h. 35). *ventaire* (8 septembre, 20 h. 35). M. Marcel Jullian a annoncé qu'il poursuivrait son effort en faveur des « documentaires de création », en inscrivant chaque semaine une émission de ce type en début de soirée ; mais, ne renonçant pas tout à fait à son projet initial, M. Jullian envisagerait l'organisation d'un « référendum » en 1976.

VU

Le « haut » et le « bas »

Si, de la scène à l'écran, les conventions aidant, le théâtre de Boulevard a fini par se confondre avec « Au théâtre ce soir », le caractère répétitif de l'entreprise n'y est pas pour rien. En revanche, l'art lyrique, rare au petit écran, y fait toujours figure d'objet insolite. Tantôt la télévision assume ce caractère particulier, et fait d'une retransmission (depuis Orange, depuis Aix-en-Provence) un événement, tantôt, au contraire, elle tente d'inventer des formes, des conventions nouvelles (même si elles s'apparentent à la tradition de l'opérette filmée) : les Allemands se sont fait une spécialité de l'« écranisation » lyrique ; les adaptations Karajan sont très appréciées, dans le genre.

Antenne 2 a diffusé lundi soir une production du Théâtre des Arts de Rouen, Andrea del Sarto, *opéra contemporain de Daniel Lesur, écrit sur une trame, romantique, d'Alfred de Musset.*

Le Théâtre des Arts de Rouen est une bâtisse cubique en béton plantée au bord de la Seine derrière une statue de Corneille : c'est un important foyer de l'art lyrique en France, et l'entreprise Andrea del Sarto, *confiée à Margherita Wallmann pour la mise en scène, a été, à Rouen, puis à Paris, dans le juste rapport du plateau à la fosse d'orchestre, et aux fauteuils de velours grenat, une réussite, un succès* (le Monde *du 18 décembre 1974).*

Daniel Lesur n'étant pas un auteur « maudit » — du côté des commandes officielles, s'entend, — la retransmission télévisée de l'œuvre a été décidée. On a mis l'opéra « en boîte » ; mais on a oublié d'y apposer les étiquettes « fragile », « haut » et « bas ». Cela explique sans doute qu'il ait été filmé, en toute bonne foi, à contresens.

Faute de moyens, et parce qu'on ne pouvait ni ne voulait sortir de l'ordinaire, on a posé des caméras sur la scène, selon le principe qui réussit à « Au théâtre ce soir ». Mais — faut-il répéter les « évidences » ? — l'opéra n'est pas du théâtre, et moins encore que lui il se prête au semblant de regard « psychologique » ou « naturaliste » que permet l'alternance des caméras, des plans rapprochés et éloignés, selon les règles du récit cinématographique.

A l'opéra, ce qui bouge, c'est la musique, et le reste est fascination : quand l'image se met en mouvement, le reste devient, petit à petit, décor. C'est intéressant si le parti pris est mené jusqu'au bout (comme dans l'adaptation télévisuelle du Précepteur *par Bernard Rothstein, l'autre lundi) ; mais, lundi 18 août, c'était redoutable.*

MARTIN EVEN.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
ETABLISSEMENT DE VERNON
recherche

INGENIEUR
GRANDE ECOLE
ayant de bonnes connaissances de base en :
— théories des asservissements, organes des systèmes asservis, méthodes non linéaires et statistiques ;
— mécanique du vol des missiles ;
— rigueur d'esprit et méthode nécessaires.
(Référence 127)

INGENIEUR
pour étude et industrialisation paliers magnétiques asservis.
Connaissance asservissements linéaires, électronique analogique, électromagnétisme et si possible mécanique (résistance des matériaux).
(Référence 128)

Adresser curriculum vitae et prétentions en précisant référence du poste à :
S.E.P., Service du Personnel,
B.P. NR 802, 27207 VERNON.

Import. Sté de bâtiment rech. pour le NIGERIA
1) CHEF DE PARC MATERIEL
Format. mécaniq., T.P. et bât.
2) ADJOINT AU CHEF COMPTABLE
bonnes connaiss. du bâtiment
3) ACHETEUR T.C.E.
4) CONDUCTEUR DE TRAVX T.C.E.
Ces postes sont réservés à des cadres du bâtiment ayt la prat. courante de la langue anglaise.
Pour PARIS
1) ADJ. AU DIRECTEUR DU PERSONNEL
2) ADJOINT AU CHEF COMPTABLE
Bonnes connaissances des systèmes informatiques.
Se prés. Sisor, 90, r. La Fayette PARIS (9e), ou tél. 770-75-59.

Recherchons
COMPTABLE
hautement qualifié. Libre de suite. CENTRE LECLERC, chemin des Hayettes, 95520 OSNY.



emplois internationaux

IMPORTANTE ENTREPRISE DE T.P.
recherche pour son agence du GABON

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

30 ans minimum, justifiant d'une expérience dans la profession d'au moins 5 ans, il sera chargé de diriger la comptabilité et les services administratifs.

Le poste est situé à LIBREVILLE.

Adresser CV, photo et prétentions No 18286 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

BUREAU D'ETUDES
installé en Guadeloupe
Recherche secrét. de direction hautement qualifiée pour un emploi tempo. du 15-12-75 au 31-3-76. Log. meub. et voy. avion fournis. Env. C.V. dét., photo et prétentions nº 7.103, « le *Monde* » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris.

Importante Sté française cherche pour sa filiale marocaine

INGENIEUR-ELECTRICIEN

pour travaux électricité industrielle, expérience nécessaire. Ecrire av. C.V. journal, nº T 073.409, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

POUR COTE-D'IVOIRE cherche

2 PROFESSEURS COMPT.

niveau Ecole Supérieure de *Commerce, connaissant* travaux comptab. Logement et voyage assur. Ecr. *M. A.* HAWMMOND Impasse BAUDELOT 76880 Arques-la-Bataille ou tél. (16-35) 85-51-74.



emplois régionaux

usinor DUNKERQUE

recherche

1 MEDECIN DU TRAVAIL A TEMPS COMPLET

Ecrire à Monsieur le Directeur - Société USINOR - B.P. 2-508
59381 DUNKERQUE.

C&C

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET

vous propose de débuter votre carrière dans son service

audit

● Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences-Eco, Ecole d'Ingénieurs, Sciences PO...).
● Vous avez un excellent esprit de synthèse et d'analyse, vous aimez le travail en équipe et vous êtes capable de développer des contacts humains à tous niveaux.
● Connaissances comptables appréciées.
● Dégagé des Obligations Militaires.
● Disponible rapidement.

Les candidatures manuscrites avec C.V. détaillé, photo et prétentions sont à adresser à Monsieur le Directeur Général, de la CRCAM DU LOIRET
26, rue de la Gode
45800 Saint Jean de Braye

Pierre Lichau s.a.

Important organisme du S.-O. rech. *opticien - directeur techn.* Place stable, situation d'avenir. — Ecrire nº E 7.391 HAVAS, 31002 TOULOUSE CEDEX.

Centre de préformation pour adultes migrants recherche
FORMATEUR
mathématiques modernes.
Envoyer C.V. avant 5 septembre CREPT, 55, bis r. du Béarnais, 31000 TOULOUSE.

Société immobilière recherche pour ROUEN

INGENIEUR EXPERIMENTE
pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.R.D. *Diplôme exigé.*
Adres. candidature avec C.V. man. s/nº *874.615, Régie-Presse,* 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

Chantier naval recherche
CHEF DE BUREAU D'ETUDES NAVALES
Sera l'animateur responsable d'un bureau d'études de 50 personnes. Ce poste convient à un ingénieur diplômé (Centrale, Supélec, Arts et Métiers) ou autodidacte, âgé d'au moins 33 ans et ayant acquis dans un chantier naval une solide expérience de bureau d'études dans les domaines : coque, machine et électricité si possible de préférence pour des navires de taille moyenne.
Une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit sera appréciée. Le salaire sera fonction de l'étendue de l'expérience acquise dans les domaines précités. Ecrire nº 90.664, HAVAS, LA ROCHELLE, qui transm.

POSTE de DIRECTEUR en AUVERGNE
CLERMONT-FERRAND ville
« Les Gravouses »
Ecole départementale spécialisée *pour les malentendants* (134 enfants de 4 à 19 ans) et accueillant 67 enfants déficiants intellectuels légers.
RECHERCHE
DIRECTEUR ADMINISTRATIF
— Age minimum 25 ans.
— Baccalauréat exigé et expérience de direction.
— Traitement mensuel : 3.500 à 5.000 F suivant qualification.
S'ad. Préfecture du Puy-de-Dôme 2e direction, 1er bureau.
Tél. : 92-42-42.

BANQUE REGION OUEST
crée un poste de

CONTROLEUR DE GESTION
● Mise au point et application progressive d'un système de contrôle de gestion.
● Conception, avec le Service Informatique, de modèles *d'aide à la décision.*

Une formation de base H.E.C. (Contrôle de gestion, ou Organisation et Informatique) et une première expérience seraient appréciées.

Ecrire nº 1.202 H.A.P.-Hall Petites Annonces 7 X-44040 NANTES CEDEX.

---

crédit foncier de france

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE
organisera à PARIS
les 10 et 11 octobre 1975

un concours

pour le recrutement d'ATTACHES

Ce concours ouvert aux candidats français, masculins et féminins, âgés de 20 à 32 ans au 1er Janvier 1975 est accessible notamment aux :

- titulaires :
• d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquée,
• du diplôme d'études comptables supérieures,
• du diplôme du centre d'études supérieures de banque,
- anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles ou des Instituts d'Etudes Politiques,
- notaires,
- clercs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,
- architectes et géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.

Sous réserve que les candidats obtiennent des notes jugées satisfaisantes par le jury d'examen, ce concours est ouvert pour 28 postes au maximum se répartissant normalement *à raison de 10 postes en option «juridique», 4 postes en option «mathématiques»* et 14 postes en option «financière».

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 8 SEPTEMBRE 1975.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel -
48, rue Cambon PARIS (1er) - B.P. 65 - 75050 PARIS CEDEX 01 (Tél. : 260-35-30).

C&C

Expansion de notre *Division Téléphonie :*
nous offrons plusieurs postes de

techniciens programmeurs

à Jeunes DUT Informatique ou équivalent.

Les candidats auront de bonnes notions d'électronique et la pratique d'un langage Assembleur.

La connaissance de l'Anglais est souhaitée.

Notre implantation dans la région OUEST permettra après quelques mois de proposer aux intéressés une affectation à notre établissement de NANTES s'ils le désirent.

Ecrire avec CV détaillé au Service Direction *Gestion des Emplois, sous réf.* MCM 7540.
B.P. 402
92103 BOULOGNE

L.M.T.

plein emploi

---

jeunes commerciaux

● votre expérience de la vente directe,
● votre formation supérieure,
● vos connaissances pratiques comptables,
● votre habitude des contacts à haut niveau,
● vos ambitions légitimes,

vous permettent d'accéder à une carrière **commerciale** dans un secteur de pointe, tel que **l'informatique de gestion.**

Nous vous invitons à rejoindre nos équipes chargées de promouvoir et de développer nos méthodes de traitement sur ordinateur auprès des cabinets comptables et entreprises.

Postes à pourvoir PARIS et PROVINCE (priorité : Paris, Lyon, Lille, Nantes, Nancy).

Ecrire avec CV manuscrit, photo et prétentions ou si disponibles immédiatement, pour entretien, téléphoner directement au

CCMC (74) 85-43-75
Recrutement
BP 62 - 38207 VIENNE

plein emploi

Importante Société proche banlieue parisienne

recherche

UN PROJECT MANAGER

pour sa filiale américaine récemment créée
• Mutation U.S.A. après une période de formation.
• Durée séjour aux U.S.A. : 3 à 5 ans.

Le candidat retenu devra avoir :
— 35 ans minimum ;
— une formation supérieure (ECOLE CENTRALE DE PARIS ou équivalent) ;
— une connaissance parfaite de l'anglais (écrit et parlé) ;
— fait des séjours de travail à l'étranger ;
— si possible une expérience à un poste de responsabilité dans une Société d'Engineering.

Adresser C.V., photo et prétentions à nº 1.083, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEILS EN INFORMATIQUE

recherche

JEUNES COLLABORATEURS

— célibataires, dégagés O.M. ;
— libres rapidement.

Niveau : 2 à 3 années d'études supérieures.
DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat. avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à nº 18.438, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

SOCIETE IMMOBILIERE Paris, 60.000 logements gérés recherche pour la banlieue Ouest :

CADRES de GERANCE

Chargés de la gestion de groupes locatifs comportant chacun 2 à 3000 logements.

Ils posséderont une formation juridique ou commerciale ou mieux un B.P. Administrateur de Biens.

Les candidats devront avoir fait la preuve de leur aptitude au commandement.

Permis de conduire exigé.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 18521, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

ORGANISME PUBLIC NATIONAL
recherche :

1 ORGANISATEUR CONSEIL
possédant de bonnes connaissances en télégestion et réseaux d'ordinateurs.
Formation : ingénieur grande école ou équivalent.

Rémunération selon références.

1 STATISTICIEN SPÉCIALISTE EN RECHERCHE OPÉRATIONNELLE
pour recueillir, analyser les données et monter les modèles prévisionnels.
Formation : ISUP, INSEAD, CIRO ou similaire.

EXPERIENCE SOUHAITEE dans les deux cas.

1 JEUNE STATISTICIEN
connaissant la programmation FORTRAN pour mise au point et exploitation de données statistiques. Formation : IUT informatique ou statistique. Libéré des obligations militaires.

Ecrire avec C.V. ss réf. 1055 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris Cedex 02 qui transm.

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE
jeune en pleine expansion
recherche d'urgence

DIRECTEUR D'USINE
— capable de concevoir et de contrôler l'évolution technique de l'usine ;
— capable d'animer une équipe de cadres et d'ouvriers, ayant l'expérience, l'habitude des hommes et les qualités morales correspondant à ce poste.

Formation laitière et technique indispensable. Maison individuelle à disposition.

LIBRE DE TOUT ENGAGEMENT

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à
S.A. RAMBOL
16, rue de la Fosse-aux-Chevaux,
78730 SAINT-ARNOULT

Importateur petites machines et outillages recherche
CORRESPONDANCIER TECHNICO-CCIAL
français, allem. parlé et écrit, pour suivre les affaires auprès fournisseurs et clients.
Poste à pourvoir au siège à Paris.
Adr. C.V. et prétent. à nº 1.047, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Groupe de services recherche pour son ag. d'architecture (Paris 8e)
UN ARCHITECTE
pour prendre direction : sens du dialogue, ouverture d'esprit, dynamisme.
UN DECORATEUR
de conception dessinant bien, sens du réel.
Faire propos. manuscrite avec C.V. et prétentions + photo au nº 7.104, « le *Monde* » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

Important service public quartier Belleville recherche
CHEF DE SALLE
sur matériel I.B.M. 370/135 *24 O.K. sous DOS VS* POWER en télégestion.
Connaissances sér. exigées.
Horaire 2 × 8 de 6 h. 30 à 14 h. 30 ou 14 h. 30 à 22 h. 30.
Expérience informatique minimum 6 ans dont 4 ans à titre de pupitreur.
Age min. 30 ans. *Adr. C.V.* manuscrit et prétentions à M. Delaire Pierre, chef du S.P.I., 14, rue du Général-Lasalle 75940 Paris Cedex 19.

Sté T.P. recherche PARIS
INGENIEUR
5 ans min. pratique mécanique des sols (fondations) pour liaisons commercial., conception et contrôle des campagnes reconnaissance et études labo. et exploitation résultats.
Env. C.V. détaillé, réf. et prét. s/réf. 1.057 à P. LICHAU S.A. 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

GROUPE D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES PARIS

JEUNE CADRE DE BANQUE

Profil recherché :
● 26 ans environ ;
● 4 ans d'expérience dans un service d'exploitation où il assure les relations avec des sociétés industrielles ou commerciales.

Nous lui proposons :
● Prévisions et gestion de la *trésorerie du groupe ;*
● Relations avec les banques ;
● Rémunération de l'ordre de 50.000 F/an.

Adresser C.V. et photo sous référence 2.208 (à mentionner *sur l'enveloppe) à ORGANISATION ET PUBLICITE,* 2, rue *Marengo, 75001* PARIS, qui tr.

Très importante société de distribution taille nationale rech. pour ses magasins du Nord de PARIS
CHEFS COMPTABLES
niv. D.E.C.S., min., 7 à 10 ans d'expér., libres rapidement si possible, discrétion. — Envoyer C.V. et prétentions à S.E.E.C., 12, rue du Rocher, PARIS (8e).

Société d'expertise comptable interventions haut niveau recherche
1) STAG. 2e ANNEE
2) COLLAB. COMPTABLE
Ecrire à Contrôle et Expertise, 14, bd *Poissonnière,* 75009 Paris.

Organisme professionnel (parc *Monceau*) recherche
RESPONS. ADMINISTRATRIF
pour :
— Admin. service du personnel (40 personnes) ;
— Gestion admin. et juridique de l'organisme :
conception de notes préparatoires ; budgets et rédaction de procès verbaux de réunion, suivi des décisions.
— Rédaction de textes généraux de nature économique sur la profession.
Le poste nécessite une bonne formation juridique, notamment en droit social, du goût et des qualités pour la rédaction.
Situation d'avenir
pour personne active et efficace.
Envoyer C.V. manuscrit, photo, prétentions sous pli personnel à Mlle PILLAC
34, av. de Messine, Paris-8e.

FONCTION PERSONNEL
IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES
recherche urgent
STAGIAIRE
pour remplacement six mois
FORMATION :
licence de psychologie.
Ce poste *conviendrait* à une personne désireuse de s'orienter *vers les activités de recrutement* et gestion de personnel.
Envoy. C.V. man. à nº 5.058/M, *Axial Publ.,* 91, bd Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.
Réponse rapide assurée.

FIRME INTERNATIONALE
cherche pour département RELATIONS PUBLIQUES
SECRÉTAIRE BILINGUE
ALLEMAND ou ANGAIS
Expérience souhaitée.
Libre rapidement.
Env. C.V. et photo, ss nº 18.552, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Foyer Départ. de l'Enfance, à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) 102 lits moins de 12 ans
Recrute d'urgence
1 EDUCATEUR CHEF
S'adr. DDASS du Val-de-Marne, Serv. du personnel, 23 bis, rue des Mèches, Créteil. T. 898-91.40.

Etablissement public à caractère culturel
PARIS-CENTRE
recherche
STANDARDISTE
expérimentée avec notions d'anglais ou bilingue
Tél. pour candidature à J.N. TRINH : 508-25-00

Centre recherche Rhône-Poulenc à Aubervilliers recherche
SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo service du personnel, 12, rue des Gardinoux.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03.
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

Un important groupe multinational C.A. 4.500 MF. effectif 25.000 personnes recherche un collaborateur de haut niveau pour lui confier un poste de

fiscaliste

Adjoint au Directeur du Service Fiscal de la Société, le candidat recruté aura pour mission de l'assister dans les tâches qui lui incombent :
- Informer la D.G. en matière fiscale
- Contrôler les Sociétés françaises du groupe en ce qui concerne l'application de la politique fiscale
- Conseiller et assister les Sociétés étrangères du Groupe dans le domaine fiscal.

Pour postuler il faut avoir : 30 ans minimum. Une formation supérieure, 7 ans d'expérience (Administration ou poste analogue) une excellente connaissance des dispositions du système fiscal français applicable aux entreprises industrielles et commerciales.

Pour en savoir davantage env. CV détail. sous réf. 3506 à M.A. BORDES, qui traitera confidentiellement tous les dossiers.

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS.

représent. offre

GIRPA A 300 STUDIOS PLACEMENT ET APPARTEMENTS TRÈS GRAND STANDING A VENDRE. *Publicité très importante* (presse et radio) Elle RECHERCHE
5 VENDEURS
Elle précise des VENDEURS. Très important salaire. Curieux s'abstenir. Se présenter avec C.V. et 3 dernières feuilles de paye. Obligation voiture. *Tous les jours, de 17 heures à 19 heures, 92,* boulevard du Montparnasse, PARIS-14e.

cours et leçons

Comptabilité préparation exam. par professeur. — 774-87-06.

enseignem.

B.E.P.C. - BACCALAUREAT Dipl. langues, études sérieuses, milieu harmon. Pension J. F. *la Pensée,* Vevey Léman, Suisse. T. 512855. Rens. Paris 824-94-24.

autos-vente

Particulier vend ou échange MERCEDES cabriolet 190 SL 56. *Burx 578-25-91.* Dom. 027-20-10.

occasions

Vds salon mod. marron fauve, très bon ét., 3 pces (canapé-lit 2 pers. + 2 fauteuils), 2.500 F à débat. Tél. 820-80-17, après 19 h.

Particulier vend tableaux de maître parfait état, 17e siècle. Appeler après 19 h. : SAB. 65-03.

CAMERA et PROJECTEUR Super 8, diction. LITTRE 4 vol. Tél. 250-37-17, poste 29 (h. bur.).

demandes d'emploi

PHYSICO-CHIMISTE
33 ans, ingén. phys. et chimie Pars, Ph. B. (USA), 8 a. expér. recherches, ch. situation région indifférente. Ecr. R.E.S., 6, rue *Abbé-Grégoire, 75006* PARIS.

J. F. 26 ans, secrét., 9 a. exp. ch. emploi avec responsabilités. Région PONTOISE-ST-GERMAIN *mi-temps accepté.* Ecr. nº 6.018, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 23 a., dég. O.M. dipl. I sup. Co, 1 a. exp. ds gde entr. alle., s. exp., ch. empl. trans. co. ext Ecr nº 3.932, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. dipl. univ., bilingue anglais, *apt. rédact. Exp. secrét., rech.* Libre voyager, ch. poste respons. Ecr. nº 3.931, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 31 a. (marié). Cadre comptable, *administratif et financier.* Niv. d'ét. sup., expér. pratique 10 a. Actuel. disponible, assure réponse avec C.V. à tte prop. de carrière CHEF COMPTABLE. Au min. cadre position III A, rémunération 60.000 an. Définir et détailler poste offert des premier cont. par corresp. (inter. s'abst.) Ecr. nº 3.923, « le Monde » Pub. *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

J.H. responsable service comptable, cinq ans d'expérience, recherche poste assistant directeur financier, comptable ou contrôleur de gestion, banlieue Ouest Paris, niveau B.T.S.C., diplôme technicien en gestion. Téléph. 825-77-69.

Couple 30 ans, mari chef cuisinier premier ordre, femme réception ou autre, bilingues, ch. emploi France ou étranger. Excell. références contrôlables France et U.S.A. HENRI CHAMBARD, 4, rue des Saules. 17420 SAINT-PALAIS-SUR-MER.

Secrét. tril. début., esp., angl., B.T.S. Ecr. Foglieni Bernacette, Couffouleux, 81800 Rabastens.

J.F. 30, lic. angl., termine maîtr. traduct. octobre, 2 ann. Anglet., tape machine, ch. trav. intéress. *traduct., littér. ou milieu artist.* stable, bien remun., Sud France préfér. Ecr. M. Ph. HILL, rue du Micocoulier, 34790 GRABELS.

J.H. 25 ans, lic. droit, diplômé I. E. P., cherche remplacement 1er sept. - 31 déc. Tél. 555-74-11.

J. F. psychomotricienne cherche emploi Paris ou rég. Versailles. *Ecr. Mlle Lebonhomme, 5, aven. de Saint-Cloud, 78000 Versailles.*

2 ans respons. France peinture industrielle, homme terrain, affaires ts nivx, réf. export langues *8 ans Londres, Barcelone,* 37 ans, Normand. 55.000 F. net. Ecr. nº 7.110, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

METROPOLITAIN cherche employeur *pour faciliter implantation en Guyane.* Tél. 757-63-26.

Profes. math., 8 ans expérience secondaire, ch. poste Sud-Est ou *étranger.* — Ecrire CARTON, 22, Parc Bellevue, 63150 Bandol.

SECRETAIRE CONFIRMEE
15 ans expérience commerciale, recherche, pour 1er sept., emploi stable sur Asnières, Clichy ou Saint-Lazare. nécess. initiatives et décis. Salaire 33.000 40.000 F. Ecr. nº 6.003, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 37 a., licence sciences éco. ch. pl. administ. gestion entrep. *Ecrire nº 13.591, Régie-Presse,* 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H. maîtrise agro et aliment. formation I.P.A., thèse 3e cycle sur environnement, expér. prof., recherche emploi I.A.A. et ins. *Ecr. nº 3.930,* « le Monde » Pub., *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

CHEFS D'ENTREPRISE

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes

INGENIEUR ENTRETIEN. — 44 ans ; expérience professionnelle : maintenance, service après-vente *dans secteurs électricité,* régulation : chauffage, conditionnement d'air (armoires électriques, moteurs automatismes, appareillages scientifiques). RECHERCHE : poste PARIS, province.

INGENIEUR E.S.M.E. *Mécanicien-Electricien.* — 31 ans ; expérience : Bureau d'Etudes, chaudières, Ingénieur d'affaires et de chantiers en installation, tuyauterie industrielle ; bilingue anglais, connaissance allemand. RECHERCHE : poste d'ingénieur d'affaires ou B.E. : de préférence région parisienne.

DIRECTEUR autodidacte. — 50 ans ; solide expérience des problèmes de réorganisation : gestion générale, personnel, services commerciaux, réseaux de ventes, négociateur tous niveaux. Seconderait dirigeant petite entreprise pour gestion et développement chiffre d'affaires.

INGENIEUR MECANICIEN. — Diplôme grande école ; spécialiste des problèmes de gestion industrielle ; expérience approfondie : organisation de la production, contrôle de gestion, formation. RECHERCHE : poste d'Ingénieur en chef, déplacements longue durée acceptés.

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Blanche - 75436 PARIS Cedex 09 - Tél. 280.61.46 (p.te 71)

L'immobilier

appartements vente

Paris

16e AUTEUIL - 120 m² Sél. dble + 3 chb., bains + cab. toil., 7e étg., asc. réc., 590.000 F - 567-22-88.

15e CHARMANT 2 p., cuis., bs, 5e ss asc., *tél.* EXCELL. AFFAIRE, 118.000 F. 705-22-60.

5e ARR. Immeuble classé Studio 2 p. refait neuf, poutres d'origine. *Prop. s/pl. mardi, mercr. jeudi,* 14-18 h. 30, 1, rue Linné.

134, RUE DE VAUGIRARD IMMEUB. GRAND STANDING - *ENTIEREMENT RENOVE* plein soleil, jardin avec cascade, propriétaire vend beaux studios et 2 pièces en duplex avec terrasse, entièrement aménagés, *placement idéal, livrés* clés en main. Visite ce jour, de 14 heures à 18 heures ou tél. 242-49-19, de 9 heures à 12 h.

15e Immeuble rénové sur rue *et cour, jardin,* Occupés 1, 2, 3 pièces, wc. Téléphone : 622-26-63, poste 26.

CHAMPS-ELYSEES. Magnifique studio, 40 m², tout confl, téléph., *soleil, 210.000 F.* — 229-52-98.

ANGLE TOURLAQUE/LEPIC. Duplex sur cour, grand séjour, cuisine, sal. de bns + 1 chbre. Très calme. 260.000 F. 256-38-41. Conv. pour artiste ou musicien.

RUE D'ASSAS. Très beau 7-8 pièces divisible. 3e ét., balcons. 4.500 F le m2. Exclus. 747-13-27.

ILE SAINT-LOUIS. Rez-de-ch. sur cour et jardin, ravissant petit studio. — SOL. 24-18.

SAINT-GERMAIN-DES-PRES 6e étage avec ascenseur, studio plein soleil. — SOL. 24-10.

Proximité CHAMP-DE-MARS Vend dans bel immeuble pierre de taille, 5e étage, avec balc 5 pièces principales. SOL. 24-13.

PLACE DES VICTOIRES
Studios, 2 pièces tout confort, état neuf, impecc., libre suite. Rens. rend.-vous. Tél. 924-08-02.

Entrée PLACE DES VOSGES A SAISIR. Appt 75 m², 3 p., cft. Téléph. 250.000 F. — 325-40-66.

Right in the center of Paris, fifth story, seven large rooms *with bathroom,* kitchen and toilet, elevator will be installed in the next future. — Call phone number 566-93-39/320 during office hours.

13e - TOLBIAC
Quartier en pleine expansion et immeuble de qualité, 2 critères d'investissement, *sûrs et garantis.* JE VENDS DANS IMMEUBLE DE STANDING deux 2 PIECES et 2 STUDIOS entièrement *aménagés (cuisine installée,* salle de bains, moquette). Prix intéressant. *M'appeler* pour r.-vs de 8 h. 30 à 20 h. 30 au 325-25-25.

Deuxième quartier en hausse constante (triangle BOURSE-OPERA-REAUMUR). Immeuble *de qualité ancien et de très* grand confort moderne (interphone, vide-ord.), style, poutres apparentes et pierres authentiq.
STUDIOS-2/3 PIECES DUPLEX
Livraison immédiate. Pour logement personnel *ou investissement.* Me téléphoner de suite : 325-25-25.

GAMBETTA
50 m. Mo PELLEPORT MAGNIFIQUES STUDIOS à PARTIR DE 75.000 F dans imm. entièrem. restauré. *LIVRAISON IMMEDIATE* Location et gestion gratuites assurées par nos soins. BUREAU DE VENTE s/place tous les jours (sf dim.), 11-19 h. 88, r. PELLEPORT - 636-52-00.

5e - Sur BOULEVARD SAINT-GERMAIN - Bel immeuble très grand standing (entrée marbre, ascenseur-descenseur, vide-ordures, interphone, télévision). Conception intérieure selon votre goût possible jusqu'au *15-9-75*
SOMPTUEUX STUDIOS APPTS EN DUPLEX
toutes surfaces possibles. Prix élevés en rapport avec qualité et situation géographique. Renseignement et vente la journée au 325-25-25.

Mo PORTE-D'ORLEANS
Ds imm. ravol., beaux 2 p., tt *cft, exception. 125.000 F.* Visite mardi, mercredi, jeudi, 14 h.-18 h., 33, *rue de Bagneux,* 92-MONTROUGE. - Tél. 206-15-30.

4e BLANCS-MANTEAUX *dans bel imm. ancien rénové* 90 m², 4 p. tout cft. URGENT 526-31-74.

UNIQUE A PARIS
division et rénovation de *l'hôtel particulier de Talma, 18e.* DUPLEX 8 p. + 481 m2 jardin. DUPLEX 6 p. + 286 m2 jardin. DUPLEX 5 p. + terrasse 27 m2. APPART de 4 p. sur jardin. *CLASSE EXCEPTIONNELLE* Prix élevé. Sur place du lundi au jeudi de 14 h. 30 à 17 heures. 9, *rue de la Tour-des-Dames* *Paris-9e.* Renseignements : 874-19-73, à défaut : 624-88-15.

16e, pr. O.R.T.F., hameau privé. Im. réc., liv., 2 ch., 84 m² + jardin priv. 174 m², calme absolu, verd. *633-15-66 bur.* ou 033-29-55 dom.

QUAI D'ORSAY
300 M² 7 pces princ., 2 bains + 2 serv. 734-23-75.

FELIX-FAURE
2 P. cuis., wc, possib. bains. Px 129.000 F 567-75-80.

BRETEUIL Très bel imm. *P. DE T.* TEL., chb. service, cave. Poss. PROFESS. 780.000 - 555-72-54.

16e R. La Fontaine. 290 m² Sal. double, S. à M., 4 ch., 2 bs, *2 cab. toil., 3 chb. serv.* poss. professionnel - 567-22-88.

16e Près TROCADERO Imm. rénové occupé, 2 pièces, dépendances. *Tél. : 622-16-98, poste 26.*

St-PAUL Très beau 2 pièces, caractère, refait neuf, très ensoleillé - 770-74-14.

MARAIS *Grand 2 pièces,* tout confort, dans imm. restaur. caractère, avec 60.000 F + mensual. 770-40-30.

MUETTE SUR AV. MOZART IMM. P. DE T. SPACIEUX 3 P., TT CFT, BALC. + chbre serv. (park poss.). Prix 470.000 - VERNEL. 526-01-50. Vr s/pl. mardi, merc., 15-18 h., *1, RUE LARGILLIERE.*

HALLES
PROPRIET vd DIRECTEMENT ds bel imm. 18e siècle rénové — STUDIOS, LOGGIAS, STYLE ATELIER D'ARTISTE, 30 m², prix 95.000 F ; — 3 P., tt cft + LOGGIAS, 70 m² prix 240.000 F. Vr s/pl. mardi-merc., 14-17 h., 17, RUE DUSSOUBS. Tél. : 553-64-67.

Pereire-Champerret, salon, salon, s. à manger, chbre, bs, tt cft, 110 m², chambre service. *Mardi,* mercredi, 14 à 16 h., 5 rue Albert-Samain.

PROPRIETAIRE DISPOSE DANS LE 13e (Eglise Jeanne-d'Arc)
30 TRES BEAUX STUDIOS
plein soleil, tout confort (cuisine agencée, salle de bains, moquette, vide-ordures, interphone) Bel immeuble Grande facilité de location. INVESTISSEMENT DE QUALITE Rentable immédiatement. Renseign. chez moi : 325-56-78.

16e ANGLE QUAI
LOUIS-BLERIOT
Imm. P. de T., ravalé, calme, vue s/Seine, 2e ét., balc., asc. **4 P.** *double living, 2 chb.,* entrée, cuis., s. de bs, wc, chauff. cent., tél., cave. En rénovation, possibilité décor. selon avis du client.
PRIX : 397.500 F
3, Vis. mdi, merc., 10-19 h., r. Fantin-Latour. 292-29-92.

EXCEPTIONNEL
15e PONT MIRABEAU Petite *résidence,* grand stdg. entièrem. rénové. Reste qques stud. et 2 p. à partir 99.000 F. *Locat. et gestion assurées.* GROUPE VRIDAUD 15, rue de la Paix, Paris-2e. TEL. 073-15-51 - 073-80-23.

Région parisienne

FONTENAY-AUX-ROSES Immeuble gd standg, tr. beau 4 p., tout cft, placards téléphone, 2 BOX. CALME, 300.000 F SEG. 36-17.

NEUILLY. Près Bois. *Livg* + 2 chb., cft, s/jdin privé. Prix total 360.000 F - AMP. 17-47.

Part. à P. vd appt Parly 2, 2-3 p., cuis. équ., loggia vitrée, cave, parkg, tél. Libre d'occupation avril 1976. Tél. H. B. 260-39-12, poste 279 et apr. 19 h. 954-14-56.

CHELLES 77
Part. à part. vend appart. F4 neuf, garage fermé et cave. Facilité de crédits assurée. Ecr. nº 6.016, « *le Monde* » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

60, rue de LONCHAMP NEUILLY
Sur le même palier 2 appartements communicants.
100 m2, dble séjour + 2 chbres *52 m2 séjour, 1 chambre.* Aménagements exceptionnels. 2 garages, chambre de service.
Sur place le 20 et 21 août, de 16 heures à 19 heures.
Tél. : 766-51-71.

VERSAILLES
2 pièces, excellent état. Particul. à particul., troisième étage, cuisine équipée. 170.000 F. 951-11-75 h. bur., 951-60-60 soir.

A VENDRE St-Germain-en-Laye. *Devant R.E.R., vue imprenable* sur château et parc, appt 5 p. pr. S'adr. RAUX, not., Bayeux (14) Tél. (31) 92-00-40.

MAISONS-LAFFITTE
ds le parc, magnif. appt gd liv., 3 chbres, 2 gds balcons, gar. S.A. H. LE CLAIR - 976-30-02.

Province

Exceptionnel : à vendre très bel appartement, villa sur *le toit + immense terrasse.* Vue panoramique, entièrement face à la mer, av. cave et gar. Ecr. Havas Cannes 9437/R. ou Tél. : (93) 47-00-55.

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT
Centre Etoile : 525-25-25
Pour vous loger ou pour investir vous propose :
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.
SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.
Service gratuit de la Compagnie bancaire.

XVIIIe, JULES-JOFFRIN Chambres et studios, 2, 3, 4 et 5 pièces. Habitables début 77. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

XIIe, RUE DE PICPUS Studios, 2 et 4 pièces. Livrables 4e trimestre 76. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

XIIIe, TOLBIAC Studios, 2 et 3 pièces. Habitables 4e trimestre 76. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

XVe DUPLEIX-LOURMEL Studios, 2, 3 et 5 pièces. Habitables 1er trimestre 77. PRIX NON REVISABLES IMMOBILIERE FRIEDLAND *41, av. Friedland. BAL. 93-69.*

XXe PELLEPORT Studios, 2, 3 et 4 pièces. Habitables juillet 76. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. BAL. 93-69.

MAISONS-LAFFITTE Vue calme, verdure, reste 3 et 4 pièces. Habit. 4e trimestre 75. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. BAL. 93-69.

IDEAL INVESTISSEURS Loyer libre
Mo AVRON
dans immeuble rénové. Chambres à partir 45.000 F. Studios à partir 70.000 F. BAL. 93-69.

BISCAROSSE (LANDES)
Résidence LES SABLES D'OR
50 mètres plage
— Cuisine équipée ;
— Chauffage électrique.
Appartements
2 personnes : 60.000 F
4 personnes : 80.000 F
6 personnes : 105.000 F
à 10 minutes des grands lacs, *face à l'océan.* RENSEIGNEMENTS - VENTE
CABINET BOTELLA
B.P. 15 40520 BISCAROSSE-PLAGE TEL. (58) 78-22-39.

COURBEVOIE
Immeuble très grand standing. Studios, 2, 3 *et 4 pièces.* Habitables immédiatement. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

locations meublées Demande

Paris

Ch. stud., cft, tél. 2e, 8e, 14e, *15e arr. De suite - 645-10-61.*

locations non meublées Offre

Paris

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES, *84, rue d'Alésia, 577-70-08.* 45, r. Héricart, Mo Ch.-Michels. 8, rue Ph.-Dangeau, Versailles.

1er TUILERIES pet. stud. calme, soleil, 800 + *ch.* Tél. 256-13-29.

MAUBEUGE BEAU 5 p. ref. neuf. imm. stdg. profes. libér. possible., 1.900 F. Tél. 704-88-18.

20e STUDIOS, 500 F.
2e STUDIOS, 640 F.
15e STUDIO, 650 F.
5e STUDIO, 700 F.
13e Gd STUD., tél., 850 F.
15e Nf, 2 p., tél., park. 1.150 F.
17e 4 p., 80 m², tél.. 1.700 F.
7e Calme, 6 p., 160 m², 3.700 F
16e 6 p., 170 m². Tél. 3.800 F.
Issy-les-Moulineaux, stud. 650 F.
Louveciennes, 5 p., tél., 1.050 F.
SEVRES, *4 pièces, tél.,* 1.200 F + CHARGES.
COURTOIS ANJ. 21-39, ANJ. 49-85.

Région parisienne

VERSAILLES
Refait neuf, appt grand stdg 5 PIECES ...... 2.345 F C.C. STUDIO gd stdg, 840 F + ch. 2 Pces 77 m² + balcon 1.500 C.C. Téléphone : 951-46-48.

PAVILLONS A LOUER FONTENAY-LE-FLEURI 4 pièces, confort, jardin 500 m², *téléphone,* 1.900 F C.C. ELANCOURT. Jardin 300 m², *6 pièces, confort, garage* 2 voitures, 2.200 F C.C. Tél. : 951-46-48.

Province

CAMPAGNE PROVENÇALE Vie organisée, pour 3e âge, 2 studios sit. unité Provence III, 13290 Les Milles, près Aix. Px journalier, pension compl. 52 F. ACHAT POSSIBLE. 023-06-95 ou s'ad. Mlle H. Expert, Besançon; 21, quai Montebello, 75005 Paris.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Ingén. ch. sans agence 4 à 6 p. Versailles ou env. Tél. 950-36-70.

fonds de commerce

CAUSE RETRAITE VENDS :
TABAC BIMBELOTERIE
gros village Vaucluse. Bon rapport. Agence s'abstenir. Pour tous renseignements : *écr. nº 6.704, « le Monde » Pub.,* 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CEDE AFF. SHIPCHANDLER, REPARAT. et vente bateaux, tt OU partie, avec ou sans murs. Ecrire 3.116 HAVAS BAYONNE.

Cause retraite vends Fonds de commerce d'articles cadeaux, jouets et *divers, avec pompes à essence.* Bien situé sur rte nationale, axe Bordeaux-Strasbourg, seul dans le pays. Très bon chiff. d'aff. à développer, beau logement *attenant : 5 p. + cuisine + salle d'eau + dépendanc.* Tél. 35 à Mézilles 54-91-11.

bureaux

7e Pr. TOUR-MAUBOURG. Profess. libér. A LOUER : *95 m² burx, 4 p., 2e ét. im. gd cft, 2 ou 4 lig. tél.* 705-22-60.

1 à 20 BUREAUX. Ts quartiers Location sans pas-de-pte. AG. MAILLOT - 293-45-55 +.

PROPRIETAIRE
Loue 1 ou plus. bureaux dans immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

villas

Dans village unique de
MARNES-LA-COQUETTE
propriété de caract., gd standg, récept. 120 m², 5 chb., 3 bains, jardin 1.300 m². Prix élevé. KATZ, gare Garches. 970-33-33.

Vends OLERON villa neuve site *classé, bord de mer,* 9 p. plus sous-sol, jardin 1.500 m2 boisé. Prix : 600.000 F. Tél. : 15-47-61-41-10, le soir.

ENGHIEN, très près de la gare gd calme, jardin de 1.000 m2 + mais. 200 m2 (8 pièces). Prix : 550.000 F à débat. Tél. 989-31-74.

14 - CABOURG, VILLA front de mer, 7 pces, cuis., tout confort, sur 1.200 m², accès direct plage. Px 480.000 F. Agence Normande DIVES-SUR-MER. Tél. 91-24-40

viagers

CANNES. *Imm. réc., excellent* stand., bel appart. 3 PCES, tout confort, 70 m², réservé sur deux têtes, comptant 55.000 F + rte. NICE. Bel. résid. réc. Liv. dble *+ ch. tt cft, 70 m² + balc. réservé* 2 têtes. 45.000 cpt + 700 p/mois. Lodel, 37, av. Foch, Nice. 80-69-85.

terrains

10 km de MONTARGIS, terrain en partie boisé, 2.200 m2. Tél. : (38) 85-41-76.

Proximité HOSSEGOR
TERRAINS VIABILISES
Constructions libres
LOTISSEMENT EXCEPTIONNEL
Bord de mer Cadre forestier
Lots de 1.000 à 1.6000 m²
SERU Allée du Poitou 40530 LABENNE-OCEAN Téléphone (59) 31-42-47. Document. Tarifs sur demande.

maisons de campagne

CEVENNES. Beau mas rénové, tt cft, 8 pces, s. de bs, atelier menuiserie, bergerie, fromagerie, caves, nb. dépend., 2.000 m² jard. bio. + 5 ha. Vue extra. Ecr. à 7.101, « *le Monde* » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

VALLEE DU LOIR
110 km. Ouest par autoroute, fermette, ent., c. éq., séj. rustique, ch., s. bs, wc, ch. cent., dépend., grenier aménagé, gar. 5/1.200 m² clos et plantés. Prix *justif. 130.000 F av. 38.000 F.* AGENCE BONNEVAL (28) Tél. (15-37) 98-25-52, même dimanches et fêtes.

hôtels-partic.

VERSAILLES *Hôtel part.* 5 min. R.D. Splend. 200 m² habit., sous-sol complet, garage, caves, 7 ch., séjour double 35 m², salon, cuis. *13 m², jardin et terrasse. Px :* 790.000 F - 950-14-60.

BOULOGNE, très résidentiel. Très beau jardin, 10 p., garage *divisible, exclusiv. — 637-14-40.*

COURBEVOIE, résid. part. vend charm. H. P. av. jdin. 333-28-71.

immeubles

15e, METRO DUPLEIX
Je cède directement murs de boutique rue Saint-Charles, placement opportun car bail expiré à renouveler. Importante rentabilité. Me téléphoner au 325-56-78.

villégiatures

Loue authent. Roulottes gitanes attelées randonnées Provence. *J. MOYNE, 84320 ENTRAIGUES.* Tél. (90) 81-00-35 et (90) 83-16-26.

Près Grasse, maison tt cft, vue, prix mod. Rodili, 06-St-Cézaire.

Côte d'Azur. Part. loue sept. 2 p. villa vue mer, jardin Anthéor (Var). Tél. St-Raphaël, 95-27-85.

propriétés

Schweiz
zu verkaufen im Berner-Ober-*land in Winter und Sommer-*Station Eigentums - Wohnungen mit evtl. Zwischenvermietung. Auskunft erteilt : Notar Dr. W. Bettler, Waldeggstr. 3 3800 Interlaken.

CLAIREFONTAINE (6 km de Rambouillet) splendide maison de maître 5 p., 2 bs + maison gardien 3 pièces, cft, et atelier artiste, *confort,* parc 3.000 *m2* avec forêt et pelouse. Prix largement justifié. Tél. : 950-14-60

10 km Cannes Mas provençal récent, liv., 2 salons, bibl., 4 ch. + *serv. Finitions gd luxe,* parc 4.000 m2, vue panoramique. Prix 2.000.000 de F. Bourse française de la Construction, 122, r. d'Antibes, Cannes Tél. (93) 99-04-13.

MUTE A RENNES
J'ai à vend., lib. cent. ville, b. mais. bourg. de 12 p., *tt cft,* jardin de 500 m2. Prix : 450.000 F. *S'adr. Ag. SOVIC, 6, place du* Palais, RENNES. Tél. : 30-04-11.

MOULIN A EAU
et bâtiments à restaurer avec 2 ha, près de petite peupleraie *sur Boutonne et affluent, région* chasse et pêche. Prix raisonnable, région Royan.
PROMOTEL S. A. « le Seillery » LA CLISSE 17600 SAUJON. Tél (46) 93-28-08.

CASTEL 18e ORIGINE RENAISSANCE
Superbe affaire, habitable immédiatem., chauff. central neuf, *parc 5 ha, rivière proche, calme,* très beaux arbres et charmille 18e, tous fournisseurs 1,5 km. Prévoir environ 70.000 F pour remise état communs et petits *détails.* Px 750.000 F. *Renseign.* sur *références* REGION AGEN. Tél. 67-47-43 à ROQUEFORT-LES-PINS (06).

ROYAN
Gentilh. impecc., tout confort, *6 chbres,* 5 bains, poutres app., hautes cheminées, salon, séjour 133 m², *piscine (14 X 7),* parc clos de 9 hectares.

CHATEAU Maison forte (16e) isolé, près Pons (17), à restaurer, poutres, cheminées et pigeonnier époque, rivière, vivier 2 ha., terrain boisé.
PROMOTEL S.A., Le Seillery, LACUSSE, 17600 SAUJON. Tél. (46) 93-28-08.

Chapelle du XIIe en pier. de t., intérieur à aménager, possibilité deux *niveaux, jardin ombragé,* eau, électricité. Prix 110.000 F. Ecr. nº 87.102, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Département CHER
Magnifique propriété sur 7 ha., prairie et bois, grand standing. B. C. I. 48, rue Edouard-Vaillant, *BOURGES.* Tél. : 24-75-99.

BOUGIVAL
EXCEPTIONNELLE DEMEURE « *DIRECTOIRE* » Parc boisé 11.000 m2 - Salon, 150 m2, 8 chbres, gdes *dépend.* Maison gardien. — Tél. 705-22-60.

100 KM OUEST PARIS, sur 5.500 m² clos, propté de classe, séj. 50 m², chem., poutres, tomettes, anc., vaste loggia, cuis. équip., 3 chbres, 2 bs, wc, ch. c., cave, grange 100 m², proximité forêt, rivière. Px 320.000. AVIS, 23, r. Harleville, Maintenont. - Tél. 23-02-29.

VEXIN NORMAND, 85 kilom. Paris, 2 maisons, comprenant chacune cuis., séjour, chambre, salle de bns, verger et jardin 2.200 m², garage. 130.000 F, avec 40.000 compt. AGCE DU VEXIN NORMAND, 27150 ETREPAGNY.

Rég. SEDERON. Hte-Provence. Mas de caract., 2 ha. env., 4 p. habit., toit. excell., imp. dépend. *à aménager, 270.000 F.* Mas de 12 ha., pet. mais. près habitat. princip., tr. belle vue, exposition plein sud, habit. à peu de frais, 300.000 F. *Maison de camp. 1.000 m² terr.,* toit et murs bon état, très belle vue, eau, électr., 85.000 F. OPPEDE (Vaucluse), tr. b. mas en pierres, 3.000 m² bois, très *b. vue, eau, élect., cour intér.,* une partie habit., imp. dépend. à aménager 300.000 F. Agence Les *Remparts,* place de la Mairie, 84220 ROUSSILLON. Téléphone (90) 75-62-46. Nombreux mas dans la Drôme, Haute-Provence, Vaucluse.

domaines

PROVENCE
Beau domaine rapport agrément, *600 m. plage priv., excel. vignob.* d'appellat., chasse, élevage. Site exception., prox. aéroport, aut. Ag COSTABEL, 26, La Combette 13210 Saint-Rémy-de-Provence. Tél. : (90) 92-08-40.

QUERCY, de 500.000 F à 1.500.000 F. choix MAISONS ANCIENNES et CHATEAUX. L'Immobilière en Occitanie, 28, rue du Maréchal-Joffre, 46000 Cahors. Tél. (65) 35-27-65.

châteaux

PERIGORD, imp. château XV grand confort, parc de 20 ha. *Plusieurs autres châteaux* dans l'Ouest. Forêts et Manoirs de France. Les *Métumières,* 35500 VITRE. Tél. : (99) 75-22-01.

manoirs

BRETAGNE SUD, petit château Direct. bon état, parc 3 ha, vue. ANJOU, château XVI, joli parc 18 ha, beau cadre. *COTENTIN, MANOIR XVIIe,* meub., parc, pré, rivière. 16 à 30 ha libres. 2 MANOIRS XVIe et XVIIIe à restaurer, 1 ha. plusieurs autres châteaux et manoirs dans l'Ouest. FORETS ET MANOIRS DE FRANCE, Les Métumières, 35500 VITRE. Téléph. (99) 75-22-01.

les annonces classées du **Monde**
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.
(période du 1er juillet au 31 août 1975) au
233.44.31
pour tous renseignements: **233.44.21**
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

SEPTIÈME MOIS D'OCCUPATION CHEZ TRITON

Les oubliés de l'été

De nombreux conflits, portant sur les problèmes de l'emploi continuent d'assombrir le climat social de l'été. Ainsi en est-il chez Grandin, aux imprimeries Chaix et Chauffour, au « Parisien libéré », chez Griffet, chez Dentzer et, plus récemment, à l'Idéal Standard et aux champignonnières Blanchaud. A cette liste, non exhaustive, il convient d'ajouter les établissements Triton, dont les travailleurs, victimes d'un licenciement collectif, occupent depuis plus de six mois les deux usines françaises de cette société, à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) et à Tonnerre (Yonne), pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise (« le Monde » du 30 mai). Ce sont les oubliés de cet été.

Une délégation du personnel a été reçue le lundi 18 août au ministère de l'industrie. Selon la C.G.T., aucune perspective de règlement industriel n'est en vue. L'organisation syndicale envisage de nouvelles formes d'action « pour imposer au gouvernement une solution rapide ». Déjà, le 10 juin dernier, les ouvriers de Triton avaient « occupé » les locaux de la télévision, au centre Cognacq-Jay à Paris, pour protester contre l'absence d'information sur ce conflit.

Sous le soleil, la *petite rue* des Pernelles, à Bagnolet, souvenir de l'ancienne zone aujourd'hui taraudée par les grues *des gratte-ciel*, ressemble à une venelle provençale. La façade des usines Triton, en crépi jaune, ne paie pas de mine. Un chat s'étire devant la grille d'entrée à demi-rouillée, qu'orne une banderole de la C.G.T. : « *Du travail, pas de chômage !* ».

A l'intérieur, tout est morne. Dans la cantine, quinze ouvriers, *dont une jeune femme, déjeunent* en silence. Sur les murs, une inscription : « *Le repas est gratuit pour les travailleurs en lutte* », et, *juste en face* : « *La lutte minimum, c'est la garde.* » Les repas sont fournis deux fois par jour par la municipalité de Bagnolet (*union de la gauche* à forte majorité communiste). La solidarité, illustrée par les visites rendues aux grévistes par le *député-maire, Mme Chonavel* (P.C.), par MM. Georges Sarre (P.S.), Jean Canapa et Gaston Plissonnier (P.C.), Henri Krasucki (C.G.T.) et par une délégation C.F.D.T., s'exprime facilement dans cette banlieue rouge. Il est vrai que le personnel des *deux usines — aujourd'hui*, une centaine d'ouvriers à l'établissement principal de Bagnolet et une quarantaine dans les ateliers, beaucoup plus modernes, de Tonnerre — détient un record peu enviable : celui de l'occupation la plus longue de France depuis le début de l'année.

Créés il y a une cinquantaine d'années, les établissements Triton s'étaient spécialisés dans la production de matériel de lavage, depuis le lave-vaisselle classique utilisé dans les wagons-lits et les *collectivités, de cinq cents* à dix mille assiettes à l'heure, jusqu'aux gigantesques machines intégrées aux chaînes de montage de l'in*dustrie automobile*, pour le traitement des pièces métalliques. Selon le gouvernement, « *de très graves erreurs de gestion* » sont à l'origine du dépôt de bilan de la société. En fait, le tort de cette entreprise moyenne, dirigée par un patron octogénaire et par ses *fils, fut peut-être d'avoir suivi* à la lettre la politique industrielle préconisée à l'époque par G. Pompidou : tous les efforts furent *orientés vers l'exportation*, notamment dans la sous-traitance automobile, et l'usine fut décentralisée dans l'Yonne pour faire face à l'*expansion* espérée. La récession puis les mesures d'encadrement du crédit décidées par M. Fourcade devaient porter un coup *fatal à cette affaire familiale*, au moment où les constructeurs automobiles freinaient leurs commandes. La liquidation des biens de la société Triton fut prononcée le 17 février dernier, en raison d'un passif estimé à 5 millions de francs, à quoi s'ajoutent 6 millions représentant les indemnités de licenciement.

Des chômeurs pas comme les autres

Depuis lors, les travailleurs des deux usines — 50 % d'entre eux sont *syndiqués, tous à la C.G.T.*, y compris les cadres — se relaient nuit et jour, par groupes de vingt, pour veiller sur les machines. Leur objectif est caractéristique de ce genre de lutte : il s'agit d'empêcher la fermeture de l'établissement. Pour eux, l'été n'a rien changé à une situation qui semble devoir s'éterniser. Pendant que d'autres vont en vacances, les irréductibles de Triton — ils étaient cent quatre-vingt-un lors de la désignation du syndic, M. Pinon (qui s'occupe notamment de l'affaire Néogravure) — se sont installés dans l'expectative. Ils attendent une issue, une solution industrielle, une reprise du travail... ou peut-être les C.R.S.

Dans le voisinage, on cause un peu. *Certains prétendent que « les gars de Triton, ce sont des petits malins »*, qui jouissent paisiblement de leurs indemnités de chômeurs (*90 % du salaire, généralement* confortable, étant donné le haut niveau de la technologie mise en œuvre) en attendant le retour d'une conjoncture plus favorable. « *Mais*, rétorquent MM. Daniel Maleville et Robert Vialle, délégués C.G.T. de l'entreprise, *nous ne sommes pas des chômeurs comme les autres. Triton est viable, le ministre de l'industrie l'a reconnu lui-même dans une lettre en date du 20 juin. Nous maintenons le contact avec la clientèle*, *d'autant plus que nous sommes la première entreprise française de lavage de chaînes mécaniques (60 % du marché national), et nous sommes prêts à reprendre la production dès que l'on voudra bien tenir compte de nos arguments.* » Quant au « *chômage doré* », ce n'est, selon un ingénieur du bureau d'études de Triton, M. Roger Tessier, qu'une vue de l'esprit : « *Tout d'abord*, fait-il remarquer, *dans la Seine-Saint-Denis, les ASSEDIC ont trois mois de retard. L'Agence nationale pour l'emploi ne nous a d'ailleurs toujours rien proposé. Qu'adviendra-t-il si, fin août, la commission paritaire décide de ne plus nous accorder que 40 % de notre salaire ? J'ai répondu personnellement à vingt-cinq petites annonces, notamment du* Monde. *Quinze de ces annonceurs ont daigné m'écrire. Leurs réponses étaient calquées sur le même moule : malgré l'intérêt de votre candidature, votre profil ne correspond pas à celui que nous recherchons.* » L'ingénieur soupire et ajoute : « *J'ai quarante-sept ans...* »

Dans l'atelier encombré de machines soigneusement entretenues, M. Martin, chef du bureau d'études, *nous montre un filtre* à copeaux d'acier, construit par Triton pour la société Kamaz, producteur de camions en U.R.S.S. *Les eaux filtrées ont un débit de* 200 mètres cubes à l'heure. Dix machines de cette sorte ont été commandées par l'Union soviétique. Cinq ont été livrées, trois autres sont bloquées dans l'entreprise : elles étaient terminées, mais furent ensuite démontées, de même que des laveurs de culasses pour Peugeot et Renault. Ce dernier « sabotage » fait l'objet d'un référé déposé le 17 juillet par Renault à Tonnerre et le 1er août par Peugeot à Bagnolet. « *Nous voulons*, expliquent laconiquement les syndicalistes de Triton, *préserver nos productions tant que nous n'aurons pas de patron, mais nous sommes prêts à travailler nuit et jour pour remonter ces machines.* » Il faudrait dix jours pour que l'usine tourne à nouveau normalement.

Selon la C.G.T., les solutions existent. *On évoque la solidité*, la qualité des productions de Triton, leur avantage sur la concurrence des firmes améri*caines et allemandes. On parle de* marchés fabuleux avec l'Est, de commandes à destination du Vietnam, de certains pays d'Europe centrale, etc.

« *Les grands trusts*, constate M. Vialle, *ne sont intéressés que par le label de Triton et se moquent royalement du personnel. Quant aux petites entreprises, elles sont en difficulté...* » Selon le ministère de l'industrie, qui vient seulement de désigner un expert, M. Jean-Pierre Jobart, professeur de gestion financière à l'université de Paris I, pour examiner les conditions d'une reprise d'activité, deux industriels auraient fait des propositions le mois dernier. L'un, de la région bourguignonne, n'apparaît pas, aux yeux des syndicalistes, comme un candidat sérieux. Son chiffre d'affaires serait vingt-deux fois moins élevé que celui de Triton. Le second, de Bagnolet même, envisagerait de développer une entreprise locale d'agencements de magasins.

En attendant, les oubliés de Bagnolet restent en rade sur les rivages de l'été, victimes de leur propre technologie : du « cousu main » qui ne permet pas de réaliser de gros bénéfices.

JEAN BENOIT.

A L'ÉTRANGER

Le plan allemand de relance reste modeste

(Suite de la première page.)

Le rapport des cinq « sages » ne sera publié officiellement que ce mardi 19 août, mais dès lundi soir il était connu dans ses grandes lignes.

Ces experts considèrent qu'une croissance réelle de 6 % pour l'année prochaine est un objectif réaliste. Trois conditions devront cependant être remplies : le programme gouvernemental de 5 milliards doit être efficace, la propension à consommer augmenter et le climat des investissements s'améliorer.

Ne pas relancer l'inflation

Bien que la chute des exportations ait atteint 40 millions de deutschemarks cette année, les cinq « sages » comptent sur une augmentation du commerce mon*dial en 1976. La légère amélio*ration constatée aux Etats-Unis renforce leur confiance. La demande des ménages doit rester *dans des limites raisonnables*, estiment les experts, pour éviter au pays une flambée des prix. La volonté de relancer la production ne doit en *effet* pas empêcher le gouvernement d'être « *toujours aussi ambitieux dans son objectif de stabilité* ». L'impulsion devrait *surtout* venir des *investissements* privés. Pour ce faire, « *il faut que les revenus des entrepreneurs augmentent plus que ceux des salariés* ».

Comme toutes les voix autorisées en République fédérale — même celles des dirigeants syndicaux — les « sages » invitent les salariés à modérer leurs revendications. « *L'effort vers une redistribution plus juste des revenus cesse dès le moment où la production de ce qui est à partager se trouve en danger* », écrivent-ils. Toutefois, ils mettent en garde le patronat contre une exploitation sans retenue de sa position de force. « *Une explosion des bénéfices pourrait conduire aux mêmes désordres qu'en 1968-1969.* »

Une croissance de 6 % est non seulement possible mais souhaitable, *pour obtenir une* légère diminution du chômage. Les experts ne cachent pas cependant qu'une expansion de 9 % *serait nécessaire* pour retrouver le plein emploi. A court terme, il faut même s'attendre à une aug*mentation* du nombre de demandeurs d'emploi, car la baisse du produit national brut sera cette année plus forte que prévue (moins 3 %), alors qu'au début de l'année les responsables espéraient une « croissance zéro ».

Enfin les experts invitent le gouvernement à faire des économies draconiennes, notamment sur les dépenses de personnel, pour rétablir les finances publiques. Ils ne méconnaissent pourtant pas la situation délicate — qui exigera « *une grande habileté politique* » — dans laquelle se trouve le ministre des finances, contraint à la fois de réduire les dépenses publiques, et de disposer de crédits pour le cas où la reprise n'interviendrait pas spontanément.

Dans l'ensemble, les « sages » soutiennent la politique économique du gouvernement fédéral. Ils lui reprochent cependant de leur avoir trop fait confiance et d'avoir cru à leurs prévisions optimistes du début de cette année...

DANIEL VERNET.

Faits et chiffres

Affaires

- **L'ALGERIE A COMMANDE A VOLVO** mille deux cents poids lourds, annonce la firme automobile suédoise. Cette commande comprend également la livraison de pièces détachées et s'élève au total à 150 millions de couronnes suédoises (soit *150 millions de francs environ*). — *(Reuter.)*
- **LA SOCIETE FRANÇAISE D'INGENIERIE SOCETEC,** va installer en Arabie Saoudite une usine de dessalement d'eau de mer et de production d'électricité. Le montant du contrat est de 22,5 millions de francs.

Accords

- **LE MEXIQUE ET LA C.E.E.** ont signé un accord de coopération économique et commercial, le quatrième conclu par la C.E.E. depuis 1971 avec des pays latino-américains (après l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil). Cet accord doit notamment tendre à réduire la dépendance économique mexicaine vis-à-vis des Etats-Unis qui représentent 80 % des investissements étrangers.

Étranger

- **LE TAUX DE CROISSANCE DE L'ECONOMIE TCHECOSLOVAQUE A DIMINUE,** estime la Chase Manhattan Bank de New-York, dans un rapport consacré à ce pays. L'expansion tchécoslovaque serait en retard de 2 à 3 points sur celle des autres pays de l'Europe de l'Est. Les difficultés de la Tchécoslovaquie ont commencé, poursuit le rapport, lorsque l'Union soviétique a fait passer, au début de l'année, le prix du baril de pétrole qu'elle lui vend de 2,75 dollars à 7 dollars. Cette hausse entraînera, en effet, une dépense supplémentaire annuelle de 500 millions de dollars pour la Tchécoslovaquie. — *(A.P.)*
- **L'U.R.S.S. VA ENTREPRENDRE DES FORAGES PETROLIERS EXPERIMENTAUX** dans la mer de Barents, au cours de 1976, annonce la revue norvégienne *Noroil*. — *(A.F.P.)*

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 1/2	6 1/2	0	1	0	1
1 mois	6	6 1/2	2	2 1/2	2	2 1/2
3 mois	7	7 1/2	3	3 1/2	2 3/4	3 1/4
6 mois	8	8 1/2	4 1/8	4 5/8	3	3 1/2

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

La direction générale du Crédit commercial de France fait savoir que le début d'incendie, qui s'est déclaré à son siège 103, avenue des Champs-Elysées, dans l'après-midi du 17 août, a été rapidement maîtrisé grâce à l'intervention des services de sécurité de la banque et à celle des sapeurs-pompiers de Paris. Les dommages sont limités et concernent surtout l'installation téléphonique. Toutes les dispositions sont prises pour que les liaisons téléphoniques des agences et de l'extérieur avec le siège soient établies dans les plus brefs délais. La gêne susceptible d'être causée à la clientèle devrait, en conséquence, être très réduite.

GARANTIE FINANCIÈRE

La Banque populaire de la région ouest de Paris, 2, esplanade du Grand-Siècle, 78003 — Versailles, tél. : 950-92-00 — avise le public qu'elle annule la garantie qu'elle *avait accordée à la S.A.R.L. France* Promotion Immobilière, agence immobilière, 23 bis, rue du Maréchal-Foch, 78110 — Le Vésinet, cette garantie tombera à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (art. 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'art. 45 du même *décret*, les personnes qui auraient effectué entre les mains de la S.A.R.L. France Promotion Immobilière des versements de fonds ou valeurs, à l'occasion des opérations ci-dessus indiquées, sont informées que leurs éventuelles créances, à condition qu'elles soient nées antérieurement *à la cessation de la garantie, sont* susceptibles de demeurer couvertes par la Banque populaire de la région ouest de Paris, si elles sont produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

GARANTIE FINANCIÈRE

La Banque populaire de la région ouest de Paris, 2, esplanade du Grand-Siècle, 78003 Versailles, tél. : 950-92-00, avise le public qu'elle annule la garantie qu'elle avait *accordée à M. Neveu Bernard*, gestion et transactions immobilières, 4, boulevard du Général-de-Gaulle, 92500 Rueil. Cette garantie tombera à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (art. 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de *l'article 45 du même décret*, les personnes qui auraient effectué entre les mains de M. Neveu Bernard des versements de fonds ou de valeurs à l'occasion des opérations ci-dessus indiquées, sont informées que leurs éventuelles créances, à condition qu'elles soient nées antérieurement à la cessation de la garantie, sont susceptibles de demeurer couvertes par la Banque populaire de la région ouest de Paris si elles sont produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

LES MARCHÉS

PARIS
18 août

LONDRES

BOURSE DE PARIS — 18 AO

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
18 août

Calme et irrégulier

Encore une séance de pure forme, durant laquelle la Bourse de Paris s'est surtout distinguée par son manque d'activité.

On avait cru, un moment, que l'assez forte reprise des deux vedettes de l'automobile (Peugeot et Citroën) allait tirer le marché de sa torpeur. Il n'en fut rien. Faute d'affaires, les valeurs françaises ont évolué de droite et de gauche, mais sans s'éloigner beaucoup de leurs niveaux précédents. Une trentaine de titres ont monté de 1 % environ, et une vingtaine ont baissé dans des proportions identiques. Une misère ! Témoin l'indice Chainet et Cie, qui, à 14 heures, s'établissait à 130,93 (+ 0,15 point).

A signaler toutefois les progrès notables accomplis par les trois grandes classiques : Rhône-Poulenc et surtout Saint-Gobain et PUK.

Cette séance a été, disons-le tout net, un peu décevante. Avec le redressement de Wall Street vendredi, les pronostics relativement optimistes de l'O.C.D.E. sur l'évolution de l'économie américaine, l'excédent de la balance commerciale en juillet — le sixième consécutif — et les déclarations apaisantes de M. Chirac — « Nous apercevons le bout du tunnel », a affirmé le premier ministre, — l'on était en droit de s'attendre à mieux.

Les professionnels faisaient toutefois remarquer que l'on était lundi et que le premier jour de la semaine n'est actuellement guère propice aux initiatives en raison de l'absence de nombreux professionnels.

Les cotations des actions Paternelle et A.G.P., suspendues depuis le 8 août, reprendront le mardi 19 (voir d'autre part).

Sur le marché de l'or, lui aussi très calme, la baisse des cours s'est poursuivie. Le lingot a encore perdu 120 F à 23 380 F, le kilo en barre 250 F à 23 250 F et le napoléon 1,10 F et 257,90 F (après 258,20 F). Recul concomitant de la rente 4 1/2 % 1973. Le volume des transactions a diminué : 12,67 millions de F contre 14 millions vendredi.

LONDRES

Nouvelle avance

Le marché poursuit son avance mardi, à l'ouverture, mais à une cadence ralentie. Les industrielles gagnent encore un ou deux points. Fermeté des pétroles. Effritement des mines d'or et des fonds d'Etat.

OR (ouverture) (dollars) : 161 60 contre 161 70

VALEURS	CLOTURE 18/8	COURS 19.8
War Loan 3 ½ %	25 7/8	25 13/16
Beechamps	283 ...	283 1/2
British Petroleum	517 ...	517 1/2
Shell	323	324 1/2
Vickers	125 .	125 .
Imperial Chemical	259 .	259 .
Courtaulds	121	120 ...
De Beers	302 ..	301 1/2
*Western Holdings	34 1/4	34 1/8
Rio Tinto Zinc Corp	171 ..	171 ...
*West Driefontein	42 3/4	42 7/8

(*) En livres.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/4 %

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	14 août	18 août
Valeurs françaises	130,2	130,1
Valeurs étrangères	127,9	127,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	74,9	75,2

NOUVELLES DES SOCIETES

LA PATERNELLE - A.G.P. — L'offre d'échange des actions Paternelle contre des A.G.P. (2 pour 1) est valable jusqu'au 6 octobre inclus *et non jusqu'au 3 comme indiqué* par erreur dans « le Monde » du 19 août.

CARREFOUR. — Pour le premier semestre 1975, le bénéfice provisoire (comptes non consolidés) serait supérieur d'environ 18 % à celui du premier semestre 1974.

OLIDA ET CABY. — Le premier semestre se solde par une perte de 164 617 F contre un bénéfice net de 4,8 millions de francs le 30 juin 1974. La situation provisoire consolidée fait également état d'un déficit qui s'élève à 1,4 million de francs contre un bénéfice net de 6,69 millions.

EURAFRANCE. — Pour le premier semestre de l'exercice en cours, qui se terminera le 30 septembre 1975, le bénéfice après impôt ressort à 7,4 millions de francs contre 2,1 millions de francs.

BERGER-LEVRAULT. — L'exercice clos le 30 avril se solde par un bénéfice net de 1,7 million de francs contre 1,07 million.

NEW YORK

Légère rechute en fin de semaine

Wall Street a été victime d'une légère rechute en début de semaine, *mais toujours avec très peu d'affaires.* Encore ferme à l'ouverture, la tendance s'est peu à peu alourdie, si bien qu'en clôture tous les gains initiaux avaient été reperdus, et *l'indice des industrielles* s'établissait à 822,75, soit à 2,89 points au-dessous de son niveau de vendredi.

L'activité s'est encore ralentie : 10,81 millions de titres ont changé de mains contre 10,61 millions précédemment.

Ce faible courant d'échanges explique en grande partie le fléchissement des cours enregistré durant la seconde partie de la journée. De nombreux opérateurs sont en vacances. Et ceux qui ne sont pas partis restent « l'arme au pied », le renchérissement des taux d'intérêt, la menace inflationniste et les problèmes pétroliers les incitant pour l'instant, et malgré certains apaisements, à ne rien brusquer.

Plusieurs compartiments se sont alourdis, notamment les ordinateurs, les magasins, les produits pharmaceutiques, les cinémas, les automobiles, les pneumatique, la sidérurgie et les mines d'or.

Sur 1 748 valeurs traitées, 638 ont monté, 633 ont baissé et 477 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 158,60 (+ 0,37) ; services publics, 78,09 (— 0,41).

VALEURS	COURS 15/8	COURS 18/8
Alcoa	46 1/2	47 1/4
A.T.T.	48 1/8	48 1/4
Boeing	26 3/4	27
Chase Manhattan Bank	32 1/2	32 3/4
Du Pont de Nemours	121 3/4	121 1/8
Eastman Kodak	93 5/8	93 1/4
Exxon	86 1/4	86 1/4
Ford	39 1/8	39 ..
General Electric	44 3/8	44 7/8
General Foods	22 3/4	22 3/8
General Motors	49 1/2	49 1/8
Goodyear	18 7/8	18 7/8
I.B.M.	182 .	183 .
I.T.T.	20 1/2	19 5/8
Kennecott	38 7/8	32 5/8
Mobil Oil	44 3/4	45 ..
Pfizer	27 1/8	26 1/2
Schlumberger	81 1/8	80 1/2
Texaco	24 1/4	24 1/2
U.A.I. Inc.	23 1/8	23 1/2
Union Carbide	61 7/8	62 5/8
U.S. Steel	64 3/4	63 3/4
Westinghouse	15 1/4	15 3/8
Xerox	56 .	56 .

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/8	19/8
1 dollar (en yens)	298 ..	298 .

BOURSE DE PARIS — 18 AOUT — COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18.8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 403	4 372	4 38
Canada ($ can. 1)	4 242	4 207	4 20
Allemagne (100 DM)	170 280	169 950	169 .
Belgique (100 fr.)	11 487	11 437	11 ..
Danemark (100 krd.)	73 650	73 670	73 .
Espagne (100 pes.)	7 547	7 514	9 53
Grande-Bretagne (£ 1)	9 26	9 223	9 25
Italie (100 lires)	0 656	0 655	0 62
Norvège (100 krn.)	80 62	80 220	80
Pays-Bas (100 fl.)	166 150	165 600	165 ..
Portugal (100 esc.)	16 595	16 580	15
Suède (100 krs.)	101 77	101 720	100 50
Suisse (100 fr.)	163 770	164 250	163 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/8
Or fin (kilo en barre)	23500	23250 ..
Or fin (kilo en lingot)	23500	23380 .
Pièce française (20 fr.)	259 ..	257 90
Pièce française (10 fr.)	178 90	178
Pièce suisse (20 fr.)	234 50	231 80
Union latine (20 fr.)	222 .	222 30
Souverain	225 10	223 50
Pièce de 20 dollars	1116 20	1113 60
Pièce de 10 dollars	548 20	542 .
Pièce de 5 dollars	350 ..	385 ..
Pièce de 50 pesos	949 ..	930 ..
Pièce de 10 florins	207	208 80

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LES DOCKERS AMÉRICAINS BOYCOTTENT LES LIVRAISONS DE CÉRÉALES A L'U.R.S.S.

Les syndicats de dockers américains ont demandé lundi 18 août à leurs adhérents de boycotter à partir de cette date les livraisons de céréales américaines à l'Union soviétique. Les dockers de la côte est, du golfe du Mexique et des Grands Lacs ont reçu la consigne de ne pas charger les céréales vendues cette année à l'U.R.S.S., a déclaré M. George Meany, président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., au cours d'une conférence de presse. Il a précisé que le boycottage ne concernait pas les céréales achetées par l'U.R.S.S. en 1972, dont une partie n'a pas encore été livrée.

M. Meany a reproché au gouvernement de M. Ford « *d'ouvrir aux Russes les portes du marché céréalier privé américain et de le faire d'une manière qui coûtera des milliards de dollars aux consommateurs américains* », précisant qu'à la suite de l'annonce des premiers achats de céréales par l'Union soviétique, le prix de la farine a augmenté de 23 % entre le 1er juillet et le 14 août.

Des considérations politiques et idéologiques ne sont en effet pas étrangères à cette affaire, qui agite l'opinion publique américaine. Le ministre américain de l'agriculture, M. Buts, a récemment reconnu qu'il existait actuellement des « *limites politiques* » aux ventes de céréales, mais que le président Ford ferait tout pour éviter les contrôles à l'exportation. Le président Ford a, de son côté, précisé à Des-Moines, dans l'Iowa, le 18 août, qu'il prévoyait de nouveaux achats de céréales par l'U.R.S.S., achats qui n'auraient cependant lieu que s'ils étaient « *dans le meilleur intérêt des Etats-Unis* ». Il a, d'autre part, reconnu que certains négociants américains avaient triché sur la qualité des céréales vendues à des acheteurs étrangers. Plusieurs négociants ont déjà été accusés d'avoir fourni des céréales de qualité inférieure ou mêlées de déchets ou poussières (*le Monde* du 22 mai).

Leurs prix étant relativement trop élevés

Les pétroles d'Iran et du Qatar se vendent difficilement

Les prétroles bruts d'Iran et du Qatar, après les révisions en baisse des prix d'Abou-Dhabi notamment, sont maintenant en « première ligne » ; leurs prix étant relativement élevés, les ventes de ces deux pays s'en ressentent (de juin 1974 à juin 1975, elles ont baissé respectivement de 15,5 % et de 36,4 %). Aussi l'Iran et le Qatar cherchent-ils à réviser leurs prix, particulièrement les primes de qualité qui seraient présentement trop élevées.

Lors d'une réunion récente, à Téhéran, des experts des six pays pétroliers du golfe Persique (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Qatar, Koweït, Abou-Dhabi) ont discuté de la question, croit savoir le Petroleum Intelligence Weekly, avec des experts de la British Petroleum et de Shell (ces deux sociétés opèrent en Iran et au Qatar), ce qui n'est pas habituel.

En tout état de cause, il s'agirait d'une baisse *relative* ; l'Iran et le Qatar espèrent sans doute la mettre en œuvre à la faveur du réajustement général en hausse qui doit être décidé par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à la réunion extraordinaire qui débute le 24 septembre à Vienne.

Dans ces conditions, on comprend que l'Iran ne ménage pas ses efforts pour convaincre l'Arabie Saoudite de la nécessité d'une hausse générale des prix du « brut ».

[Au siège de la British Petroleum, à Londres, on déclare ne pas être au courant de la réunion en question. Par contre, Shell confirme qu'elle a bien eu lieu il y a une quinzaine de jours.]

NOUVEAU LICENCIEMENT DE M. FLEURENCE

Sept ans de procédure pour trois heures de réintégration

Sept ans de procédure judiciaire n'auront pas suffi à venir à bout de l'entêtement d'un employeur bien décidé à rester maître chez lui et à ne pas se voir imposer un salarié dont il ne veut plus. Le directeur des Aciéries du Forez, à Saint-Etienne, vient, en effet, de licencier à nouveau M. Pierre Fleurence, arguant de la suppression de son poste.

Ce comptable principal, âgé aujourd'hui de cinquante-huit ans, a défrayé la chronique sociale et judiciaire depuis 1968. Son employeur, pour le « punir » d'avoir joué un rôle actif dans l'occupation de l'usine pendant les « événements » de mai et d'avoir créé une section C.F.D.T. dans l'entreprise, l'avait d'abord condamné à effectuer, à longueur de journée et sans machine à calculer, des multiplications et des divisions aussi inutiles les unes que les autres.

Après plusieurs demandes de licenciement rejetées par le comité d'entreprise et l'inspection du travail, la direction se vit accorder finalement, en mai 1969, le droit de congédier M. Fleurence. La C.F.D.T. introduisit un recours auprès du ministre du travail et obtint l'annulation du licenciement. Les différentes procédures engagées ensuite par la direction comme par le syndicat sur les plans administratifs, pénal et civil aboutirent toutes à la condamnation de l'employeur. Finalement, la chambre sociale de la cour d'appel de Lyon ordonnait, le 1er juillet 1975, la réintégration de M. Fleurence dans ses fonctions de comptable principal, avec astreinte de 200 francs par journée de retard.

La direction, tout en décidant de se pourvoir en cassation contre cet arrêt, convoquait son comptable le 1er août à 14 h. 30. Accueilli par un huissier, M. Fleurence était conduit à son ancien bureau et prié, à 17 heures, de partir en vacances.

Le 16 août, il recevait une lettre recommandée de la direction lui notifiant la rupture de son contrat de travail « en raison de la suppression de votre emploi ». La lettre ajoute qu'il est « dispensé » (sic) d'effectuer le préavis de deux mois qui lui est accordé à partir du 1er septembre.

Les spécialistes de droit social vont pouvoir s'en donner à cœur joie : les trois heures passées par M. Fleurence dans l'entreprise sans qu'on lui ait donné de travail peuvent-elles être considérées comme une réintégration ? La suppression d'emploi, invoquée dans la lettre de l'employeur, ne signifie-t-il pas que le licenciement a un caractère économique, ce qui supposait une autorisation préalable de l'inspection du travail qui n'a pas été demandée ? La nouvelle législation sur le licenciement n'oblige-t-elle pas l'employeur à convoquer le salarié qu'il entend licencier pour lui fournir ses raisons ? Le licenciement de M. Fleurence intervenu en 1969 ayant été annulé, celui-ci ne continue-t-il pas d'être protégé par le mandat de représentant syndical C.F.D.T. au comité d'entreprise qu'il détenait à l'époque ?

Autant de questions qui promettent une nouvelle cascade de procédures.

Et pendant ce temps-là... les Aciéries du Forez pourront continuer à fonctionner sereinement : l'affaire Fleurence a suffi à mettre un terme à l'existence de toute section syndicale dans l'entreprise. Quant au comptable, qui vit pour l'essentiel depuis sept ans de la solidarité syndicale, il finira peut-être par obtenir l'indemnité compensatoire de perte de salaire, à laquelle la cour de Lyon a condamné la direction. Cela lui permettra-t-il de « tenir » jusqu'à la prochaine décision de réintégration, dans... sept ans peut-être. Il aura alors soixante-cinq ans, l'âge de la retraite : les Aciéries du Forez n'auront plus besoin de recourir à un troisième licenciement.
— J.-M. D.

La nouvelle mission du secrétaire d'État américain

Les autorités israéliennes s'attendent à des manifestations hostiles à M. Kissinger

Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises par la police israélienne, qui s'attend à des manifestations lors de la visite de M. Kissinger, attendu jeudi 21 août à Jérusalem.

Un avant-goût de ces manifestations a déjà été donné lundi matin par un groupe important de femmes « *opposées à tout retrait* », qui se sont réunies sur l'esplanade de la Knesset pendant le débat sur l'accord intérimaire. Un de leurs slogans était : « *Nos fils ne seront pas de la chair à canon pour servir les intérêts personnels de Kissinger* ».

Dans les milieux politiques israéliens, on s'attend à de virulentes attaques, non seulement contre la *politique du secrétaire d'Etat*, mais aussi contre sa personne. Les partisans du « Grand Israël » et les membres du Gouch Emounin (mouvement religieux responsable de plusieurs tentatives d'implantation sauvage en Cisjordanie) ont annoncé leur intention de faire à M. Kissinger un « *procès public* » où il sera accusé de « *vendre des amis* ».

La séance de la Knesset de lundi, au cours de laquelle M. Rabin a défendu le projet gouvernemental d'accord intérimaire avec l'Egypte (*le Monde* du 19 août), fut la plus orageuse depuis longtemps. Durant son intervention, le *premier ministre* fut interrompu par des huées et des imitations de cris d'animaux. A un moment, il fut contraint de s'arrêter cinq bonnes minutes, pendant que les membres de l'opposition et ceux de la coalition gouvernementale s'injuriaient copieusement.

Finalement, M. Rabin, constatant que le moment n'était guère propice à un débat, a proposé un ajournement, proposition qui a été adoptée. La date du débat n'a pas été fixée.

A sa sortie de la Knesset, *le premier ministre* a été accueilli par des manifestants scandant des slogans hostiles au projet gouvernemental d'accord intérimaire avec l'Egypte. Devant l'ambassade américaine, d'autres personnes manifestaient leur hostilité aux cris de « *Rabin, tu es un lapin.* »

● AU CAIRE, le climat est en revanche à l'optimisme. *Al Ahram* fait état de « *certains différends* » concernant l'accord, mais souligne qu'il ne s'agit que de « *différends formels* » portant notamment sur la date de début d'application de l'accord et la formule de signature dudit accord.

Au cours de sa conférence de presse de dimanche, M. Kissinger avait indiqué que l'accord était réalisé à 80 % ou 90 %, mais que les problèmes non résolus étaient « complexes ». M. Rabin avait pour sa part affirmé devant la Knesset que de « *sérieuses divergences* » subsistaient encore sur des « *points très importants* ».

● A DAMAS, où le roi Hussein de Jordanie est arrivé lundi pour une visite officielle de cinq jours, les conversations politiques entre le souverain hachémite et le président Assad devaient débuter ce mardi matin. Elles porteront sur le renforcement de la coopération militaire entre les deux pays, et les problèmes relatifs aux négociations actuellement en cours entre Le Caire et Jérusalem par le truchement de M. Kissinger.

Le roi Hussein avait été accueilli à son arrivée à Damas par des milliers de Syriens qui lui avaient réservé un accueil enthousiaste aux cris de « *un seul peuple, une seule armée* ». — (*A.F.P.*)

En cas d'échec des négociations avec Moscou

M. FORD DEMANDERAIT D'AUGMENTER DE 2 A 3 MILLIARDS DE DOLLARS LE BUDGET DES FORCES STRATÉGIQUES AMÉRICAINES

Minneapolis (*A.F.P.*). — Parlant mardi 19 août à Minneapolis devant la convention de l'American Legion, le président Ford a annoncé que, si les négociations avec l'U.R.S.S. pour la limitation des armements stratégiques (SALT) n'aboutissaient pas à un accord, il demanderait au Congrès d'augmenter de 2 à 3 milliards de dollars le budget américain des armements nucléaires stratégiques : ce budget est cette année de 9,8 milliards de dollars sur un budget militaire total de 92,8 milliards.

Rappelant que ses entretiens avec M. Brejnev à Helsinki avaient été « *constructifs et utiles* », M. Ford a toutefois indiqué que leur succès futur « *dépendra de développements concrets* ». Aussi, en attendant d'être certain que la détente avec Moscou fera des progrès, le président tient à réserver sa position sur le développement des forces stratégiques américaines. *Les événements d'aujourd'hui ne doivent pas être le prélude à un nouveau Pearl Harbour*, a dit notamment M. Ford, faisant allusion à l'attaque-surprise des Japonais contre la flotte américaine en 1941.

LE CONGRÈS DE L'A.R.C. A CORTE

Les autonomistes prennent parti pour une « lutte révolutionnaire de libération »

De notre correspondant

Ajaccio. — Point d'orgue aux manifestations de l'été corse : le congrès de l'Action pour la renaissance de la Corse (A.R.C.), qui a réuni, le 17 août, à Corte, environ six mille personnes en vue de « *préparer les conditions morales et matérielles de la libération du peuple corse* ».

Pour la première fois, on a entendu scander trois mots, jusqu'alors hâtivement tracés par des mains anonymes sur les chaussées ou les murs, « *I Francesi fora* » (les Français dehors), ainsi qu'un autre, tout aussi symbolique : « *Liberta* ».

Certes, M. Edmond Siméoni, porte-parole de l'A.R.C., a-t-il tenu à confirmer : « Notre adversaire n'est pas la France ni le peuple français, c'est le colonialisme. » Mais la plupart des observateurs ont vu dans les réactions de l'immense majorité des participants, jeunes en grande partie, l'amorce d'un processus *révolutionnaire. Les orateurs* l'ont clairement exprimé : « *Il faudra sans aucun doute aboutir à une révolution totale.* »

Partisane résolue de l'autonomie interne dans la cadre de la République française, l'A.R.C. propose de changer les institutions. Le mouvement espère que « *cette solution radicale interviendra sans trop de dégâts, que le peuple corse saura trouver dans sa lutte la voie la plus humaine* ». Mais il se déclare prêt « *à ne reculer devant aucun moyen, soit pour préserver l'acquis, soit pour agir dès aujourd'hui, si l'ennemi — l'Etat centraliste — l'y amène par ses manœuvres* ».

La colonisation doit être détruite. Sous toutes ses formes. La maison de la culture, qui propage « *une culture étrangère* », les marxistes, « *qui se réunissent, une fois l'an à Sartène, pour nier l'existence du peuple corse* », l'administration, qui dépêche « *Libert Bou pour résoudre, sur le plan économique et social, un problème politique* », les colons de la plaine orientale, « *qui détiennent, à trois cents, soixante-dix pour cent du vignoble* », les élus de la fraude électorale, ceux qui s'opposent à l'enseignement obligatoire de la langue corse, ceux qui refusent de « *corsiser les emplois* », etc.

Consciente de l'enjeu, l'A.R.C. « *sera tenace et lucide, évitera la précipitation, attaquera avec la même rage et la même disponibilité* ». Elle prend parti pour une « lutte révolutionnaire de libération. « *L'ARC peut offrir la liberté et le sang de ses militants. Elle est prête à assumer les responsabilités les plus extrêmes de demain.* »

Oui, assurément, un langage nouveau qui, voilà seulement deux ans, aurait paru à tous bien excessif. Escalade née de l'impatience ? L'erreur serait de croire qu'il ne s'agit que de cela

PAUL SILVANI.

Au Paraguay

LES LUTTES DE MASSE SE FONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES

déclare à « l'Humanité » un responsable communiste

Dans une interview publiée par *l'Humanité* du mardi 19 août, M. Pedro Vasquez, membre du comité central du parti communiste du Paraguay (clandestin), juge ainsi le réveil de l'opposition dans son pays après les vingt et un ans de dictature du général Alfredo Stroessner :

« *L'Eglise a rompu tout lien avec le régime fasciste. Il y a quelques mois l'armée et la police ont durement attaqué une colonie paysanne catholique à Jejui, emprisonnant et expulsant prêtres et paysans de leurs terres. Dans le parti libéral radical se dessine un courant nettement démocratique, qui lutte avec plus de détermination. Il a récemment organisé une manifestation pour la libération des prisonniers politiques. L'armée même n'est plus tellement monolithique : il s'y fait jour, bien que timidement encore, une opposition au régime. Dans le parti au pouvoir enfin, le parti Colorado, la critique est née, vite réprimée par les fascistes, certes, mais il a fallu à ceux-là emprisonner des dirigeants locaux de leur propre parti...* »

La situation économique du Paraguay est médiocre, déclare encore M. Vasquez, avec 26 % d'inflation en 1974 et un marché international, de la viande notamment, qui s'est fermé aux exportations paraguayennes en raison de la crise mondiale. Aussi « *les luttes de masse se font nombreuses. Cette année, elles l'ont été plus que les dix années précédentes. Les ouvriers des abattoirs frigorifiques de San-Antonio, ceux des manufactures de Pilar, l'Association des petits patrons, se sont dressés contre la politique du pouvoir. Or celui-ci ne peut guère répondre que par la répression violente et naturellement l'anticommunisme* ».

A ce sujet, M. Vasquez lance un appel, en particulier en faveur de trois dirigeants communistes paraguayens, enfermés depuis dix-sept ans dans un cachot du commissariat no 3 d'Asuncion, la capitale du pays : « *Ce sont Antonio Maidana, président du parti, Julio Rojas et Alfredo Alcorta, membres de notre comité central. Ils subissent les pires conditions de détention, bien que leur santé soit très compromise : des ophtalmies, presque la cécité, des troubles gastriques... Il faut les sauver, et la solidarité internationale est pour cela d'une très grande importance* », conclut M. Vasquez.

NOUVELLES BRÈVES

● *Plus de cent cinquante cas d'hépatite virale* de type infectieux (type « A ») ont été dénombrés depuis le printemps dans le département du Doubs. Frappant surtout des enfants entre cinq et quatorze ans, et particulièrement localisée autour de la ville de Pierrefontaine-les-Varans, cette épidémie n'a occasionné, pour le moment, aucun décès.

● *Des centaines de touristes* sont bloqués dans les gares et les aéroports d'Italie par la grève des cheminots et des pilotes de ligne, qui dure depuis plus de dix jours.

Des heurts avec la police se sont produits, lundi 18 août, à Naples, lorsque des cheminots grévistes ont tenté d'empêcher le départ de deux convois à destination de Rome. Les grévistes ont lancé des pierres contre les trains de voyageurs. Les forces de police ont chargé en lançant des grenades lacrymogènes. Plusieurs personnes ont été contusionnées. — (*A.F.P.*)

● *Christian Jouvin*, trente et un ans, l'ouvrier agricole qui a fait subir des sévices mortels à son jeune cousin, Patrice Sandret, treize ans (*le Monde* du 19 août), a été inculpé, lundi 18 août, d'homicide volontaire avec préméditation et usage de tortures. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Cherbourg. Sa femme, Monique, mère de quatre enfants, a été inculpée de complicité et incarcérée à Coutances (Manche).

Le numéro du « Monde » daté 19 août 1975 a été tiré à 488 135 exemplaires.

A B C D . F G H